

**MINISTERE DU PORTEFEUILLE
CONSEIL SUPERIEUR DU PORTEFEUILLE
DEPARTEMENT DES PARTICIPATIONS ET SUIVI DU
GROUPE**

**RAPPORT PROVISOIRE DE L'ETAT ACTIONNAIRE
EXERCICE 2022**

ANNEE 2023



RAPPORT DE L'ETAT ACTIONNAIRE 2022

FAITS SAILLANTS DES ACTIVITES DU COPIREP

I. INTRODUCTION.

Le présent rapport est dressé dans le cadre de l'élaboration du rapport de l'Etat actionnaire pour l'exercice 2022

Il reprend les faits saillants des activités réalisées par le COPIREP au cours dudit exercice.

II. FAITS SAILLANTS.

I. SECTEUR DE L'EAU.

1.1. REGIDESO.

Au mois de novembre 2019, le COPIREP avait transmis au Gouvernement une note technique sur la stratégie de restructuration de la REGIDESO.

Cette stratégie se déclinait en deux phases :

- 1) La régionalisation des activités de la REGIDESO ;
- 2) La filialisation des Directions Régionales à créer au sein de la REGIDESO.

La régionalisation des activités de la REGIDESO consiste (i) à transformer les directions provinciales actuelles en Directions Régionales et (ii) à leur déléguer plus de pouvoirs de gestion dans le cadre d'une décentralisation de la gestion opérationnelle, afin de les permettre d'être plus proactives à répondre aux besoins des usagers et ainsi être plus efficaces. Ces Directions Régionales couvriront pour la quasi-totalité plusieurs Provinces en fonctions des critères géographiques, techniques et économiques pertinents.

La filialisation consiste en la transformation des Directions Régionales en sociétés filiales de la REGIDESO, dont le capital pourrait, selon le cas, être ouvert aux Provinces et autres partenaires intéressés.

Au regard de la complexité de cette opération, il a été recommandé de mener une étude expérimentale sur certains périmètres pilotes devant servir de référence, pour (i) évaluer la faisabilité technique et financière de cette approche, (ii) déterminer les modalités pratiques de sa mise en œuvre et (iii) maîtriser le processus de restructuration de la REGIDESO SA.

Pour ce faire, il devra notamment réaliser les tâches suivantes :

- 1) Diagnostic technique, opérationnel, financier et organisationnel des Directions Provinciales actuelles dans les périmètres pilotes concernés ;
- 2) Analyse des flux de revenus entre la Direction Générale et chaque Direction concernée ;
- 3) Evaluation des besoins d'investissement requis pour renforcer les capacités techniques et opérationnelles de chaque Direction concernée ;
- 4) Evaluation du potentiel financier et de la viabilité financière (équilibre financier, équilibre d'exploitation) de chaque Direction concernées ;
- 5) Détermination de l'étendue des pouvoirs de gestion à conférer à chaque Direction concernées ;
- 6) Définition des interfaces entre le siège de la REGIDESO SA et les Directions concernées ;
- 7) Définition et préparation d'un schéma contractuel clarifiant les relations entre les Autorités provinciales, la Direction Générale de la REGIDESO SA et chaque Direction Régionale, ainsi que les projets d'actes à conclure entre les parties impliquées ;
- 8) Définition de manière détaillée, dans le cadre d'une méthodologie et d'un plan d'actions type, de l'ensemble des étapes, composantes et actions techniques, juridiques, comptables, financiers, organisationnels dont les ressources humaines (en collaboration avec l'étude soutenue par la GIZ), ainsi que de la gouvernance, les modalités et conditions de mise en œuvre des opérations de régionalisation des activités de la REGIDESO ,en vue de la création des Directions Régionales, dont les périmètres d'intervention pourront couvrir une ou plusieurs provinces regroupées sur la base des critères géographiques, économiques et techniques.

1. Transformation des Directions Régionales en sociétés filiales de la REGIDESO.

Le consultant est chargé :

- 1) De définir des modalités techniques, juridiques, financières et autres, de transformation des Directions Régionales en sociétés filiales de la REGIDESO ;
- 2) De définir les modalités possibles de participation de la Province d'une part, et d'autres partenaires intéressés (secteur privé, société civile, etc.) d'autres part, dans le capital des filiales de la REGIDESO ;
- 3) De proposer un ou des modèles de contrats de délégation de services à conclure entre les Gouvernements provinciaux et les sociétés filiales ;

- 4) De mettre au point un modèle économique, technique et financier permettant de disposer de l'ensemble des éléments nécessaires (OPEX et CAPEX) d'une part pour déterminer les conditions de réalisation de l'équilibre financier de chaque Direction Régionale à transformer en filiale, et d'autre part pour déterminer les principes de fixation des tarifs permettant d'assurer cet équilibre financier ;
- 5) Faire des recommandations spécifiques concernant les obligations de l'Etat, et de la REGIDESO dans la mise en application de la feuille de route de la filialisation.

Le consultant a la possibilité de proposer une méthodologie qui consisterait soit, de travailler par phase sur toutes les Directions concernées, soit par Directions concernées en y distinguant les deux phases successives.

Le consultant proposera une feuille de route générale pour la conduite des opérations de régionalisation et de filialisation des activités de la REGIDESO, en indiquant les responsabilités respectives de l'Etat-Pouvoir central, des Provinces, de la REGIDESO et autres parties prenantes.

1.1.1. Discussions sur la vision managériale de la nouvelle équipe de direction de la REGIDESO nommée en 2022.

L'exercice 2022 a été marqué par la mise en place d'une nouvelle équipe à la tête de la REGIDESO.

Le COPIREP a entamé des discussions avec cette nouvelle équipe, centrée notamment sur la situation de l'entreprise et sa vision managériale. Cette équipe a partagé avec le COPIREP sa vision sur la transformation de la REGIDESO par sa réorganisation structurelle et opérationnelle et sa volonté de digitalisation des services de la REGIDESO, notamment dans le domaine de la gestion de la clientèle, de la facturation et du recouvrement ainsi que dans le domaine de la gestion administrative, notamment par la numérisation des documents et l'archivage électronique.

1.1.2. Discussions avec la Banque Mondiale sur l'amélioration de la gestion et des performances de la REGIDESO dans le cadre du Projet AGREE (projet d'amélioration de la gouvernance et de la réforme des secteurs de l'électricité et de l'eau).

Le COPIREP et la Banque Mondiale ont engagé des discussions en vue d'appuyer la REGIDESO dans le cadre du projet AGREE dont la finalité est l'amélioration des performances de la gouvernance et l'appui à la réforme des secteurs de l'eau et de l'électricité.

Les discussions ont notamment porté sur le périmètre du projet et les modalités d'évaluation et d'incitation de la REGIDESO à atteindre les objectifs de performance fixés dans le projet.

II. SECTEUR DE L'ELECTRICITE.

2.1. SNEL.

Sur la base des résultats du diagnostic de la SNEL mené sous la coordination du COPIREP, le Gouvernement avait pris la décision de mettre en œuvre la restructuration de la SNEL en deux phases : (i) une phase d'urgence de stabilisation et de redressement et (ii) une phase de restructuration proprement dite.

A l'issue de la phase d'urgence, le COPIREP en a effectué une évaluation des résultats. Il en est ressorti quelques résultats encourageants dans les domaines de la production et du transport, dont les capacités ont été renforcées.

Par contre, les résultats de la distribution et de la commercialisation sont restés faibles. A ce jour, aussi bien à Kinshasa que dans les provinces, les réseaux de distribution souffrent toujours d'incidents fréquents qui déstabilisent la fourniture d'électricité. Ainsi en 2020, 20 % des cabines à Kinshasa étaient en délestage régulier, et en provinces 8 %.

Au vu de ces résultats, il a été utile de poursuivre le redressement de l'entreprise, dont le cadre stratégique est le Plan de Redressement validé par le Conseil d'Administration de la SNEL le 05 août 2016 et en cours d'exécution jusqu'à ce jour.

Six (6) chantiers ont été lancés dans le cadre de l'amélioration de ses performances. Il s'agit de :

- i. L'évaluation de l'exécution, et l'actualisation du Plan de redressement, ainsi que l'élaboration d'un contrat de performance à signer entre l'Etat et la SNEL ;
- ii. L'étude sur les axes stratégiques de restructuration de la SNEL ;
- iii. La mise en place d'un progiciel de gestion intégrée ;
- iv. L'étude sur la restructuration de la dette ;
- v. L'étude tarifaire ;
- vi. L'inventaire des biens du domaine public de l'Etat.

2.1.1. Actualisation du Plan de redressement et élaboration d'un Contrat de performance.

Pour doter la SNEL d'un nouveau plan stratégique, le COPIREP a élaboré des termes de références en vue de recruter un consultant (firme) devant faire l'évaluation de l'exécution du Plan de redressement de la SNEL, analyser les causes de la faiblesse de ses résultats et l'actualiser, et au besoin, proposer un nouveau plan plus réaliste.

Pour en faire un suivi-évaluation efficace et en assurer le succès, ce plan devrait être appuyé par un contrat de performance à signer entre l'Etat et la SNEL.

Ces termes de référence ont été transmis à l'UCM pour recruter sur financement de la Banque Mondiale (PPA du Projet AGREE), un consultant pour réaliser cette mission. Après recrutement, le COPIREP fera la coordination technique de cette mission

2.1.2. Etude sur les axes de restructuration de la SNEL.

Après l'exécution du Plan d'urgence de la SNEL, il est apparu que les actions menées ne peuvent résoudre à elles seules les problèmes structurels qui se posent à cette entreprise. Ceux-ci sont notamment le déficit structurel financier qu'elle connaît depuis sa création, et l'incapacité de l'entreprise à satisfaire la demande d'électricité dans les périmètres d'exploitation lui concédés, à cause notamment de la dégradation continue de ses infrastructures et équipements.

La résolution de ces problèmes structurels appelle une restructuration profonde, cela d'autant que l'entreprise doit en sus, se mettre en conformité avec les prescrits du nouveau cadre juridique du secteur de l'électricité (Loi n°14/011 du 14 juin 2014 relative au secteur de l'électricité), et pour ce faire, doit se réorganiser en conséquence.

Dans ce cadre, pour affiner ses réflexions, le COPIREP a élaboré des termes de références et transmis à l'UCM, en vue de recruter un consultant (firme) pour une étude appropriée.

A cet effet, l'Unité de Coordination et de Management des Projets du Ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité (UCM) a recruté sur financement de la Banque Mondiale (projet EASE), un cabinet dont la mission consiste à présenter des options de restructuration de la SNEL, lesquelles doivent être en conformes aux prescrits de la Loi n°14/011 du 14 juin 2014 relative au secteur de l'électricité, et à la résolution des problèmes structurelles qu'elle rencontre.

Les rapports du consultant feront l'objet d'ateliers de validation qui devront réunir toutes les parties prenantes (Ministères, COPIREP, SNEL, secteur privé et société civile).

A l'issue de la mission, le COPIREP élaborera une note technique adressée au Gouvernement pour notamment résumer l'étude et permettre à ce dernier de lever une option à mettre en œuvre. Une feuille de route sera alors arrêtée pour cette mise en œuvre.

2.1.3. Mise en place d'un progiciel de gestion intégrée au sein de la SNEL.

Les composantes clés du plan de redressement de la SNEL S.A. comprennent (i) un plan de protection des revenus, (ii) l'incorporation et l'utilisation systématique de systèmes d'information de gestion pour soutenir des opérations efficaces, et (iii) le déploiement de compteurs à Kinshasa.

En ce qui concerne spécifiquement l'utilisation systématique de systèmes d'information de gestion, il s'agira de concevoir et d'implémenter au sein de SNEL S.A. un progiciel de gestion intégré.

A cet effet, la SNEL et la Banque mondiale avait recruté en son temps un consultant qui devait étudier l'architecture à mettre en place et implémenter le système.

Après le non-aboutissement de cette tentative, le COPIREP a repris le dossier et a élaboré des termes de référence pour recruter un consultant qui serait chargé de faire l'état des lieux du travail réalisé, les causes de son non-aboutissement et proposer un schéma qui serait implémenté par un autre consultant à recruter plus tard, et qui serait l'intégrateur.

Ces termes de références ont été transmis à l'UCM et le processus de recrutement du consultant a été lancé.

Le COPIREP assurera la coordination technique de cette mission.

2.1.4. Etude sur la restructuration de la dette de la SNEL S.A.

Les premiers résultats des réhabilitations et investissements entrepris à la SNEL S.A., particulièrement dans les domaines de la production et du transport, sont encourageants.

Ces bons résultats risquent toutefois d'être annihilés par la persistance du déséquilibre financier structurel de l'entreprise. En effet, les ressources financières générées par l'activité de celle-ci sont toujours insuffisantes. Elles ne lui permettent pas de faire face à tous ses engagements, dont principalement le paiement de ses dettes.

Une étude sur la restructuration de la dette de la SNEL S.A. est envisagée. Cette étude permettra d'élaborer un plan de restructuration de la dette de la SNEL S.A. Des discussions sur cette question sont en cours avec la SNEL S.A d'une part, pour s'accorder sur l'opportunité de la mission, et la Banque mondiale d'autre part, pour trouver les pistes de financement de cette mission.

2.1.5. L'étude tarifaire.

Le COPIREP a participé à la validation des rapports du consultant en charge de l'étude sur la tarification de l'électricité en RDC.

Cette étude a été pilotée par le Ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité, par le biais de l'Unité de Coordination et de Management des Projets du Ministère de l'Energie et Ressources Hydrauliques (UCM).

Les objectifs généraux de l'étude, tels que définis dans les termes de référence, étaient les suivants :

- Evaluer de manière générale la structure tarifaire actuelle et la fiscalité ainsi que la parafiscalité applicable au secteur, en termes de méthodologie de détermination et de fixation des tarifs et des conditions d'application ; et
- Evaluer et proposer les niveaux requis permettant de réaliser l'objectif de viabilité financière et opérationnelle du secteur (et de SNEL en particulier) ;
- Proposer des méthodologies de calcul des coûts de transit sur le réseau de transport ;
- Proposer un régime fiscal spécifique et d'autres outils susceptibles d'inciter aux investissements dans le secteur.

Les résultats attendus sont notamment :

- Le développement d'un modèle de régulation par segment ;
- Le développement d'un modèle tarifaire par segment ;
- Le développement d'une grille tarifaire pour la SNEL ;
- Une proposition de régime fiscal et parafiscal pour le secteur dans la perspective de l'option gouvernementale d'accélération et d'intensification de l'accès à l'électricité ;
- Une proposition de restructuration de la dette de SNEL à l'égard du secteur minier.

En ce qui concerne le développement d'une grille tarifaire pour la SNEL, il sied de noter que les résultats présentés par le consultant sont issus de calculs effectués à partir d'un certain nombre d'hypothèses, non validés par la SNEL. Pour pallier les approximations que cela implique pour les résultats de l'étude, un modèle paramétrable sera livré à l'Autorité de Régulation de l'Electricité qui sera formée pour son utilisation.

A terme, le régulateur sera ainsi en mesure de remplacer les données utilisées par les données fiabilisées de la SNEL et de calculer une nouvelle grille tarifaire.

S'agissant de la restructuration des Dettes de la SNEL envers les clients miniers, l'étude n'a pu se pencher sur la problématique, la SNEL n'ayant fourni aucune des données demandées.

2.1.6. Inventaire des biens du domaine public de l'Etat exploités par la SNEL.

Pour se conformer à la loi, la SNEL a déposé auprès de l'Autorité de régulation de l'Electricité sa déclaration d'existence, et sollicité le renouvellement de ses permis d'exploitation. Il s'agit de convertir ses permis d'exploitation aux prescrits du nouveau cadre juridique du secteur de l'électricité.

Ainsi, l'exploitation des actifs qui seront reconnus propriété de la SNEL S.A. feront l'objet d'une concession ou de l'octroi d'une licence, tandis que celles des actifs reconnus propriété de l'Etat pourront faire l'objet d'une délégation de service public au profit de la SNEL S.A.

L'appui d'un cabinet d'audit est envisagé pour établir la liste exhaustive des biens du domaine public de l'Etat exploités par la SNEL S.A. Cette mission sera financée par la Banque Mondiale au travers et le COPIREP en assurera la coordination technique.

2.1.7. Discussions avec la Banque Mondiale sur l'amélioration de la gestion et des performances de la SNEL dans le cadre du Projet AGREE.

A l'instar de ce qui a été fait pour la REGIDESO, le COPIREP et la Banque Mondiale ont engagé des discussions en vue d'appuyer la SNEL dans le cadre du projet AGREE.

Les discussions ont également porté sur le périmètre du projet et les modalités d'évaluation et d'incitation de la SNEL à atteindre les objectifs de performance fixés dans le projet.

III. SECTEUR DES MINES.

3.1. MIBA.

Sur instruction du le Président de la République, Chef de l'Etat, au Gouvernement, le COPIREP a élaboré le plan de relance de la MIBA en vue d'arrêter sa dégradation persistante et relancer sa production.

Dans le cadre de l'élaboration du plan de relance de la MIBA, le COPIREP a effectué au dernier trimestre de l'année 2021, deux missions de travail au siège d'exploitation de la MIBA à Mbujimayi et dont les effets se sont poursuivis en 2022.

La première mission a porté sur la collecte des données en vue de peaufiner le diagnostic de la MIBA à son temps, et la seconde, a consisté à faire la présentation de la mouture du plan de relance à la haute direction de la MIBA assistée des cadres de direction, des chefs de départements et de la délégation syndicale.

Ladite présentation s'est faite au cours d'un atelier, organisé à cet effet, dans les installations de la MIBA à Mbujimayi.

A la suite des travaux en atelier, le projet de plan de relance décliné par le COPIREP a été validé par la MIBA, assistée de sa délégation syndicale.

La mouture du dit plan de relance est structurée comme suit :

- Diagnostic, qui présente l'état de la société sur le plan de ces titres miniers, géologique, technique, opérationnel, des approvisionnements, commercial, finances, juridique, Organisationnel, sécurité et protection ; une matrice SWOT, qui résume les forces et faiblesses, les opportunités et menaces éventuelles de la société ;
- Stratégies et action de relance, qui reprend les opérations, ainsi qu'un plan d'investissement détaillé à mettre en œuvre pour relancer la production. Cette partie définit également, les actions à mener sur le plan financier, ainsi que les sources de financements possible ;
- Le plan de relance proprement dit qui présente, les résultats escomptés, les principes directeurs, les objectifs spécifiques, le coût de la relance, les stratégies de financement, cadre de sauvetage, business plan, le plan de sauvetage (plan d'urgence) ainsi que les mesures d'accompagnement ;
- Un sommaire exécutif, qui constitue la synthèse du dit plan.

IV. SECTEUR DES TRANSPORTS.

4.1. ONATRA.

Le COPIREP a analysé l'accord de don n°2160610 relatifs au Projet d'Amélioration du Terminal Container du Port de Matadi signé, en date du 13 juillet 2022, entre l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) et le Gouvernement de la République Démocratique du Congo, lui transmis par la JICA pour l'ONATRA SA.

Ce projet a pour objectif de réhabiliter l'espace de stockage de conteneurs dans le parc à conteneurs et d'améliorer la sécurité et l'efficacité des travaux de manutention de conteneurs, à travers une amélioration du revêtement du parc à conteneurs et une mise en place du système d'exploitation informatisé dans le but de hausser la qualité des services import-export de l'ONATRA SA.

Le montant du Don est de yens japonais deux milliards quatre cent quatre-vingt-neuf millions (JPY 2.489.000.000), soit dollars américains dix-huit millions neuf cent seize mille quatre cents (USD 18.916.400).

4.2. CONGO-AIRWAYS.

Le COPIREP a élaboré le Protocole d'Accord entre la République Démocratique du Congo et la société A&M Development Group pour la relance de Congo Airways SA. Ce Protocole d'Accord a pour objet de définir les conditions et les modalités pratiques de réalisation de l'offre de l'opérateur privé.

Ce protocole d'accord décline notamment les engagements des parties, la durée du projet, les dispositions particulières sur la mise à disposition des aéronefs deux avions Airbus A 320 par l'opérateur privé, les préalables à l'ouverture du capital de Congo Airways SA.

Le COPIREP a également participé aux différentes réunions organisées au Cabinet du Ministre du Portefeuille à ce sujet.

4.3. CONVENTION AVEC CONGO RAILWAY DEVELOPMENT (CRD).

Le COPIREP s'est attelé à mettre en œuvre les engagements de la partie gouvernementale pris dans le cadre du contrat de concession conclu avec CRD. Il s'agit de :

- Lettre au Premier Ministre rappelant l'engagement de signer un Décret approuvant la Convention ;
- Préparation de l'arrêté interministériel mettant en place le comité de suivi de la convention ;
- Organisation des réunions du comité de suivi du contrat ;
- Rédaction des procès-verbaux des réunions du comité de suivi.

4.4. RVA.

La note relative à la stratégie de restructuration de la RVA SA a été actualisée en se focalisant sur la mise en œuvre de cette stratégie à date.

Pour rappel, la stratégie de restructuration de la RVA SA se décline en quatre points suivants :

- Séparation des activités de gestion du trafic aérien de celles d'exploitation aéroportuaire ;

- Création d'un établissement public pour la gestion du trafic aérien conformément à la loi sur l'aviation civile et d'une entité chargée de l'exploitation aéroportuaire ;
- Mise en place des Partenariats Public-Privé « PPP » pour la modernisation et l'exploitation aéroportuaire là où c'est possible et ;
- Transfert de certains aéroports secondaires et aérodromes aux entités territoriales décentralisées avec renforcement des capacités et possibilités des PPP.

La non implémentation des actions relatives à la restructuration en profondeur de la RVA SA laisse perdurer des pratiques qui plombent le redressement de l'entreprise.

V. SECTEUR DES TELECOMMUNICATIONS.

5.1. MISE EN ŒUVRE D'UN CONTRAT DE PARTENARIAT PUBLIC – PRIVE A LA SOCOF.

En sa qualité d'Organe technique du Gouvernement en charge du pilotage du désengagement de l'Etat des entreprises du Portefeuille, le COPIREP a conduit les négociations avec la firme sélectionnée dans le cadre de l'appel d'offres lancé pour l'exploitation de la fibre optique financée par la Banque Mondiale dans le cadre du projet CAB 5.

En date du 14 mars 2022, le Gouvernement de la République Démocratique du Congo, représenté par les Ministre d'Etat, Ministre du Portefeuille et le Ministre des Postes, Télécommunications, Nouvelles Technologies de l'information et de la communication ainsi que la Société Congolaise de Fibre Optique (SOCOF) d'une part, et l'opérateur privé FAST Congo d'autre part, ont signé un contrat de PPP d'une durée de 15 (quinze) ans pour l'exploitation et la maintenance du réseau de fibre optique de la SOCOF.

Le COPIREP a proposé aux Ministres susmentionnés un projet d'arrêté interministériel mettant en place le comité de suivi dudit contrat.

Pour permettre à la société FAST CONGO d'assurer cette exploitation conformément à la législation en vigueur, le Gouvernement a pris les engagements suivants consignés dans la lettre de confort signée par les deux Ministres précités :

- 1) La Société Congolaise des Postes et Télécommunications (SCPT) donne accès à la société FAST CONGO SA au point d'atterrissage de Muanda à la demande de cette dernière afin d'interconnecter FAST CONGO au câble sous-marin WACS ;

- 2) La SCPT SA commercialise la bande passante internationale requise par la société FAST CONGO aux conditions usuelles de marché de façon transparente et non discriminatoire et dans les temps impartis (Si FAST CONGO le souhaite, cette dernière pourra à tout moment acquérir de la bande passante internationale auprès d'autres sociétés que SCPT SA) et ;
- 3) Aucune contrepartie autre que financière à l'interconnexion et à la commercialisation de bande passante ne soit sollicitée par la SCPT auprès de la société FAST CONGO.

VI. SECTEUR DES FINANCES.

6.1. RELANCE DE LA CADECO.

La CADECO est la seule institution financière bancaire qui appartienne totalement à l'Etat. Confrontée à des déséquilibres chroniques, la CADECO a été exclue de la Chambre de Compensation de la Banque Centrale du Congo. Suivant les prescrits de la Loi bancaire, elle aurait dû être mis sous la gestion administrative de la Banque Centrale du Congo. Cela n'a pas été fait suite à la demande du Gouvernement.

Le COPIREP a rédigé une note technique sur la stratégie de restructuration de la CADECO. Il a aussi examiné les manifestations d'intérêt à la reprise de la CADECO, émanant de deux firmes.

VII. SECTEUR DE L'INDUSTRIE.

Dans ce secteur, deux manifestations d'intérêt ont été réceptionnées et examinées par le COPIREP pour un avis technique. Il s'agit de :

- 1) La Société EVENBET-GEMING a manifesté son intérêt en vue de signer un PPP avec la SONAL SA dans le cadre de jeux de hasard. Par la suite, la SONAL SA a conclu un contrat de collaboration avec ladite société ;
- 2) Pour la viabilisation du site de Maluku, la société PANAFRICAIRLINES SAS a rapproché la SOSIDER SA en vue soit, de la création d'une joint-venture ou d'un PPP pour le projet de création d'une usine de montage de véhicules.

Malheureusement, le projet n'a pas abouti.

VIII. AUTRES ACTIVITES.

8.1. RECRUTEMENT DES MANDATAIRES DE L'ETAT A LA SNEL, A LA REGIDESO ET AU FONER, AINSI QUE DES GESTIONNAIRES ET HAUTS CADRES DE CERTAINS SERVICES PUBLICS.

En plus de sa mission spécifique en rapport la réforme et le désengagement de l'Etat des entreprises du Portefeuille, le COPIREP a exécuté certaines missions lui confiées par le Gouvernement.

C'est ainsi qu'au cours de la 38ème réunion du Conseil des Ministres du vendredi 28 janvier 2022, le Gouvernement a décidé de renouveler l'administration et la direction de deux entreprises publiques, la Régie de Distribution d'Eau de la République Démocratique du Congo (REGIDESO) et la Société Nationale d'Electricité (SNEL), ainsi que d'un établissement public, le Fonds National d'Entretien Routier (FONER).

Par sa lettre n° 0175/MINPF/MKA/KTL/AKM/2022 du 07 février 2022, Madame le Ministre d'Etat, Ministre du Portefeuille a instruit le COPIREP de lancer et de gérer le processus de recrutement compétitif des Présidents de Conseil d'Administration, des Directeurs Généraux et des Directeurs Généraux Adjointes desdites entreprises et établissement publics.

Ce recrutement a été conduit suivant une procédure concurrentielle et transparente en huit étapes ci-après :

- i. Publication de l'avis d'appel à candidatures dans les médias locaux écrits, audiovisuels, en ligne et sur certains portails électroniques dont celui du COPIREP ;
- ii. Réception des candidatures au plus tard quinze (15) jours calendaires après la publication de l'avis d'appel à candidatures ;
- iii. Analyse et évaluation exhaustives de chaque dossier de candidature par les équipes d'analyse, soit une équipe par poste ;
- iv. Présélection des candidatures ayant obtenu la note minimum requise et établissement des listes restreintes d'un nombre prédéterminé de candidats ayant obtenu les meilleures notes, lesquels sont éligibles à la suite du processus ;
- v. Organisation des tests psychotechniques et cognitifs en ligne pour les candidats retenus dans les listes restreintes ;

- vi. Evaluation combinée des résultats des analyses des dossiers et des tests psychotechniques et cognitifs et établissement des listes des personnes à interviewer ;
- vii. Interview des candidats présélectionnés par des panels constitués à cet effet, soit un panel par poste à pourvoir ;
- viii. Rapport au Gouvernement sur la procédure et les résultats de la mission.

Par poste visé, le rapport a présenté les noms des personnes ayant obtenu la note minimum fixée (4 ou 6), et ainsi aptes, chacun, à occuper ce poste. Cette disposition laisse au Président de la République et au Gouvernement la marge pour tenir compte de certains paramètres comme l'équilibre du genre, l'équilibre provincial, etc.

Sur la base du rapport du COPIREP et sur proposition du Gouvernement, le Président de la République avait procédé à la nomination des mandataires publics retenus dans la liste retreinte.

Ce mode de recrutement, décidé par le Chef de l'Etat, s'est étendu à d'autres institutions publiques, notamment le Bureau Central de Coordination (BCECO) : Recrutement des Membres du Comité de gestion (le Directeur Général et 3 Directeurs).

Pour chaque institution, un rapport complet du processus a été fait au Gouvernement, suivi de la nomination en bonne et due forme des personnes qualifiées.

8.2. PARTICIPATION AU MONTAGE DES PROJETS PACT, AGREE ET ENCORE FINANCES PAR LA BANQUE MONDIALE.

Le COPIREP a apporté un appui technique important au montage des projets PACT (Projet d'Appui à la Connectivité et au Transport, AGREE (Projet d'Appui à la Gouvernance et à la réforme des secteurs de l'Electricité et de l'Eau) et ENCORE (Projet d'Appui à l'amélioration du Recouvrement des Recettes et de la Gestion des dépenses en RDC), lequel a un volet important en rapport avec la surveillance et la transparence de la gestion des entreprises publiques.

Dans le secteur du Portefeuille, le projet PACT va appuyer la SOCOF, la SCPT et la RVA. Le Projet AGREE va appuyer la SNEL et la REGIDESO et le Projet ENCORE va apporter une assistance technique et matérielle au renforcement des capacités du Secrétariat Général du Portefeuille, du Conseil Supérieur du Portefeuille (CSP) et du COPIREP.

0. INTRODUCTION

Le Conseil Supérieur du Portefeuille produit sa huitième édition du rapport Etat-Actionnaire, partie relative au diagnostic financier des performances économique-financières de ses entreprises publiques qui porte sur l'exercice comptable clos au 31/12/2022.

Nous traiterons du reporting financier (des documents financiers) publiés par les entreprises publiques, qui constituent un ensemble des sociétés soumises au suivi et au contrôle dans un dispositif normatif particulier qu'est le référentiel comptable SYSCOHADA REVISE et de leur tutelle, le Ministère du Portefeuille.

Dans l'analyse économique-financière pour l'exercice clos au 31/12/2022, nous nous attacherons à expliquer comment sont présentés les emplois à long terme, ainsi que les enjeux de leur financement. Muni de ces emplois et de ces ressources, nous examinerons comment les entreprises publiques déploient leurs activités respectives, consommant de manière irréversible des avantages économiques (les charges) pour en dégager d'autres, dont elles escomptent et qu'ils seront plus élevés (les produits).

Ainsi, pourront être perçus dans la moindre mesure, la variation des richesses créées en raison de l'augmentation ou de la diminution de la valeur de certains éléments détenus (gains ou pertes).

Dans ce cycle « Investissement-Financement-Exploitation », les entreprises publiques vont prendre des engagements et supporteront des risques de nature très diverses dont elles devront également rendre compte.

In fine, nous dégagerons de ces analyses des états financiers, la vision de la richesse créée, ou détruite, pendant la période sous examen et permettre à l'Actionnaire Etat de décider du maintien dans son portefeuille des entreprises concernées pour leur développement ou si, au contraire, les restructurer suite aux contre-performances réalisées.

Ces décisions trouveront leur source à partir des documents financiers publiés, objectif de la comptabilité.

La bonne compréhension de l'entreprise nécessite la réalisation d'une analyse multicritères, tout en passant par la réalisation d'un diagnostic financier approfondi.

Ainsi, la première phase de celui-ci consiste à analyser l'évolution de l'activité et de la marge d'exploitation de toute entreprise.

Il s'agit de comprendre comment se décompose la croissance de l'entreprise, avant d'analyser la création de richesse mesurée par les différents soldes de gestion.

Celle-ci nécessite des investissements reflétés par l'actif économique, dont le financement doit également être analysé au même titre que la rentabilité.

Mesurer la performance économique des entreprises d'Etat consistera à apprécier la capacité des entreprises du Portefeuille à générer des résultats indépendamment de leur stratégie de financement respectif.

Toutes les analyses doivent se faire sur une période de trois exercices, voire cinq exercices, afin de pouvoir dégager des tendances. Elles se font donc en pourcentage d'évolution mais aussi en pourcentage de chiffre d'affaires pour neutraliser l'impact des variations de ce dernier et vérifier si la structure des coûts et des marges reste la même.

Compte tenu des difficultés ou de l'insuffisance des renseignements sectoriels, le Conseil Supérieur du Portefeuille a privilégié en ce qui concerne l'analyse de l'activité des entreprises d'Etat par le suivi des soldes de gestion allant du chiffre d'affaires au résultat net.

Quant à la performance financière, elle s'identifie comme étant la capacité de l'entreprise à rémunérer les capitaux propres.

Elle analyse la part des capitaux propres dans le financement des besoins et, surtout, comment, grâce au partage du résultat économique, ces capitaux propres sont rémunérés.

Nous rappelons aux lecteurs dudit rapport de la non prise en compte des données comptables des sociétés structurantes suivantes :

- Régie des voies aériennes SA ;
- ONATRA SA.

En effet, les rapports des commissaires aux comptes des deux sociétés ont formulé des opinions négatives.

| INDICATEURS DE GESTION | 2020 | 2021 | 2022 | VAR. EN % | MOYENNE PER. |
|--|----------------------|----------------------|------------------------|----------------|-----------------|
| CHIFFRE D'AFFAIRES | 1 645 675 479 | 1 940 025 643 | 1 721 751 143 | -11,25% | 1 769 150 755 |
| TAUX DE CROISSANCE REELLE DU CHIFFRE D'AFFAIRES | | | | -14,89% | - |
| VALEUR AJOUTEE | 562 007 872 | 700 640 754 | 632 791 990 | -9,68% | 631 813 539 |
| TAUX DE CROISSANCE REELLE DE LA VALEUR AJOUTEE | | | | -14,61% | - |
| CHARGES DU PERSONNEL | 575 453 708 | 631 030 380 | 531 477 630 | -15,78% | 579 320 572 |
| TAUX D'AUGMENTATION REELLE DES CHARGES DU PERS. | | | | -15,74% | - |
| EFFECTIFS DU PERSONNEL | 43 551 | 46 434 | 30 689 | -33,91% | 40 225 |
| <i>TAUX DES CHARGES DU PERS/CHIFF D'AFF.</i> | 35% | 33% | 31% | -5,10% | 0 |
| <i>TAUX DES CHARGES DU PERS/VALEUR AJOUTEE.</i> | 102% | 90% | 84% | -6,75% | 1 |
| INDICE DE PRODUCTIVITE DU TRAVAIL "IP" | 2,86 | 3,07 | 3,24 | 5,37% | 3 |
| EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION "EBE" | - 13 445 836 | 69 610 375 | 101 314 360 | 45,54% | 52 492 966 |
| CAPITAUX INVESTIS | 18 998 445 281 | 17 932 360 108 | 15 221 495 056 | -15,12% | 17 384 100 148 |
| <i>TAUX DE RENTABILITE D'EXPLOITATION</i> | -7,08% | 38,82% | 66,56% | 71,47% | 0 |
| RESULTAT NET A AFFECTER | - 872 929 177 | - 676 228 945 | - 149 547 808 | -77,89% | - 566 235 310 |
| INDICATEURS DE STRUCTURE FINANCIERE | | | | | |
| FONDS PROPRES | 15 354 688 408 | 14 492 975 445 | 10 762 257 042 | -25,74% | 13 536 640 298 |
| DETTES A LONG ET MOYEN TERMES | 2 967 694 424 | 2 873 703 959 | 2 752 264 286 | -4,23% | 2 864 554 223 |
| CAPITAUX PERMANENTS | 18 322 382 832 | 17 366 679 404 | 13 514 521 328 | -22,18% | 16 401 194 521 |
| INVESTISSEMENTS DE L'EXERCICE | 374 764 082 | 209 889 613 | 539 861 632 | 157,21% | 374 838 442 |
| IMMOBILISATIONS NETTES | 19 733 109 255 | 18 981 215 701 | 15 397 748 013 | -18,88% | 18 037 357 657 |
| <i>FONDS DE ROULEMENT NET "FRN"</i> | - 1 410 726 423 | - 1 614 536 297 | - 1 883 226 685 | 16,64% | - 1 636 163 135 |
| <i>BESOINS EN FONDS DE ROULEMENTS "BFR"</i> | - 493 876 759 | - 986 527 333 | - 529 098 748 | -46,37% | - 669 834 280 |
| TRESORERIE NETTE CUMULEE | - 916 849 665 | - 628 008 964 | - 1 354 127 937 | 115,62% | - 966 328 855 |

I. PREFORMANCE ECONOMIQUE

Le diagnostic financier réalisé à partir du Tableau Pluriannuel des Flux Financiers « TPF » lie la croissance et les performances de l'entreprise.

Le lien croissance-rentabilité résume sur le plan financier, la dynamique de l'entreprise caractérisée par trois éléments-clés :

- Un taux de croissance de l'activité ;
- Un flux net de liquidités qui, rapporté aux capitaux engagés, donne une mesure de la rentabilité ;
- Des capitaux engagés dans l'outil de production (outil d'exploitation) et dans le cycle
- D'exploitation dont l'évolution est étroitement liée avec la croissance de l'activité.

L'équilibre financier basé sur l'égalité des taux de croissance et de rentabilité économique et financière sur une longue période, est censé rendre compte de l'efficacité et de la cohérence de l'entreprise dans ses décisions d'investissement et de financement.

Les déséquilibres financiers traduisent soit une croissance qui est réalisée au détriment des performances soit, à l'inverse, un rythme de croissance inférieur au potentiel de l'entreprise.

1.1. Le chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires étant le point de départ de l'analyse de l'activité, il convient de l'analyser précisément pour déterminer :

- L'évolution du C.A. et de sa composition ;
- La durée du cycle d'exploitation ;

Tableau : Analyse de la croissance du chiffre d'affaires

| ENTREPRISES | CHIFFRE D'AFFAIRES | | | TAUX DE CROISSANCE | | PART DE CHAQUE SOCIETE EN 2022 |
|--------------|----------------------|----------------------|----------------------|--------------------|--------------|--------------------------------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | NORMALE | REELLE | |
| GECAMINES | 324 402 140 | 466 872 496 | 342 774 370 | -27% | -18% | 20% |
| REGIDESO | 144 891 686 | 145 241 003 | 163 407 886 | 12,51% | -12% | 9% |
| SNEL | 698 753 262 | 769 652 934 | 817 371 229 | 6% | -12% | 47% |
| ONATRA | 76 577 587 | 75 231 929 | 0 | 0% | 0% | 0% |
| SNCC | 47 722 070 | 41 063 661 | 35 811 214 | -13% | -15% | 2% |
| SONAS | 56 488 193 | 56 886 412 | 64 592 055 | 14% | -11% | 4% |
| SONAHYDROC | 3 289 594 | 7 789 801 | 15 664 426 | 101% | -6% | 1% |
| CVM | 26 121 179 | 29 630 853 | 28 832 028 | -3% | -13% | 2% |
| RVA | 61 973 886 | 86 177 313 | 0 | 0% | 0% | 0% |
| LMC | 18 845 897 | 32 486 198 | 34 138 169 | 5% | -12% | 2% |
| SOKIMO | 0 | 0 | 0 | 0% | 0% | 0% |
| CADECO | 6 470 462 | 6 324 016 | 0 | 0% | 0% | 0% |
| SCPT | 0 | 0 | 0 | 0% | 19% | 0% |
| SCKM-Mn | 2 584 252 | 0 | 0 | 0% | 0% | 0% |
| SODIMICO | 1 142 937 | 836 257 | 1 975 122 | 136% | -5% | 0% |
| CONGOAIRWAYS | 39 911 827 | 42 895 619 | 29 900 739 | -30% | -19% | 2% |
| SAKIMA | 2 722 834 | 5 255 515 | 3 442 133 | -35% | -21% | 0% |
| COBIL | 121 594 746 | 163 937 449 | 172 323 718 | 5% | -12% | 10% |
| COMINIERE SA | 0 | 0 | 0 | 0% | 0% | 0% |
| MIBA | 12 182 925 | 9 744 186 | 11 518 052 | 18% | -11% | 1% |
| TOTAL | 1 645 675 479 | 1 940 025 643 | 1 721 751 143 | -11,25% | 0,15% | 100% |

La croissance du chiffre d'affaires sera analysée en rapport aux quatre dimensions retenues ci-après :

- Le niveau annuel de la croissance ;
- L'amplitude des taux annuels sur la période ;
- La moyenne de la période et ;
- La tendance.

N.B. La comparaison sectorielle n'a pas été retenue suite à l'insuffisance des données provenant de la Centrale des Bilans.

Rappelons que la croissance est une mesure différentielle que l'on réalise sur plusieurs périodes de temps. Il importe de vérifier qu'il n'existe pas des éléments venant altérer la réalité de cette période d'analyse.

Dans le cas d'analyse des états financiers des entreprises d'Etat, il ressort qu'un seul paramètre pouvait impacter de manière significative le calcul de la croissance. Il s'agit de la variation du taux de change entre les monnaies. D'où la prise en compte d'une monnaie stable dont le taux d'inflation ne dépasse pas 5%.

I.3. Du chiffre d'affaires des entreprises publiques

Son évolution est le paramètre essentiel de la compréhension des entreprises publiques. Une entité économique est en forte croissance, en stagnation, en croissance ralentie, en retournement ou en dépression sera confrontée à des problèmes différents.

La base de toute analyse est l'évolution du chiffre d'affaires, qui doit être décomposée en termes de volumes (quantités vendues), de mix produits et de prix, de croissance interne et de croissance externe et, le cas échéant, d'évolution du taux de change.

COMMENTAIRES :

Le tableau ci-dessus indique que le chiffre d'affaires cumulé des entreprises publiques en 2022 se situe à USD 1 721 751 143 alors qu'il avait été d'USD 1 940 025 643 en 2021, soit une régression de 11,25% en terme normale, en terme réelle cette contraction est de 0,15%.

Cette tendance est tributaire de la diminution du chiffre d'affaires de SAKIMA SA, GECAMINES SA et REGIDESO SA qui ont chuté respectivement de 35%, 27% et 12,5% et de l'indisponibilité des données de certaines sociétés telles que ONATRA SA, RVA SA, SOKIMO SA, CADECO SA, SCMK-Mn et SCPT SA ainsi que COMINIÈRE SA qui ne réalise pas le chiffre d'affaires du fait qu'elle est encore en phase d'exploration

Par contre, il avait été observé une performance en 2021 par rapport à 2020 où cet indicateur est passé d'USD 1 645 675 479 à USD 1 940 025 643.

En 2022, cinq d'entre ces entreprises publiques ont réalisé un chiffre d'affaire conséquent, représentant 90% de la valeur globale du chiffre d'affaires cumulé de l'ensemble, il s'agit notamment de :

- SNEL SA : 47%
- GECAMINES SA : 20%
- COBIL SA : 10%
- REGIDESO SA : 9%
- SONAS SA : 4%

Graphique 1 : L'évolution du chiffre d'affaires

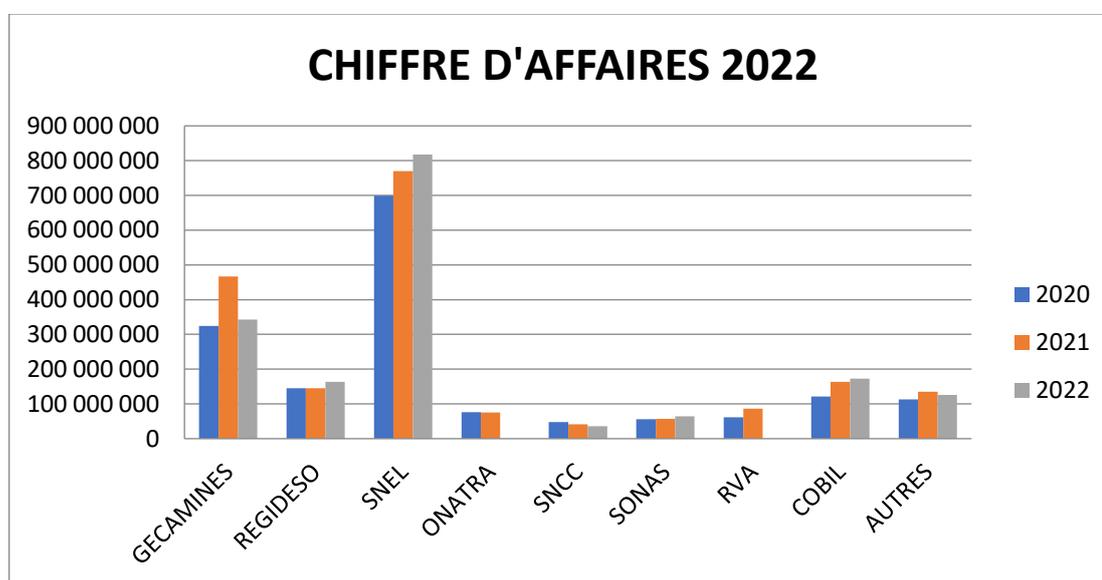


Tableau : Croissance nominale et croissance réelle du chiffre d'affaires (en %)

| Rubriques | 2020 | 2021 | 2022 | MOYENNE |
|---------------------|--------|-------|--------|---------|
| Croissance nominale | 0,44 | 17,64 | -11,25 | 2,28 |
| Croissance réelle | -14,13 | -8,52 | -0,15 | -7,60 |

En termes courant, le Chiffre d'affaires des entreprises publiques durant l'exercice sous analyse, a connu une décroissance de 11,25% par rapport à 2021 contre une moyenne triennale de 2,28%, tenant compte des effets d'inflation cet indicateur a connu un recul de 0,15% pour la même période.

Tout au long de la période d'examen, le chiffre d'affaires accuse un repli en termes réels de -14,13% en 2020 ; - 8,52% en 2021 et - 0,15 en 2022 avec une moyenne négative de 7,60%.

Le taux moyen négatif de la croissance réelle du chiffre d'affaires global des entreprises publiques témoigne les difficultés qu'éprouvent ces entreprises, ce qui nécessite la relance de leurs activités respectives

Tableau : Chiffre d'affaires moyen des entreprises publiques sous la période considérée

| ENTREPRISES | CHIFFRE D'AFFAIRES | | | MOYENNE |
|---------------------|----------------------|----------------------|----------------------|-------------------------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | |
| GECAMINES | 324 402 140 | 466 872 496 | 342 774 370 | 378 016 335,33 |
| REGIDESO | 144 891 686 | 145 241 003 | 163 407 886 | 151 180 191,42 |
| SNEL | 698 753 262 | 769 652 934 | 817 371 229 | 761 925 808,34 |
| ONATRA SA | 76 577 587 | 75 231 929 | 0 | 50 603 172,17 |
| SNCC | 47 722 070 | 41 063 661 | 35 811 214 | 41 532 315,08 |
| SONAS | 56 488 193 | 56 886 412 | 64 592 055 | 59 322 220,18 |
| SONAHYDROC | 3 289 594 | 7 789 801 | 15 664 426 | 8 914 607,19 |
| CVM | 26 121 179 | 29 630 853 | 28 832 028 | 28 194 687,10 |
| RVA | 61 973 886 | 86 177 313 | 0 | 49 383 733,08 |
| LMC | 18 845 897 | 32 486 198 | 34 138 169 | 28 490 088,26 |
| SOKIMO | 0 | 0 | 0 | - |
| CADECO | 6 470 462 | 6 324 016 | 0 | 4 264 826,00 |
| SCPT | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SCKM-Mn | 2 584 252 | 0 | 0 | 861 417,27 |
| SODIMICO | 1 142 937 | 836 257 | 1 975 122 | 1 318 105,40 |
| CONGOAIRWAYS | 39 911 827 | 42 895 619 | 29 900 739 | 37 569 395,20 |
| SAKIMA | 2 722 834 | 5 255 515 | 3 442 133 | 3 806 827,33 |
| COBIL | 121 594 746 | 163 937 449 | 172 323 718 | 152 618 637,70 |
| COMINIÈRE SA | 0 | 0 | 0 | - |
| MIBA | 12 182 925 | 9 744 186 | 11 518 052 | 11 148 387,76 |
| TOTAL | 1 645 675 479 | 1 940 025 643 | 1 721 751 143 | 1 769 150 754,84 |

La moyenne du chiffre d'affaires global des entreprises publiques durant la période allant de 2020 à 2022 est positive d'USD 1 769 150 754,84, mais légèrement supérieur au chiffre d'affaires global de 2022 qui est d'USD 1 721 751 143, et inférieur à celui de 2021 qui avait été d'USD 1 940 025 643 en 2021.

LA VALEUR AJOUTEE GLOBALE DES ENTREPRISES PUBLIQUES EN 2022.

De la valeur ajoutée produite par les entreprises publiques

| ENTREPRISE | VALEUR AJOUTEE | | | TAUX DE CROISSANCE | | PART DE CHAQUE SOCIETE EN 2022 |
|---------------------|------------------------|------------------------|------------------------|--------------------|----------------|--------------------------------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | NOMINALE | REELLE | |
| 1. GECAMINES SA | 51 933 688 | 33 503 182 | 4 392 675 | -87% | 106,54 | 1% |
| 2. REGIDESO SA | 65 718 248 | 93 906 908 | 91 812 876 | -2% | -13,42% | 15% |
| 3. SNEL SA | 290 766 742 | 386 370 315 | 405 579 155 | 5% | -12,43% | 64% |
| 4. ONATRA SA | 36 472 348 | 58 960 975 | - | | #DIV/0! | 0% |
| 5. S.N.C.C. SA | 12 998 808 | 43 564 403 | 33 853 392 | -22% | -17,14% | 5% |
| 6. SONAS SA | 28 353 303 | 30 345 611 | 32 025 120 | 6% | -12,36% | 5% |
| 7. SONAHYDROC SA | 3 812 041 | 6 989 675 | 2 048 463 | -71% | -47,11% | 0% |
| 8. C.V.M. SA | 24 331 052 | 9 198 026 | 13 295 329 | 45% | -8,75% | 2% |
| 9. R.V.A. SA | 30 470 404 | - 9 929 465 | - | | #DIV/0! | 0% |
| 10. L.M.C. SA | 4 024 974 | 13 690 769 | 19 826 880 | 45% | -8,74% | 3% |
| 11. SOKIMO SA | - | - | - | 0% | #DIV/0! | 0% |
| 12. CADECO SA | 4 928 170 | 4 071 814 | - | | #DIV/0! | 0% |
| 13. SCPT SA | - | - | - | 0% | #DIV/0! | 0% |
| 14. SCMK-Mn SA | - 1 456 118 | - 368 098 | - | | #DIV/0! | 0% |
| 15. SODIMICO SA | - 8 911 303 | - 210 887 | 1 368 705 | -749% | 3,17% | 0% |
| 19. CONGOAIRWAYS SA | 10 351 917 | - 4 090 727 | 4 414 987 | -208% | 14,06% | 1% |
| 20. SAKIMA SA | - 3 299 042 | - 2 617 607 | - 115 701 | -96% | -318,00% | 0% |
| 21. COBIL SA | 2 412 409 | 24 289 950 | 26 319 423 | 8% | -12,01% | 4% |
| COMINIÈRE SA | 5 538 173 | - 5 966 205 | 6 351 771 | -206% | 14,24% | -1% |
| MIBA SA | 8 562 057 | 6 999 707 | 4 322 457 | -38% | -21,83% | 1% |
| TOTAL | 562 007 872 | 700 640 754 | 632 791 990 | -9,68% | -14,61% | 100% |

Expression de la création de la richesse ou de l'accroissement de valeur apportée par l'entreprise, dans l'exercice de ses activités professionnelles courantes, aux biens et services en provenance des tiers, la valeur ajoutée a été retenue comme indicateur pertinent pour les entreprises publiques, car elle rend compte du poids économique réel de l'entreprise. La valeur ajoutée des entreprises est une des composantes essentielles du Produit Intérieur Brut (PIB) au coût des facteurs pour un pays.

COMMENTAIRES :

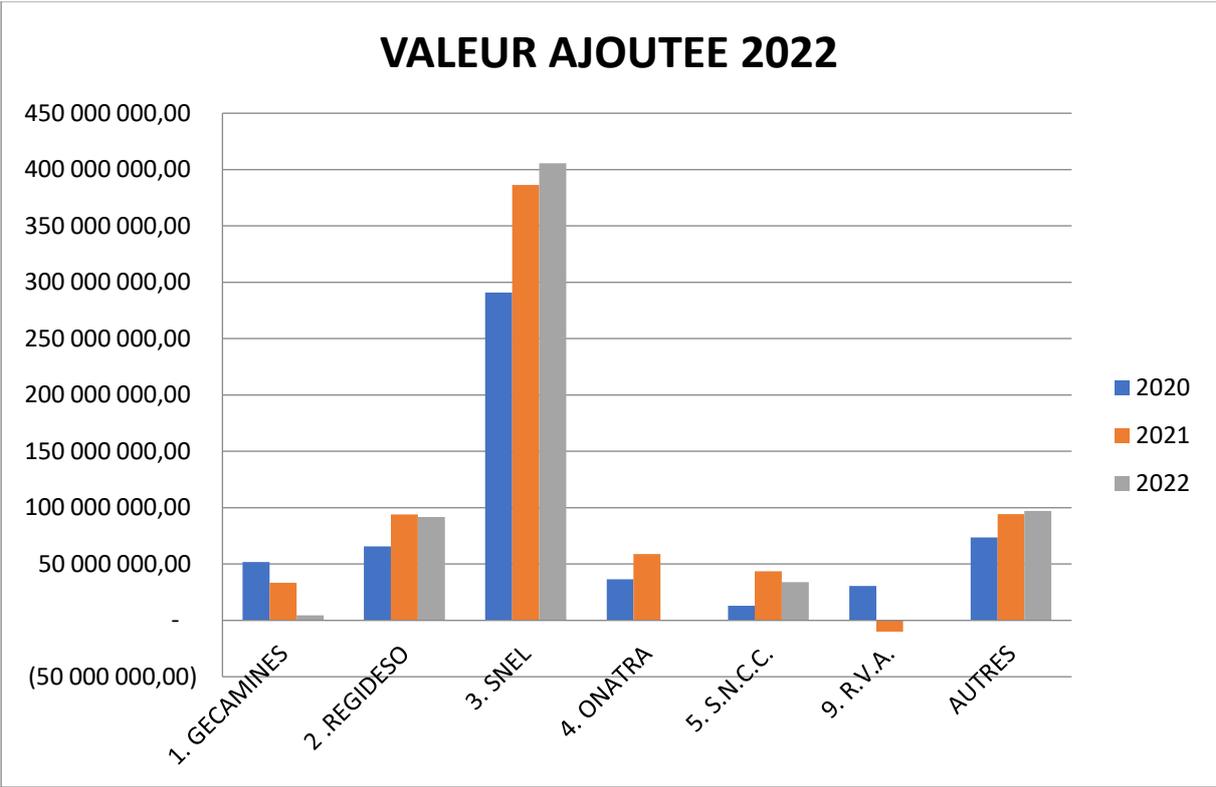
La valeur ajoutée cumulée, dégagée par les entreprises publiques pour la période allant de 2020 à 2022 est positive, malgré ce caractère positif, elle accuse une diminution de 9,68% en 2022 par rapport à 2021. Ceci est la conséquence de la conjoncture difficile à laquelle ces entreprises sont confrontées, causée par les effets néfastes de la guerre de l'Ukraine caractérisant actuellement l'environnement économique mondiale.

On y épingle également la vétusté ou l'obsolescence de l'outil de production rendant les conditions d'exploitation très difficiles, devenues structurelles et les coûts excessifs des consommations intermédiaires.

La valeur ajoutée globale des entreprises publiques de l'exercice sous analyse est d'USD 692 791 990, elle représente 36,75% du chiffre d'affaires cumulé du même exercice, alors qu'en 2021 elle représentait 36,12%, donc l'activité des entreprises publiques durant ces deux exercices a presque stagné.

Cette valeur ajoutée globale de l'exercice 2022 reste impacté par celle de SNEL SA qui a représenté 64% du total, suivi de REGIDESO SA avec 15%, SNCC SA avec 5% et SONAS SA avec 5%, comme illustrée par le graphique ci-dessous.

Graphique 2 : Valeur ajoutée



Des charges du personnel des entreprises publiques

| ENTREPRISES | CHARGES DE PERSONNEL | | | TAUX DE CROISSANCE | | PART DE CHAQUE SOCIETE EN 2022 |
|---------------------|----------------------|--------------------|--------------------|--------------------|----------------|--------------------------------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | NORMALE | REELLE | |
| GECAMINES | 89 627 454 | 118 616 299 | 111 880 452 | -6% | -14% | 21% |
| REGIDESO | 62 026 953 | 56 677 814 | 71 385 582 | 26% | -10% | 13% |
| SNEL | 155 455 019 | 156 310 185 | 191 790 718 | 23% | -10% | 36% |
| SCTP | 59 847 001 | 72 745 391 | 0 | | #DIV/0! | 0% |
| SNCC | 31 133 794 | 34 464 008 | 38 253 895 | 11% | -12% | 7% |
| SONAS | 29 309 253 | 29 524 559 | 33 535 975 | 14% | -11% | 6% |
| SONAHYDROC | 5 121 988 | 10 518 045 | 5 241 686 | -50% | -27% | 1% |
| CVM | 18 654 938 | 16 016 287 | 17 729 914 | 11% | -12% | 3% |
| RVA | 71 601 504 | 76 506 368 | 0 | | #DIV/0! | 0% |
| LMC | 4 869 310 | 12 448 127 | 13 790 106 | 11% | -12% | 3% |
| SOKIMO | 0 | 0 | 0 | 0% | #DIV/0! | 0% |
| CADECO | 5 965 558 | 6 529 404 | 0 | | #DIV/0! | 0% |
| SCPT | 0 | 0 | 0 | 0% | #DIV/0! | 0% |
| SCKM-Mn | 2 015 175 | 1 694 470 | 0 | | #DIV/0! | 0% |
| SODIMICO | 3 189 866 | 3 210 218 | 9 468 447 | 195% | -4% | 2% |
| CONGOAIRWAYS | 15 233 413 | 12 321 982 | 12 247 234 | -1% | -13% | 2% |
| SAKIMA | 1 543 331 | 1 550 924 | 1 792 293 | 16% | -11% | 0% |
| COBIL | 9 853 584 | 11 163 790 | 10 654 708 | -5% | -14% | 2% |
| COMINIERE | 523 913 | 1 070 090 | 3 122 091 | 192% | -4% | 1% |
| MIBA | 9 481 653 | 9 662 419 | 10 584 530 | 10% | -12% | 2% |
| TOTAL | 575 453 708 | 631 030 380 | 531 477 630 | -15,78% | -15,74% | 100% |

Les charges du personnel représentent un levier important pour la mesure de la performance économique des entreprises publiques en RD Congo. En effet, la hauteur de ces charges impacte directement la rentabilité d'exploitation desdites entreprises face au niveau leurs d'activités, notamment au travers du volume du chiffre d'affaires produit et de la valeur ajoutée secrétée, et indicateurs de croissance par excellence.

En 2022, les charges globales du personnel se situent à USD 531 477 630, comparées à celles de 2021 qui avaient été d'USD 631 030 380, il s'observe une contraction de 15,78% en termes courant et 15,74% en termes réels, suite à la politique de la compression de ces charges mise en place par certaines entreprises publiques notamment, SONAHYDROC SA qui a comprimé de 50% ces charges du personnel, suivi de GECAMINES SA avec 6% et COBIL SA AVEC 5%, et de l'indisponibilité des données d'autres entreprises telles que ONATRA SA ; RVA SA ; CADECO SA ; SCPTSA et SCMK Mn SA

Le tableau ci-dessous retrace les charges du personnel ainsi que les effectifs des entreprises publiques au cours de la période étudiée.

Des charges du personnel et des effectifs du personnel des entreprises publiques

| ENTREPRISES | CHARGES DE PERSONNEL ET DES EFFECTIFS | | | | | | MOYENNE CH. PERS. | MOYENNE EFFECTIFS |
|---------------------|---------------------------------------|---------------|------------------------|---------------|------------------------|---------------|----------------------|----------------------|
| | 2020 | | 2021 | | 2022 | | | |
| | CHARGES PERS | EFFECTIFS | CHARGES PERS | EFFECTIFS | CHARGES PERS | EFFECTIFS | | |
| GECAMINES | 89 627 454 | 6 362 | 118 616 299 | 6 273 | 111 880 452 | 6 473 | 106 708 068 | 6 369 |
| REGIDESO | 62 026 953 | 3 417 | 56 677 814 | 6 117 | 71 385 582 | 4 613 | 63 363 450 | 4 716 |
| SNEL | 155 455 019 | 6 150 | 156 310 185 | 5 913 | 191 790 718 | 5 757 | 167 851 974 | 5 940 |
| SCTP | 59 847 001 | 8 988 | 72 745 391 | 9 468 | 0 | 0 | 44 197 464 | 6 152 |
| SNCC | 31 133 794 | 6 695 | 34 464 008 | 6 239 | 38 253 895 | 6 081 | 34 617 232 | 6 338 |
| SONAS | 29 309 253 | 2 036 | 29 524 559 | 2 022 | 33 535 975 | 2 059 | 30 789 929 | 2 039 |
| SONAHYDROC | 5 121 988 | 357 | 10 518 045 | 346 | 5 241 686 | 346 | 6 960 573 | 350 |
| CVM | 18 654 938 | 862 | 16 016 287 | 824 | 17 729 914 | 752 | 17 467 046 | 813 |
| RVA | 71 601 504 | 3 860 | 76 506 368 | 3 964 | 0 | 0 | 49 369 291 | 2 608 |
| LMC | 4 869 310 | 375 | 12 448 127 | 656 | 13 790 106 | 767 | 10 369 181 | 599 |
| SOKIMO | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| CADECO | 5 965 558 | 592 | 6 529 404 | 569 | 0 | 0 | 4 164 987 | 387 |
| SCPT | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| SCKM-Mn | 2 015 175 | 332 | 1 694 470 | 320 | 0 | 0 | 1 236 548 | 217 |
| SODIMICO | 3 189 866 | 601 | 3 210 218 | 437 | 9 468 447 | 437 | 5 289 511 | 492 |
| CONGOAIRWAYS | 15 233 413 | 389 | 12 321 982 | 452 | 12 247 234 | 420 | 13 267 543 | 420 |
| SAKIMA | 1 543 331 | 520 | 1 550 924 | 510 | 1 792 293 | 450 | 1 628 849 | 493 |
| COBIL | 9 853 584 | 68 | 11 163 790 | 81 | 10 654 708 | 84 | 10 557 361 | 78 |
| COMINIÈRE | 523 913 | 38 | 1 070 090 | 41 | 3 122 091 | 45 | 1 572 031 | 41 |
| MIBA | 9 481 653 | 1 909 | 9 662 419 | 2 202 | 10 584 530 | 2 405 | 9 909 534 | 2 172 |
| TOTAL | 575 453 708 | 43 551 | 631 030 380 | 46 434 | 531 477 630 | 30 689 | 579 320 572 | 40 225 |

Au cours de la période étudiée, la moyenne annuelle des charges du personnel des entreprises publiques se situe à USD 579 320 572, une tendance régressive de 15,78% est observée entre 2021 et 2022.

Quant au total des effectifs, ils sont passés de 46 434 employés en 2021 à 30 689 en 2022, soit une diminution de 15 745 employés, influencée par la sortie des effectifs de 1 504 agents enregistrée par REGIDESO SA en 2022 et de l'indisponibilité des données de certaines entreprises telle qu'évoqué à la page précédente.

I.7. Impact des charges du personnel sur le chiffre d'affaires des entreprises publiques

| ENTREPRISES | TAUX DES CHARGES DU PERS/CHIFF D'AFF. | | | Moyenne | TAUX DE CROISSANCE | | PART DE CHAQUE SOCIETE EN 2022 |
|---------------------|---------------------------------------|-------------|-------------|-------------|--------------------|---------------|--------------------------------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | | NORMALE | REELLE | |
| GECAMINES | 0,28 | 0,25 | 0,33 | 0,29 | 28% | -998% | 92% |
| REGIDESO | 0,43 | 0,39 | 0,44 | 0,42 | 12% | -1160% | 123% |
| SNEL | 0,22 | 0,20 | 0,23 | 0,22 | 16% | -1120% | 66% |
| ONATRA | 0,78 | 0,97 | | | | | |
| SNCC | 0,65 | 0,84 | 1,07 | 0,85 | 27% | -1008% | 302% |
| SONAS | 0,52 | 0,52 | 0,52 | 0,52 | 0% | -1309% | 147% |
| SONAHYDROC | 1,56 | 1,35 | 0,33 | 1,08 | -75% | -5589% | 94% |
| CVM | 0,71 | 0,54 | 0,61 | 0,62 | 14% | -1139% | 174% |
| RVA | 1,16 | 0,89 | | | | | |
| LMC | 0,26 | 0,38 | 0,40 | 0,35 | 5% | -1238% | 114% |
| SOKIMO | 0 | 0,00 | ND | ND | ND | ND | ND |
| CADECO | 0,92 | 1,03 | ND | ND | ND | ND | ND |
| SCPT | 0,00 | 0,00 | ND | ND | ND | ND | ND |
| SCKM-Mn | 0,78 | 0 | ND | ND | ND | ND | ND |
| SODIMICO | 2,79 | 3,84 | 4,79 | 3,81 | 25% | -1029% | 1354% |
| CONGOAIRWAYS | 0,38 | 0,29 | 0,41 | 0,36 | 43% | -889% | 116% |
| SAKIMA | 0,57 | 0,30 | 0,52 | 0,46 | 76% | -699% | 147% |
| COBIL | 0,08 | 0,07 | 0,06 | 0,07 | -9% | -1453% | 17% |
| COMINIERE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0% | 0 | 0% |
| MIBA | 0,78 | 0,99 | 0,92 | 0,90 | -7% | -1421% | 259% |
| TOTAL | 0,35 | 0,33 | 0,31 | 0,33 | -5,10% | -1386% | 100% |

COMMENTAIRES :

La consommation du chiffre d'affaires par les charges du personnel est passée de 35% en 2020, à 33% en 2021 et 31% en 2022 contre une moyenne de trois exercices de 33%, ceci est positif en termes de progression de la marge opérationnelle dégagée par les entreprises concernées.

Il est à noter que parmi les entreprises publiques étudiées repris dans le tableau ci-dessus trois (03) d'entre elles affichent un taux contenu à l'intérieur de la moyenne globale qui est de 33%, il s'agit de :

- GCM SA 29 %
- SNEL 22 %
- COBIL 07 %

Il y a également parmi ces sociétés, celles qui exposent des charges importantes, relatives aux rémunérations et autres avantages, incompatibles avec leur niveau d'activités, c'est-à-dire que ces charges sont exorbitantes, absorbent l'intégralité ou une grande partie du chiffre d'affaires réalisé, il s'agit notamment de SODIMICO SA 479% ; SNCC SA 107% ; MIBA SA 92%.

Impact des charges du personnel sur la valeur ajoutée produite des entreprises publiques

| ENTREPRISES | TAUX DES CHARGES DU PERS/VALEUR AJOUTEE. | | | MOYENNE |
|---------------------|--|-------------|-------------|-------------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | |
| GECAMINES | 1,73 | 3,54 | 25,47 | 10,25 |
| REGIDESO | 0,94 | 0,60 | 0,78 | 0,77 |
| SNEL | 0,53 | 0,40 | 0,47 | 0,47 |
| ONATRA | 1,64 | 1,23 | 0 | 0 |
| SNCC | 2,40 | 0,79 | 1,13 | 1,44 |
| SONAS | 1,03 | 0,97 | 1,05 | 1,02 |
| SONAHYDROC | 1,34 | 1,50 | 2,56 | 1,80 |
| CVM | 0,77 | 1,74 | 1,33 | 1,28 |
| RVA | 2,35 | -7,70 | 0 | 0 |
| LMC | 1,21 | 0,91 | 0,70 | 0,94 |
| SOKIMO | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - |
| CADECO | 1,21 | 1,60 | 0,00 | 0,94 |
| SCPT | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - |
| SCKM-Mn | -1,38 | -4,60 | 0,00 | 2,00 |
| SODIMICO | -0,36 | -15,22 | 6,92 | 2,89 |
| CONGOAIRWAYS | 1,47 | -3,01 | 2,77 | 0,41 |
| SAKIMA | -0,47 | -0,59 | -15,49 | 5,52 |
| COBIL | 4,08 | 0,46 | 0,40 | 1,65 |
| COMINIERE | 0,97 | 0,18 | -0,49 | 0,22 |
| MIBA | 1,11 | 1,38 | 2,45 | 1,65 |
| TOTAL | 1,02 | 0,90 | 0,84 | 0,92 |

COMMENTAIRES :

Comme l'atteste le tableau ci haut, en moyenne de trois exercices, la richesse brute sécrétée par les activités des entreprises publiques a été consommée par les charges du personnel presque à sa totalité soit 92%.

De toute la période sous analyse, une amélioration est observée en 2022 où le taux de la valeur ajoutée sur les charges du personnel est au rabais soit 84%, alors qu'il avait été de 102% en 2020 et 90% en 2021.

Seules SNEL SA et COBIL SA ont aligné des taux de charges du personnel sur la valeur ajoutée assez raisonnable, respectivement 47% et 40% laissant voir qu'elles ont la maîtrise de l'adéquation entre les charges du personnel et leur niveau d'activités respectif.

II.1. ETUDE DES INDICATEURS DE RESULTAT ET DU FINANCEMENT INTERNE DES ENTREPRISES PUBLIQUES

De l'analyse de la rentabilité

Cette partie doit permettre de voir comment les entreprises publiques dégagent des profits et s'ils sont suffisants pour les actionnaires (rémunération de ses apports, pour les entreprises elles-mêmes-capacité à s'autofinancer) et les autres parties prenantes dont les prêteurs et les fournisseurs.

Cette étude sera opérée en fonction des agrégats suivants :

- Evolution de la marge brute ;
- Evolution de l'excédent Brut d'Exploitation et sa part dans le chiffre d'affaires ;
- Evolution du résultat d'exploitation et sa part dans le chiffre d'affaires ;
- Evolution du résultat financier ;
- Le résultat de l'exercice ;
- Etude de la capacité d'autofinancement des entreprises publiques.

De l'Excédent Brut d'Exploitation (ou Insuffisance brute d'Exploitation)

L'EBE mesure le profit économique brut provenant du cycle d'exploitation. Il représente ce qui reste aux entreprises publiques des valeurs ajoutées produites augmenté des subventions d'exploitation accordées aux entreprises après déduction du coût du travail.

Il constitue également un surplus monétaire potentiel dégagé par les activités ordinaires.

C'est la ressource fondamentale que l'entreprise tire régulièrement du cycle de son exploitation. Il exprime donc la capacité des entreprises publiques à engendrer des ressources de trésorerie et, à ce titre, il sert de charnière entre les résultats de l'entreprise et le tableau des ressources et des emplois.

L'**EBE** est un des indicateurs retenus pour appréhender la performance économique des entreprises publiques. Il constitue une marge indépendante des décisions financières des entreprises et de leur politique fiscale.

Il ne dépend que de la nature des activités commerciales et industrielles développées par les entreprises publiques et de leur compétitivité.

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION

| ENTREPRISES | Excédent Brut D'Exploitation | | | TAUX DE CROISSANCE | | PART DE CHAQUE SOCIETE EN 2022 |
|--------------|------------------------------|-------------------|--------------------|--------------------|--------------|--------------------------------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | NORMALE | REELLE | |
| GECAMINES | -37 693 766 | -85 113 117 | -107 487 777 | 26% | 0,10% | -106% |
| REGIDESO | 3 691 295 | 37 229 094 | 20 427 294 | -45% | -1,06% | 20% |
| SNEL | 135 311 724 | 230 060 130 | 213 788 437 | -7% | -0,22% | 211% |
| ONATRA | -23 374 652 | -13 784 416 | 0 | | | |
| SNCC | -18 134 986 | 9 100 395 | -4 400 503 | -148% | 3,34% | -4% |
| SONAS | -955 950 | 821 051 | -1 510 855 | -284% | 1,61% | -1% |
| SONAHYDROC | -1 309 947 | -3 528 370 | -3 193 223 | -9% | -0,25% | -3% |
| CVM | 5 676 114 | -6 818 261 | -4 434 584 | -35% | -0,74% | -4% |
| RVA | -41 131 101 | -86 435 833 | 0 | | | |
| LMC | -844 336 | 1 242 642 | 6 036 774 | 386% | 0,77% | 6% |
| SOKIMO | 0 | 0 | 0 | | | |
| CADECO | -1 037 388 | -2 457 590 | 0 | | | |
| SCPT | 0 | 0 | 0 | | | |
| SCKM-Mn | -3 471 292 | -2 062 569 | 0 | | | |
| SODIMICO | -12 101 170 | -3 421 105 | -8 099 743 | 137% | 0,52% | -8% |
| CONGOAIRWAYS | -4 881 497 | -16 412 709 | -7 832 247 | -52% | -1,37% | -8% |
| SAKIMA | -4 842 373 | -4 168 531 | -1 907 994 | -54% | -1,47% | -2% |
| COBIL | -7 441 175 | 13 126 160 | 15 664 715 | 19% | 0,05% | 15% |
| COMINIERE | 14 261 | 4 896 115 | -9 473 862 | -293% | 1,58% | -9% |
| MIBA | -919 596 | -2 662 712 | -6 262 073 | 135% | 0,52% | -6% |
| TOTAL | -13 445 836 | 69 610 375 | 101 314 360 | 45,54% | 0,22% | 100% |

L'EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION

L'Excédent Brut d'Exploitation « EBE » est l'indicateur de l'exploitation d'une entreprise ; il est la marge que cette dernière dégage après avoir couvert les charges du personnel par la valeur ajoutée.

Ainsi, pour être rentable, une entreprise doit dégager un EBE positif à la clôture d'un exercice social donné et cette marge doit être la plus élevée possible pour lui permettre de financer les exigences de sa croissance, notamment les variations positives de ses besoins en fonds de roulement et les investissements en immobilisations physiques opérationnelles.

L'Excédent Brut d'Exploitation cumulé de 2022 est positif d'USD 101 314 360, et s'est accru de 45,54% par rapport à celui de l'exercice précédent, il est impacté substantiellement par l'EBE de SNEL SA qui a influé sur les insuffisances brutes d'exploitation dégagées par la quasi-totalité des entreprises publiques, et représente 211% de la valeur globale.

D'une manière individuelle, exception faite de SNEL SA, REGIDESO SA, LMC SA, COBIL SA, le reste des entreprises publiques ont dégagé un Excédent Brut d'Exploitation négatif, ce qui démontre qu'économiquement elles n'avaient été pas rentables, Malgré le caractère positif pour les quatre précités, cet indicateur a diminué de 45% à REGIDESO SA et de 7% à SNEL SA par rapport à l'exercice passé.

Pour la période sous étude, l'Excédent Brut d'Exploitation des entreprises publiques se présente comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

ETUDE DE LA MOYENNE DE L'EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION

| ENTREPRISES | Excédent Brut d'Exploitation | | | MOYENNE |
|---------------------|------------------------------|-------------------|--------------------|-----------------------------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | |
| GECAMINES | -37 693 766 | -85 113 117 | -107 487 777 | - 76 764 886,67 |
| REGIDESO | 3 691 295 | 37 229 094 | 20 427 294 | 20 449 227,63 |
| SNEL | 135 311 724 | 230 060 130 | 213 788 437 | 193 053 430,43 |
| ONATRA | -23 374 652 | -13 784 416 | | - 12 386 356,03 |
| SNCC | -18 134 986 | 9 100 395 | -4 400 503 | - 4 478 364,59 |
| SONAS | -955 950 | 821 051 | -1 510 855 | - 548 584,36 |
| SONAHYDROC | -1 309 947 | -3 528 370 | -3 193 223 | - 2 677 180,04 |
| CVM | 5 676 114 | -6 818 261 | -4 434 584 | - 1 858 910,38 |
| RVA | -41 131 101 | -86 435 833 | | - 42 522 311,06 |
| LMC | -844 336 | 1 242 642 | 6 036 774 | 2 145 026,68 |
| SOKIMO | 0 | 0 | 0 | - |
| CADECO | -1 037 388 | -2 457 590 | 0 | - 1 164 992,77 |
| SCPT | 0 | 0 | 0 | - |
| SCKM-Mn | -3 471 292 | -2 062 569 | 0 | - 1 844 620,40 |
| SODIMICO | -12 101 170 | -3 421 105 | -8 099 743 | - 7 874 005,92 |
| CONGOAIRWAYS | -4 881 497 | -16 412 709 | -7 832 247 | - 9 708 817,61 |
| SAKIMA | -4 842 373 | -4 168 531 | -1 907 994 | - 3 639 632,67 |
| COBIL | -7 441 175 | 13 126 160 | 15 664 715 | 7 116 566,53 |
| COMINIÈRE | 14 261 | 4 896 115 | -9 473 862 | - 1 521 162,22 |
| MIBA | -919 596 | -2 662 712 | -6 262 073 | - 3 281 460,20 |
| TOTAL | -13 445 836 | 69 610 375 | 101 314 360 | 52 492 966 |

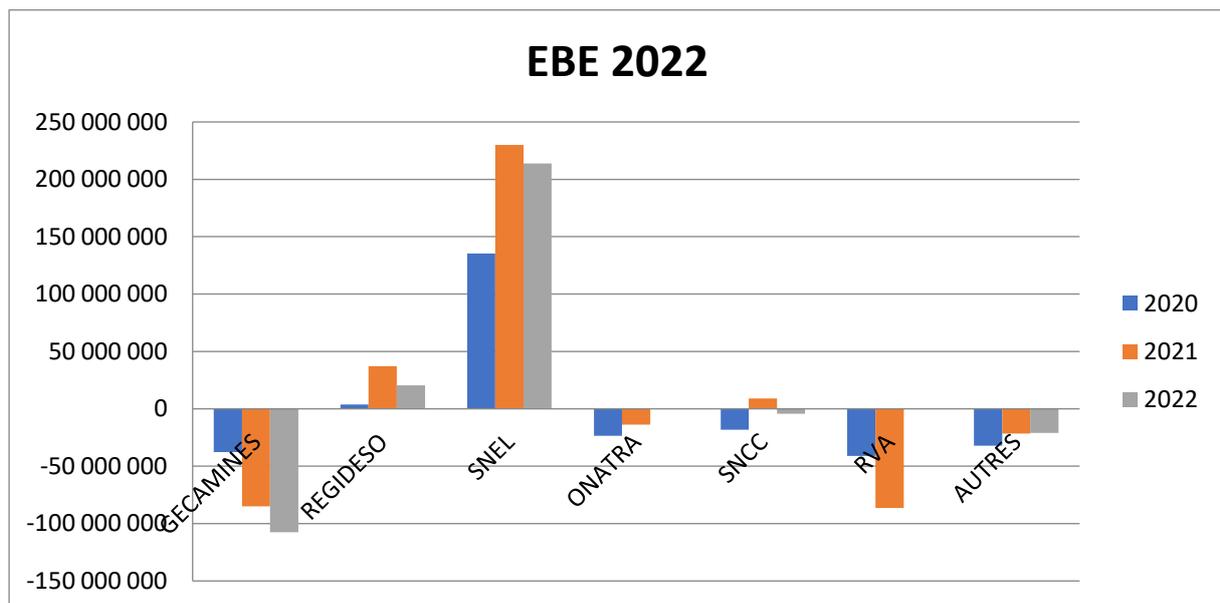
COMMENTAIRES :

L'EBE avait été négatif d'USD 13 445 836 en 2020 et positifs en 2021 et 2022, soit respectivement USD 69 610 375 et USD 101 314 360 contre une moyenne d'USD 52 492 966 qui est presque le double de l'EBE dégagé en 2022. Donc l'année 2022 est la plus rentable de la période étudiée.

Il sied de noter que l'EBE cumulé dégagé par les entreprises publiques en 2022 représente que 16,01% de la valeur ajoutée et 7,85% en moyenne de la période. Par rapport au chiffre d'affaires, il ne représente que 5,88% en 2022 et 5,89% en moyenne de la période.

Il nous revient de dire que, suite à la modicité des taux de l'Excédent Brut d'Exploitation sur la valeur ajoutée et sur le chiffre d'affaires, la richesse brute générée par les entreprises publiques au courant de l'exercice 2022 est accaparée par le personnel et ne laisse pas une marge considérable susceptible de financer les investissements de la période sur fonds propres

Le graphique ci-dessous illustre bien cette absence de rentabilité d'exploitation de nos entreprises publiques, à l'exception de REGIDESO SA, SNEL SA, LMC SA et COBIL SA.



La rentabilité économique des entreprises publiques

Pour exprimer la rentabilité économique, deux indicateurs ont été retenus, à savoir :

- Le taux de marge brute d'exploitation et ;
- Le taux de marge nette d'exploitation (ou économique).

Le taux de marge brute d'exploitation, rapporte l'excédent brut d'exploitation au chiffre d'affaires ou à la valeur ajoutée (EBE/CA ou EBE/VA). Il constitue une première mesure de la capacité bénéficiaire de l'entreprise indépendamment de sa politique financière et/ou fiscale et de ses choix en matière d'amortissements des actifs immobilisés corporels utilisés.

Le taux de marge nette d'exploitation exprime la relation entre le résultat d'activités ordinaires et le chiffre d'affaires ou la valeur ajoutée (RAO/CA ou RAO/VA).

Il représente une mesure de la profitabilité des activités industrielles et commerciales indépendante de la forme de la fonction de production.

| ENTREPRISES | TAUX DE RENTABILITE D'EXPLOITATION | | | TAUX DE CROISSANCE | | PART DE CHAQUE SOCIETE EN 2022 |
|---------------------|------------------------------------|-------------|-------------|--------------------|---------------|--------------------------------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | NORMALE | REELLE | |
| GECAMINES | -0,01 | -0,04 | -0,04 | 9% | -11,91% | -6% |
| REGIDESO | 0,00 | 0,03 | 0,01 | -57% | -31,56% | 2% |
| SNEL | 0,01 | 0,03 | 0,02 | -13% | -15,29% | 3% |
| ONATRA | -0,01 | -0,01 | | | | |
| SNCC | -0,02 | 0,01 | 0,00 | -142% | 34,20% | -1% |
| SONAS | -0,02 | 0,02 | -0,04 | -275% | 9,06% | -6% |
| SONAHYDROC | -0,04 | -0,11 | -0,08 | -26% | -18,11% | -12% |
| CVM | 0,53 | -1,59 | 21,42 | -1450% | 2,04% | 3218% |
| RVA | -0,02 | -0,04 | | | | |
| LMC | -0,23 | 0,11 | 0,45 | 304% | -2,49% | 68% |
| SOKIMO | #DIV/0! | 0,00 | 0,00 | | | |
| CADECO | 0,03 | 0,05 | 0,00 | | | |
| SCPT | #DIV/0! | 0,00 | 0,00 | | | |
| SCKM-Mn | -2,69 | 1,33 | 0,00 | - | | |
| SODIMICO | -0,10 | -0,03 | 0,08 | 129% | -5,16 | -12% |
| CONGOAIRWAYS | -0,08 | -0,87 | -1,01 | 16% | -11,12% | -152% |
| SAKIMA | -0,34 | -0,51 | -0,41 | -20% | -16,61% | -61% |
| COBIL | -0,10 | 0,18 | 0,17 | -6% | -14,04% | 25% |
| COMINIERE | -0,91 | -1,27 | -0,72 | -44% | -24,08% | -108% |
| MIBA | -0,01 | -0,02 | -0,05 | 159% | -4,45% | -8% |
| TOTAL | -0,07 | 0,39 | 0,67 | 71,47% | -7,22% | 100% |

| ENTREPRISES | TAUX DE RENTABILITE D'EXPLOITATION | | | MOYENNE |
|--------------|------------------------------------|-------------|-------------|-------------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | |
| GECAMINES | -0,01 | -0,04 | -0,04 | - 0,03 |
| REGIDESO | 0,00 | 0,03 | 0,01 | 0,02 |
| SNEL | 0,01 | 0,03 | 0,02 | 0,02 |
| ONATRA | -0,01 | -0,01 | #DIV/0! | |
| SNCC | -0,02 | 0,01 | 0,00 | - 0,00 |
| SONAS | -0,02 | 0,02 | -0,04 | - 0,01 |
| SONAHYDROC | -0,04 | -0,11 | -0,08 | - 0,08 |
| CVM | 0,53 | -1,59 | 21,42 | 6,79 |
| RVA | -0,02 | -0,04 | #DIV/0! | |
| LMC | -0,23 | 0,11 | 0,45 | 0,11 |
| SOKIMO | #DIV/0! | 0,00 | 0,00 | - |
| CADECO | 0,03 | 0,05 | 0,00 | - |
| SCPT | #DIV/0! | 0,00 | 0,00 | - |
| SCKM-Mn | -2,69 | 1,33 | 0,00 | - 0,45 |
| SODIMICO | -0,10 | -0,03 | 0,00 | - 0,05 |
| CONGOAIRWAYS | -0,08 | -0,87 | -1,01 | - 0,65 |
| SAKIMA | -0,34 | -0,51 | -0,41 | - 0,42 |
| COBIL | -0,10 | 0,18 | 0,17 | 0,08 |
| COMINIÈRE | -0,91 | -1,27 | -0,72 | - 0,97 |
| MIBA | -0,01 | -0,02 | -0,05 | - 0,03 |
| TOTAL | -0,07 | 0,39 | 0,67 | 0,33 |

COMMENTAIRES :

Le Taux de Rentabilité d'Exploitation est un indicateur qui met en relief l'importance de l'EBE secrété annuellement par rapport aux Capitaux Investis pour assurer l'exploitation de l'objet social de l'entreprise. Ainsi, l'on ne peut être en présence d'un Taux de Rentabilité d'Exploitation ou Taux de Rentabilité Economique positif que si l'EBE est également positif.

Par Capitaux Investis, il faut entendre la somme des Besoins en Fonds de Roulement d'exploitation, « BFR », et des Immobilisations Nettes en service dont le financement doit être assuré, avant tout concours extérieur, par la marge d'exploitation secrétée par l'activité ordinaire de l'entreprise, autrement dit, par son EBE.

Comme illustré dans le tableau ci-dessus, le taux de rentabilité d'exploitation des entreprises étudiées est de 0,67 en 2022 alors qu'en 2021 il avait été de 0,39, il s'observe une tendance haussière influencée par le taux de rentabilité d'exploitation dégagé par CVM SA qui s'est accru en passant de -1,59% en 2021 à 21,42% en 2022

Le tableau ci haut fait remarquer que les entreprises publiques étudiées ont dégagé un taux de rentabilité global moyen de 0,33 de trois années sous analyse et parmi elles, seules CVM SA, LMC SA, COBIL SA, SODIMICO SA, SNEL SA et REGIDESO SA ont aligné des taux de rentabilité d'exploitation positif durant l'exercice sous analyse.

On note qu'en 2022, le Taux de rentabilité d'exploitation global des entreprises publiques est de 0,67%, inférieur à 1%, ce qui nous revient à dire que l'Etat –actionnaire n'enregistre pas de retour sur investissements réalisés dans ses entreprises publiques

Le tableau des Capitaux Investis des entreprises publiques sous l'étude se présente comme suit au cours de la période sous analyse :

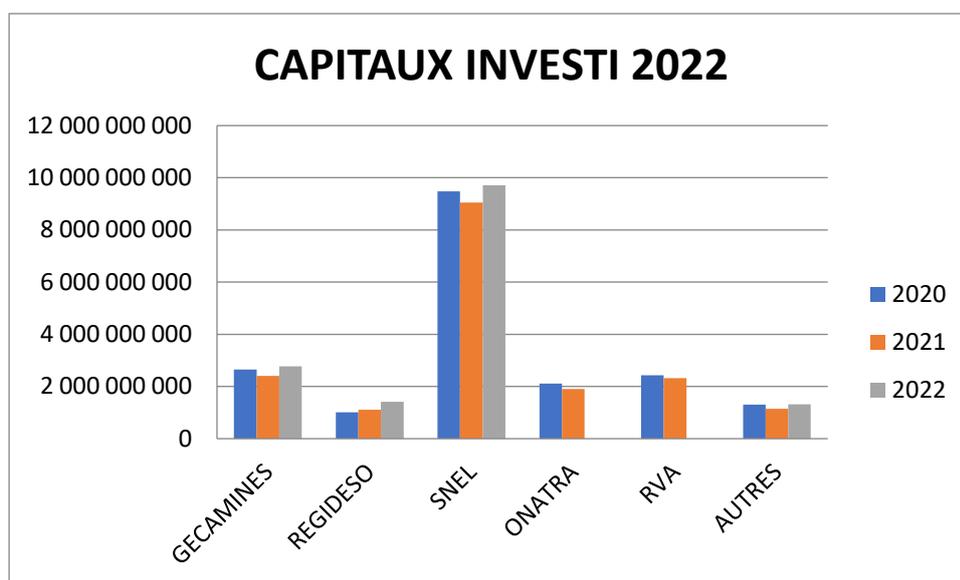
Des Capitaux investis des entreprises publiques

| ENTREPRISES | CAPITAUX INVESTIS | | | MOYENNE | TAUX DE CROISSANCE | | PART DE CHAQUE SOCIETE EN 2022 |
|---------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|------------------------------|--------------------|----------------|--------------------------------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | | NORMALE | REELLE | |
| GECAMINES | 2 648 658 600 | 2 400 000 342 | 2 775 465 192 | 2 608 041 378,00 | 16% | 2,20% | 18% |
| REGIDESO | 1 014 332 972 | 1 112 249 059 | 1 409 111 586 | 1 178 564 538,79 | 27% | 10,73% | 9% |
| SNEL | 9 479 533 639 | 9 049 269 716 | 9 714 519 403 | 9 414 440 919,44 | 7% | -5,35% | 64% |
| ONATRA | 2 115 916 562 | 1 899 766 106 | 0 | 1 338 560 889,40 | | | |
| SNCC | 850 873 567 | 775 875 839 | 883 321 326 | 836 690 243,98 | 14% | 0,66% | 6% |
| SONAS | 42 989 918 | 36 218 846 | 38 080 847 | 39 096 537,35 | 5% | -7,57% | 0% |
| SONAHYDROC | 36 915 465 | 32 149 102 | 39 429 435 | 36 164 667,24 | 23% | 7,78% | 0% |
| CVM | 10 641 681 | 4 298 829 | -207 069 | 4 911 146,70 | -105% | 2447,99% | 0% |
| RVA | 2 431 149 002 | 2 324 935 026 | 0 | 1 585 361 342,64 | | | |
| LMC | 3 744 603 | 11 165 231 | 13 418 530 | 9 442 787,85 | 20% | 5,89% | 0% |
| SOKIMO | 0 | 0 | 0 | - | 0% | #DIV/0! | 0% |
| CADECO | -40 865 881 | -46 625 132 | 0 | - 29 163 670,81 | | #DIV/0! | 0% |
| SCPT | 0 | 0 | 0 | - | | | |
| SCKM-Mn | 1 292 475 | -1 552 897 | 0 | - 86 807,42 | | | |
| SODIMICO | 115 608 698 | 101 606 646 | 105 015 526 | 107 410 290,02 | 3% | -9,43% | 1% |
| CONGOAIRWAYS | 58 704 262 | 18 931 656 | 7 766 069 | 28 467 329,19 | -59% | -175,71% | 0% |
| SAKIMA | 14 054 514 | 8 234 557 | 4 707 740 | 8 998 937,00 | -43% | -97,83% | 0% |
| COBIL | 76 795 742 | 74 308 496 | 94 615 549 | 81 906 595,73 | 27% | 11,17% | 1% |
| COMINIERE | -15 723 | -3 844 047 | 13 229 339 | 3 123 189,58 | -444% | 132,86% | 0% |
| MIBA | 138 115 184 | 135 372 733 | 123 021 584 | 132 169 833,79 | -9% | -24,46% | 1% |
| TOTAL | 18 998 445 281 | 17 932 360 108 | 15 221 495 056 | 17 384 100 148,48 | -15,12% | -33,24% | 100% |

Les capitaux investis cumulés des entreprises publiques sont d'USD 17 384 100 148,48 en 2022, comparé à ceux de l'exercice précédent, il y a une diminution de 15,12% en terme normale et 33,24 en terme réelle. Cette tendance est impactée par la régression de cet indicateur dans CVM SA, CONGO AIRWAYS SA, SAKIMA SA, COMINIÈRE SA ET MIBA SA

Il s'aperçoit du tableau repris ci haut que durant l'exercice 2022, trois entreprises publiques détiennent 90% de l'ensemble des actifs d'exploitation, il s'agit de SNEL SA avec 64%, suivi de GECAMINES SA 18% et REGIDESO SA 9%. Seule GECAMINES SA opère avec ses propres actifs immobilisés, tandis que SNEL SA et REGIDESO possèdent des actifs relevant du domaine public de l'Etat.

Sur représentation graphique, la répartition des capitaux investis des entreprises publique se présente comme suit :



III.1. FINANCEMENT DE LA CROISSANCE

III.1.1. De la gestion des besoins en fonds de roulement d'exploitation

L'étude réalisée à cette étape consiste à analyser la manière dont les entreprises du portefeuille ont eu à gérer leurs besoins en fonds de roulement dont la variation permet d'assurer le passage à la trésorerie provenant des opérations d'exploitation.

L'importance de cette variation est très déterminante pour l'évolution future des cash-flows. En effet, tout l'effort pour la maîtrise du cycle d'exploitation d'une entreprise doit être concentré sur une gestion profitable des décalages de règlement entre ses créances et ses dettes commerciales par rapport au profil de survenance du chiffre d'affaires.

Autrement dit, les Besoins en fonds de roulement d'exploitation doivent afficher une évolution homothétique par rapport à l'évolution du Chiffre d'Affaires afin de s'assurer d'une croissance maîtrisée de l'activité de l'entreprise, l'idéal étant d'optimiser l'évolution des Besoins en fonds de roulement d'exploitation par rapport à l'évolution du Chiffre d'Affaires : c'est la notion de besoin en fonds de roulement normatif.

Le tableau ci-dessous illustre le niveau des BFR affiché par les entreprises publiques sur la période étudiée, ainsi que leur variation en 2021 et 2022 :

| ENTREPRISE | BESOINS EN FONDS DE ROULEMENTS « BFR"» | | | Δ 2021 | Δ 2022 |
|-------------------------|--|---------------------|---------------------|--------------------------|------------------------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | | |
| 1. GECAMINES | - 219 628 288 | - 459 034 584 | - 210 587 390 | - 239 406 296 | 248 447 194 |
| 2. REGIDESO | - 6 684 419 | 36 777 962 | 36 504 857 | 43 462 381 | - 273 105 |
| 3. SNEL | 569 107 326 | 379 259 675 | 375 882 039 | - 189 847 651 | - 3 377 635 |
| 4. ONATRA | - 134 497 835 | - 166 598 948 | - | - 32 101 113 | 166 598 948 |
| 5. S.N.C.C. | - 192 906 815 | -270 804 272 | - 263 705 835 | - 77 897 457 | 7 098 437 |
| 6. SONAS | - 20 418 351 | - 2 459 712 | - 29 857 502 | 17 958 639 | - 27 397 790 |
| 7. SONAHYDROC | - 17 489 791 | 53 138 951 | - 19 777 559 | 70 628 742 | - 72 916 510 |
| 8. C.V.M. | - 15 924 144 | 95 769 029 | - 23 457 382 | 111 693 173 | - 119 226 412 |
| 9. R.V.A. | - 88 302 131 | -238 840 227 | - | - 150 538 095 | 238 840 227 |
| 10. L.M.C. | - 13 395 050 | - 10 912 056 | - 10 523 863 | 2 482 994 | 388 194 |
| 11. SOKIMO | - | - | - | - | - |
| 12. CADECO | - 10 775 869 | - 12 796 923 | - | - 2 021 053 | 12 796 923 |
| 13. SCPT | - | - | - | - | - |
| 14. SCMK-Mn | - 17 594 865 | - 19 215 694 | - | - 1 620 828 | 19 215 694 |
| 15. SODIMICO | - 102 476 440 | - 98 734 344 | - 94 078 021 | 3 742 096 | 4 656 323 |
| 19. CONGOAIRWAYS | - 9 467 349 | - 57 006 255 | - 70 130 310 | - 47 538 906 | - 13 124 055 |
| 20. SAKIMA | - 13 535 658 | - 17 625 449 | - 14 694 435 | - 4 089 791 | 2 931 014 |
| 21. COBIL | 3 865 685 | 4 222 597 | 16 147 315 | 356 912 | 11 924 718 |
| COMINIÈRE SA | - 2 830 238 | - 1 551 754 | - 2 953 218 | 1 278 484 | - 1 401 464 |
| MIBA | - 200 922 526 | - 200 115 330 | - 217 867 445 | 807 196 | - 17 752 115 |
| TOTAL | - 493 876 759 | -986 527 333 | -529 098 748 | - 492 650 574 | 457 428 585 |

D'une manière générale, le cumul des BFR dégagé par les entreprises publiques est resté négatif durant toute la période d'analyse, il est passé d'USD -493 876 759 en 2020, à USD -986 527 333 en 2021 et USD -529 098 748 en 2022. Ce caractère négatif démontre l'absence des besoins de financement de cycles d'exploitation à court terme dans ces entreprises durant cette période.

Mais, dans les trois (03) de ces entreprises publiques, l'on a constaté la présence des besoins de financement suite au caractère positif que revêt cet indicateur, il s'agit de REGIDESO SA, SNEL SA et COBIL SA

Les BFR cycliques de nos entreprises publiques sont généralement positifs, mettant en évidence, d'une part, la quasi-absence, sinon l'insuffisance de crédits fournisseurs (les entreprises congolaises étant le plus souvent contraintes au règlement comptant de leurs commandes) et, d'autre part, les difficultés de recouvrement des factures desdites entreprises, surtout sur l'Etat-client, pour celles qui ont des missions de service public dans leurs activités, cas de SNEL SA, REGIDESO SA, SNCC SA, SCTP SA.

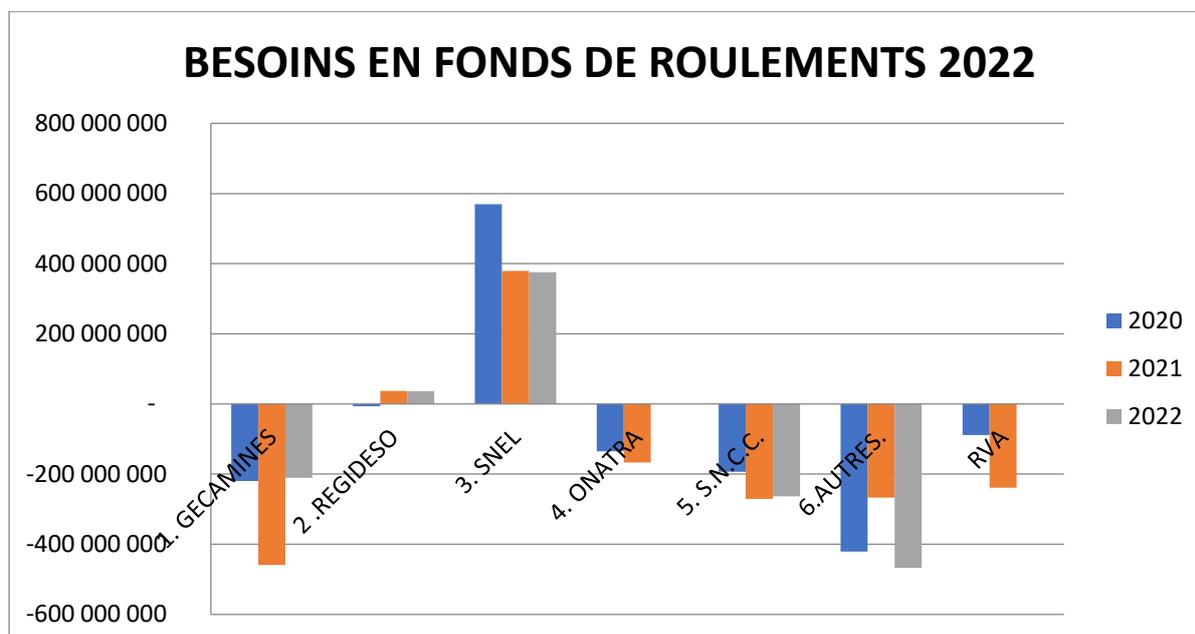
En revanche, les BFR acycliques expliquent largement le caractère négatif des BFR totaux des entreprises publiques, dès lors que leurs passifs à court terme non bancaires sont constitués d'importantes et chroniques dettes financières, fiscales, et sociales qui, mathématiquement, se comportent en « ressources » de gestion, alors qu'elles (dettes) pourraient être plutôt synonymes d'une potentielle insolvabilité face aux échéances de leur apurement, normalement de court terme.

Sur le plan global et au regard du Chiffre d'affaires annuel cumulé, on notera que les BFR des entreprises publiques étudiées sont établis dans les proportions que voici :

| Eléments /Année | 2020 | 2021 | 2022 |
|------------------------------|---------------|---------------|--------------|
| BFR GLOBAL | -493.876.759 | -986.527.333 | -529 098 748 |
| CHIFFRES D'Aff. Total | 1.645.675.479 | 1.940.025.643 | 1.721 751431 |
| BFR/CA x100 | -30,1% | -50,85% | -30,73 |
| BFR en N/CA | -108 jours | -183 jours | -111 jours |

Les BFR globaux en nombre de jours du chiffre d'affaires dégagés par les entreprises publiques durant la période d'étude, illustrent les difficultés qu'elles éprouvent pour respecter les délais normaux de règlement de leurs engagements financiers à court terme, ils avaient été de -108 jours en 2020, -183 jours en 2021 et -111 jours en 2022. Presque la quasi-totalité des entreprises publiques présentent des BFR totaux négatifs à l'exception de REGIDESO SA, SNEL SA ET COBIL SA.

Le graphique ci-dessous illustre le comportement des BFR des entreprises publiques de 2020 à 2022.



S'agissant particulièrement de la variation des BFR, on retiendra le même caractère négatif avec une petite amélioration très peu significative en 2022 ; ce qui suggère une meilleure disposition à insuffler des Cash flows positifs en conclusion du cycle d'exploitation de nos entreprises publiques et partant, leur capacité à couvrir, pour tout ou partie, le financement de leurs investissements en immobilisations physiques à partir de ces ressources internes. C'est ici qu'intervient l'étude de l'Excédent de Trésorerie d'Exploitation « ETE » qui est cette marge de trésorerie issue de la prise en charge de la variation des BFR par l'Excédent Brut d'Exploitation « EBE ».

L'EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION « ETE »

L'étude de cet indicateur est très importante, vue sa position au carrefour du cycle d'exploitation et de celui de l'investissement sur financement interne, pour financer l'acquisition des immobilisations physiques par lesquelles se traduit la croissance auto-entretenu de l'entreprise.

Le tableau ci-dessous indique le comportement individuel et global de l'ETE dégagé par les entreprises publiques étudiées au cours de la période sous revue :

| ENTREPRISES | EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION | | | | | |
|---------------------|---------------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|---------------------------|---------------------|
| | VARIATION BFR | | EBE | | EXCEDENT DE TRESO. D'EXPL | |
| | 2021-2020 | 2022-2021 | 2021 | 2022 | 2021 | 2022 |
| GECAMINES | -45 066 898 | 248 447 194 | -85 113 117 | -107 487 777 | -40 046 219 | -355 934 971 |
| REGIDESO | 43 462 381 | -273 105 | 37 229 094 | 20 427 294 | -6 233 287 | 20 700 400 |
| SNEL | -189 847 651 | -3 377 635 | 230 060 130 | 213 788 437 | 419 907 781 | 217 166 073 |
| ONATRA | -32 101 113 | - | -13 784 416 | - | 18 316 697 | - |
| SNCC | -57 201 299 | 7 098 437 | 9 100 395 | -4 400 503 | 66 301 693 | -11 498 940 |
| SONAS | 17 958 639 | -27 397 790 | 821 051 | -1 510 855 | -17 137 587 | 25 886 935 |
| SONAHYDROC | -8 663 658 | 6 375 890 | -3 528 370 | -3 193 223 | 5 135 288 | -9 569 113 |
| CVM | -2 261 585 | -8 209 996 | -6 818 261 | -4 434 584 | -4 556 676 | 3 775 412 |
| RVA | -150 538 095 | - | -86 435 833 | - | 64 102 263 | - |
| LMC | 2 482 994 | 388 194 | 1 242 642 | 6 036 774 | -1 240 352 | 5 648 580 |
| SOKIMO | - | - | - | - | - | - |
| CADECO | -2 021 054 | - | - | - | - | - |
| SCPT | - | - | - | - | - | - |
| SCKM-Mn | -1 620 828 | - | -2 062 569 | 0 | -441 741 | - |
| SODIMICO | 4 645 723 | 9 091 843 | -3 421 105 | -8 099 743 | -8 066 828 | -17 191 586 |
| CONGOAIRWAYS | -47 538 906 | -13 124 055 | -16 412 709 | -7 832 247 | 31 126 197 | 5 291 809 |
| SAKIMA | -4 085 791 | 2 931 014 | -4 168 531 | -1 907 994 | -82 740 | -4 839 008 |
| COBIL | 356 912 | 11 924 718 | 13 126 160 | 15 664 715 | 12 769 248 | 3 739 997 |
| COMINIÈRE | 1 278 484 | -1 401 464 | 4 896 115 | -9 473 862 | 3 617 631 | -8 072 398 |
| MIBA | 807 196 | -17 752 115 | -2 662 712 | -6 262 073 | -3 469 907 | 11 490 042 |
| TOTAL | -469 954 550 | 214 721 130 | 72 067 965 | 101 314 360 | 542 022 515 | -113 406 770 |

COMMENTAIRES :

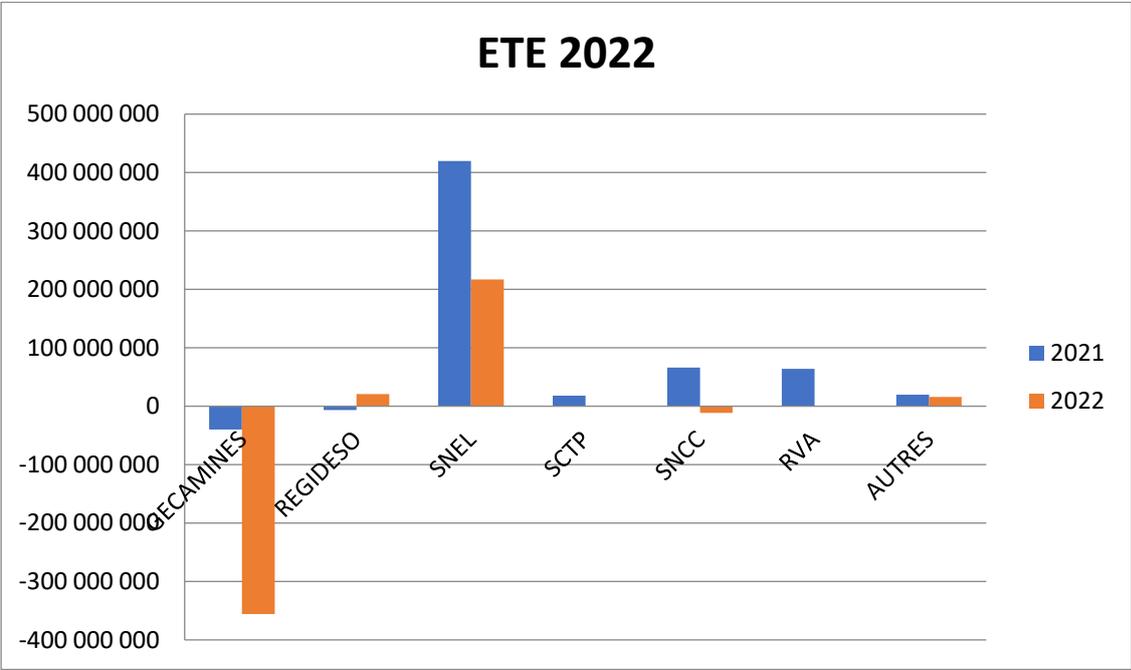
Il s'observe de ce tableau que les entreprises publiques ont dégagé un ETE positif en 2021, alors qu'en 2022 cet agrégat affiche plutôt un solde négatif consécutif à l'accroissement de la variation de ses BFR comparativement aux exercices antérieurs.

Dans ce registre, force est de constater l'impact négatif de certaines sociétés dans constitution de l'ETE, et en particulier une prépondérance de GECAMINES SA qui a affiché la valeur négative la plus élevée, soit USD 355 934 971 en 2022, représentant un peu plus que trois fois la valeur totale de cet indicateur pour l'ensemble des entreprises concernées. Cela a été illustré par des taux de Marge brute d'exploitation négatifs, consécutif au cumul des valeurs négatives de son EBE qui s'est détérioré au fil des exercices et de l'accroissement de ses besoins en fonds de roulement.

Ce comportement de l'ETE n'a pas été globalement satisfaisant en 2022 ; en dépit du contre poids exercé par huit (08) entreprises du Portefeuille que sont SNEL SA pour USD 217 166 073, SONAS SA pour USD 25 886 935, REGIDESO SA pour USD 20 700 400, et MIBA SA pour USD 11 490 042, CONGOAIRWAYS SA pour USD 5 291 809, LMC SA pour USD 5 648 580, CVM SA pour USD 3 775 412 et COBIL SA pour USD 3 739 997.

Quant aux entreprises restantes, excepté les six(06) dont les données ont été indisponibles à l'occurrence ONATRA SA, RVA SA, SOKIMO SA, CADECO SA, SCPT SA et SCMK-Mn , les autres notamment SNCC SA, SAKIMA SA, SONAHYDROC SA, SODIMICO SA et COMMINIÈRE SA ont conclu l'exercice social 2022 par un ETE négatif, traduisant la faiblesse, sinon le caractère structurellement négatif de leurs Excédents Brut d'Exploitation comme mentionné ci-avant.

Graphique : Excédent de trésorerie d'Exploitation 202



Des Investissements réalisés au cours de l'exercice

La section présente fait mention du financement des investissements en actifs corporels immobilisés réalisés par les entreprises publiques en 2022, qu'il s'agisse de décaissements pour les acquisitions de l'exercice ou de quotités de décaissements incombant dans l'année pour les investissements à réalisation pluriannuelle.

L'intérêt de cette analyse est de faire le lien entre l'Excédent de Trésorerie d'Exploitation, « ETE », et le volume d'investissements réalisés au moyen de cette marge de trésorerie d'exploitation après financement des BFR d'une part, en vue de dégager le solde de trésorerie résultant des opérations internes de l'entreprise en exploitation et en investissement (le « DAFIC ») et, d'autre part, de déterminer le Taux d'Investissement annuel, c'est-à-dire la quotité d'immobilisations acquises par le biais de l'activité ordinaire de l'entreprise comme illustré dans le tableau ci-dessous :

| ENTREPRISES | INVESTIMENTS EN IMMO PHYSIQUE | | | TAUX DE CROISSANCE | | PART DE CHAQUE SOCIETE EN 2022 | MOYENNE |
|---------------------|-------------------------------|----------------|----------------|--------------------|-----------|--------------------------------|-------------------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | NOMINALE | REELLE | | |
| GECAMINES | 156 387 831 | 14 244 714 | 398 796 805 | 2700% | 0,96% | 74% | 189 809 783,33 |
| REGIDESO | 73 467 203 | 58 756 466 | 37 794 532 | -36% | -0,76% | 7% | 56 672 733,69 |
| SNEL | 66 121 932 | 4 846 528 | 87 968 091 | 1715% | 0,94% | 16% | 52 978 850,38 |
| ONATRA | 150 551 | 627 265 | - | - | - | - | 259 272,06 |
| SNCC | 8 713 121 | 1 692 743 | 10 311 642 | 509% | 0,81% | 2% | 6 905 835,58 |
| SONAS | 546 831 | 277 926 | 681 690 | 145% | 0,54% | 0% | 502 148,87 |
| SONAHYDROC | 1 992 | 578 556 | 24 289 | -96% | -25,94% | 0% | 201 612,62 |
| CVM | 8 496 854 | 1 920 544 | 400 480 | -79% | -4,42% | 0% | 3 605 959,57 |
| RVA | 10 957 486 | 52 846 122 | 0 | - | - | - | 21 267 869,30 |
| LMC | 534 224 | 1 450 342 | 2 217 389 | 53% | 0,26% | 0% | 1 400 651,79 |
| SOKIMO | 0 | 0 | 0 | 0% | #DIV/0! | 0% | - |
| CADECO | 77 583 | 165 486 | 0 | 0% | #DIV/0! | 0% | 81 022,97 |
| SCPT | 0 | 0 | 0 | 0% | #DIV/0! | 0% | - |
| SCKM-Mn | 31 218 | 103 644 | 0 | -100% | #DIV/0! | 0% | 44 953,99 |
| SODIMICO | 128 366 | 46 859 872 | 12 400 | -100% | -4273,19% | 0% | 15 666 878,95 |
| CONGOAIRWAYS | 2 614 793 | 2 621 760 | 0 | -100% | #DIV/0! | 0% | 1 745 517,58 |
| SAKIMA | 21 000 | 74 943 | 14 890 | -80% | -4,69% | 0% | 36 944,33 |
| COBIL | 46 462 943 | 22 809 054 | 1 400 514 | -94% | -17,42% | 0% | 23 557 503,87 |
| COMINIERE | 50 153 | 13 647 | 238 910 | 1651% | 0,94% | 0% | 100 903,42 |
| MIBA | 0 | 0 | 0 | 0% | #DIV/0! | 0% | - |
| TOTAL | 374 764 082 | 209 889 613 | 539 861 632 | 157% | 0,56% | 100% | 374 838 442,31 |

Commentaire :

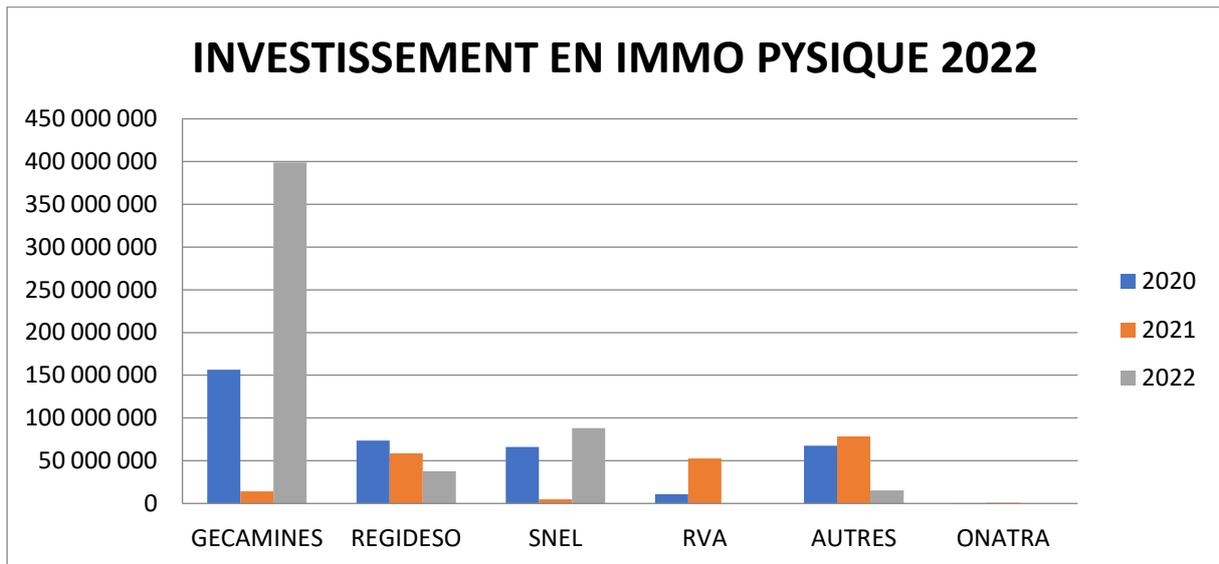
Les investissements réalisés globalement par les sociétés du portefeuille sont passés de l'unité en 2021 à plus du double en 2022, soit de USD 209 89 613 à USD 539 861 632 sur un accroissement de 157% entre les deux exercices. Ceux-ci ont été influencés essentiellement par les acquisitions en immobilisations physiques des sociétés structurantes qui ont totalisé USD 534 871 070 sur un total de USD 539 861 632, soit 99,08% de la valeur globale des investissements dont GECAMINES SA pour USD 398 796 805, REGIDESO SA pour USD 87 968 091, SNEL SA USD 10 311 642 et SNCC SA pour USD 2 217 389.

Les investissements réalisés par d'autres sociétés, à l'occurrence de SONAS SA, SONAHYDROC SA, CVM SA, LMC S.A , SODIMICO SA, SAKIMA SA, COBIL SA et COMMINIÈRE SA ont été évalués à USD 4 990 562, soit 0,92% de la valeur globale investie, tandis que les deux sociétés CONGO AIRWAYS et MIBA SA n'ont pas réalisé des investissements en dépit de la richesse potentielle dégagée de leur activité.

S'agissant de GECAMINES SA, qui trône sur les autres entreprises en termes d'acquisitions des investissements au cours de la période sous étude, l'on notera la prise en compte des acquisitions d'immobilisations corporelles chiffrées à USD 25 323 610, des immobilisations incorporelles à concurrence de USD 1 034 494 et des acquisitions au titre d'immobilisations financières situées à USD 372 438 701, relatifs à la prise des participations dans les partenariats en terme de joint-venture, essentiellement dans le secteur minier.

Cependant, il y a lieu de considérer au regard de la nature de l'ETE dégagé par les sociétés d'Etat, positif (Excédent Brut d'Exploitation) ou négatif (Insuffisance Brut d'Exploitation), que les investissements acquis en 2022 n'ont pas tous été financés au moyen des ressources internes, excepté le cas de cinq (05) sociétés dont SNEL SA , SONAS SA, CVM SA, LMC SA et COBIL SA qui ont investi à concurrence de USD 92 668 163,39 soit 17,17% de la valeur globale des investissements acquis au cours de cet exercice.

Par contre, le volume le plus important des investissements acquis en 2022 a été réalisé entièrement au moyen des capitaux étrangers ou d'emprunt, cas de six (06) entreprises dont GECAMINES SA, SNCC SA, SONAHYDROC SA, SODIMICO SA, SAKIMA SA et COMMINIÈRE SA qui ont réalisé 75,83% des investissements globaux, évalués à USD 409 398 936; et, nonobstant les immobilisations corporelles acquis en fonds propres avec un apport partiel des capitaux empruntés, cas de REGIDESO SA qui a réalisé 7% des investissements globaux pour un import de USD 37 794 532.



COMMENTAIRES :

De manière générale, les investissements réalisés par les entreprises publiques au cours l'exercice 2022 ont totalisé USD 539 861 632 contre USD 209 889 613 en 2021, connaissant ainsi un accroissement de 157% avec une prépondérance certes de GECAMINES SA dont la part représente USD 398 796 805, soit 73,87% de la valeur de l'ensemble des investissements réalisés au cours de l'exercice 2022.

DISPONIBLE APRES FINANCEMENT INTERNE DE LA CROISSANCE « DAFIC »

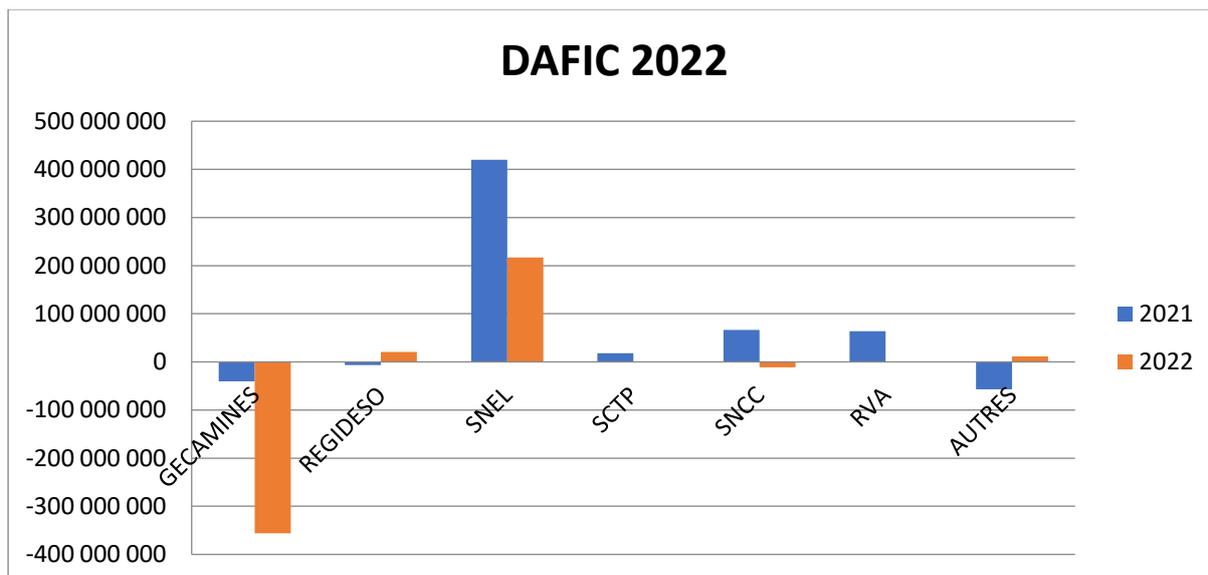
| ENTREPRISES | DISPONIBLE APRES FINANCEMENT INTERNE DE LA CROISSANCE "DAFIC" | | | | | |
|---------------------|---|--------------|-----------------------------------|-------------|--------------------|---------------------|
| | EXCEDENT DE TRESO. D'EXPL | | INVESTISSEMENTS EN IMMO PHYSIQUES | | DAFIC | |
| | 2021 | 2022 | 2021 | 2022 | 2021 | 2022 |
| GECAMINES | -40 046 219 | -355 934 971 | 14 244 714 | 398 796 805 | -54 290 933 | -754 731 776 |
| REGIDESO | -6 233 287 | 20 700 400 | 58 756 466 | 37 794 532 | -64 989 753 | -17 094 133 |
| SNEL | 419 907 781 | 217 166 073 | 4 846 528 | 87 968 091 | 415 061 253 | 129 197 982 |
| ONATRA | 18 316 697 | 0 | 627 265 | 0 | 17 689 432 | 0 |
| SNCC | 66 301 693 | -11 498 940 | 1 692 743 | 10 311 642 | 64 608 950 | -21 810 582 |
| SONAS | -17 137 587 | 25 886 935 | 277 926 | 681 690 | -17 415 513 | 25 205 245 |
| SONAHYDROC | 5 135 288 | -9 569 113 | 578 556 | 24 289 | 4 556 732 | -9 593 402 |
| CVM | -4 556 676 | 3 775 412 | 1 920 544 | 400 480 | -6 477 220 | 3 374 932 |
| RVA | 64 102 263 | 0 | 52 846 122 | 0 | 11 256 141 | 0 |
| LMC | -1 240 352 | 5 648 580 | 1 450 342 | 2 217 389 | -2 690 694 | 3 431 191 |
| SOKIMO | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CADECO | 0 | 0 | 165 486 | 0 | -165 486 | 0 |
| SCPT | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SCKM-Mn | -441 741 | 0 | 103 644 | 0 | -545 385 | 0 |
| SODIMICO | -8 066 828 | -17 191 586 | 46 859 872 | 12 400 | -54 926 699 | -17 203 985 |
| CONGOAIRWAYS | 31 126 197 | 5 291 809 | 2 621 760 | 0 | 28 504 437 | 5 291 809 |
| SAKIMA | -82 740 | -4 839 008 | 74 943 | 14 890 | -157 683 | -4 853 898 |
| COBIL | 12 769 248 | 3 739 997 | 22 809 054 | 1 400 514 | -10 039 806 | 2 339 482 |
| COMINIERE | 3 617 631 | -8 072 398 | 13 647 | 238 910 | 3 603 983 | -8 311 308 |
| MIBA | -3 469 907 | 11 490 042 | 0 | 0 | -3 469 907 | 11 490 042 |
| TOTAL | 542 022 515 | -113 406 770 | 209 889 613 | 539 861 632 | 332 132 902 | -653 268 402 |

Commentaires :

De l'examen du tableau ci-dessus, il ressort ce qui suit :

- les investissements réalisés par les entreprises publiques ont accusé globalement une croissance de 157,21% en 2022 par rapport à leur niveau de 2021, tendance influencée par les investissements de GECAMINES SA, SNEL SA, SNCC SA et LMC SA. Dans ce chapitre, il est à noter que les immobilisations acquises tant par SNEL SA que par SNCC SA n'ont pas été financées avec des ressources internes.
- N'ayant pas disposé d'une trésorerie potentielle suffisante au titre d'Excédent de Trésorerie d'Exploitation « ÉTÉ », le solde des opérations économiques des entreprises publiques, « DAFIC » ou Disponibles Après Financement Interne de la Croissance a été négatif de USD 653 268 402, fortement en baisse par rapport à son niveau de 2021 où il s'est situé à USD 332 132 902, connaissant ainsi une détérioration de 296,69% entre les deux derniers exercices.

Graphique du DAFIC 2022 :



Taux d'investissement annuel

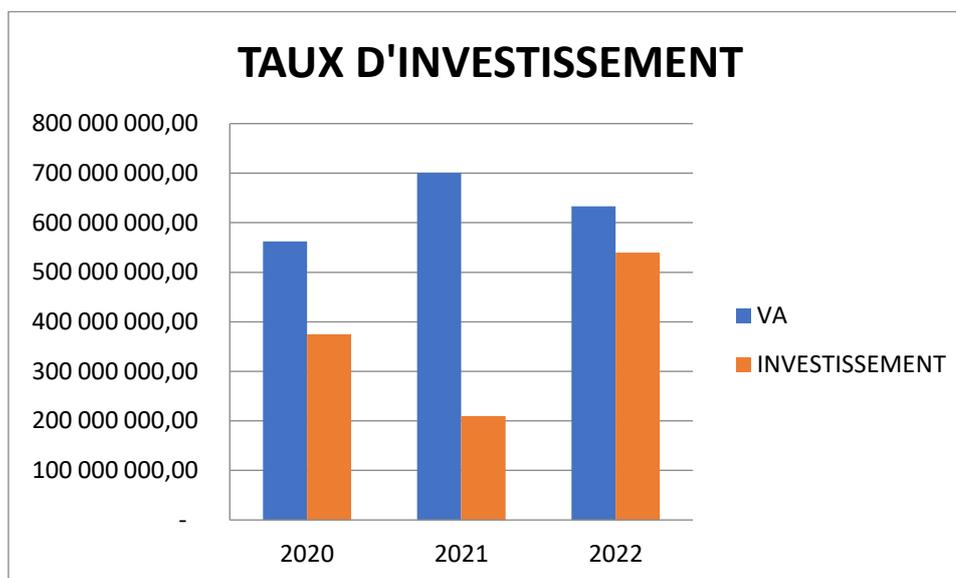
LES INVESTISSEMENTS SUR LA VALEUR AJOUTEE

| RUBRIQUES | 2020 | 2021 | 2022 |
|----------------------------|---------------|---------------|---------------|
| Valeur ajoutée | 562 007 872 | 700 640 754 | 632 791 990 |
| Investissements | 374 764 082 | 209 889 613 | 539 861 632 |
| Taux d'Invest./V.A. | 66,68% | 29,96% | 85,31% |

Les investissements réalisés par les entreprises publiques en étude ont représenté 85,31 % de leur valeur ajoutée globale dégagée en 2022 contre 29,96 % en 2021, tendance justifiée par un niveau d'accroissement très élevé des investissements établi à 157,21% face à une baisse de 9,68% de leur valeur ajoutée en 2022.

L'on retiendra, de ce qui précède, qu'en dépit de la reculade de leur valeur ajoutée globale en 2022, quelques entreprises publiques ont investi davantage en 2022, cas de GECAMINES SA et de SNCC SA, assurant ainsi la continuité de leur exploitation, tout en sachant que leur outil de production, en particulier leurs usines et autres équipements accusent un taux de vétusté important en pourcentage de la valeur des immobilisations brutes en service.

GRAPHIQUE : TAUX D'INVESTISSEMENT



De l'interprétation des données ressorties du tableau ci-dessus, l'on notera une croissance inversement proportionnelle entre la valeur ajoutée et les investissements réalisés en ce sens que lorsqu'il y a eu baisse de la valeur ajoutée, c'est alors que les investissements croissent et vice versa.

RESULTAT NET DE L'EXERCICE 2022

Le résultat net comptable mesure les ressources nettes restant à l'entreprise après prise en compte de la dépréciation du capital à l'issue d'un exercice, qui peut être un bénéfice ou une perte ; autrement dit, il correspond au sens comptable à la différence entre les produits et les charges de l'exercice. Ainsi, le tableau ci-dessous nous fait état des résultats des entreprises publiques au cours des exercices sous revue.

| ENTREPRISES | RESULTAT NET | | | MOYENNE |
|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | |
| GECAMINES | -160 906 647 | -158 508 037 | 251 624 978 | - 22 596 568,67 |
| REGIDESO | -41 316 115 | 5 158 410 | -12 035 277 | - 16 064 327,31 |
| SNEL | -251 103 252 | -123 610 040 | -285 114 647 | - 219 942 646,40 |
| ONATRA | -112 244 323 | -101 024 020 | 0 | - 71 089 447,48 |
| SNCC | -118 286 327 | -19 282 972 | -48 724 271 | - 62 097 856,69 |
| SONAS | -2 876 277 | -2 265 127 | -9 020 261 | - 4 720 554,73 |
| SONAHYDROC | -961 786 | -11 747 172 | -5 329 838 | - 6 012 931,98 |
| CVM | -3 364 739 | -3 105 254 | -468 643 | - 2 312 878,88 |
| RVA | -122 393 660 | -192 004 655 | 0 | -104 799 438,29 |
| LMC | 14 395 | 722 688 | 3 648 853 | 1 461 978,68 |
| SOKIMO | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CADECO | -2 775 416 | -3 059 098 | 0 | - 1 944 837,75 |
| SCPT | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SCKM-Mn | -4 694 231 | -2 920 747 | 0 | - 2 538 326,03 |
| SODIMICO | -18 709 432 | -5 464 024 | -13 375 486 | - 12 516 314,01 |
| CONGOAIRWAYS | -12 465 521 | -48 257 575 | -11 532 378 | - 24 085 158,13 |
| SAKIMA | -6 707 723 | -6 075 195 | -3 734 591 | - 5 505 836,33 |
| COBIL | -3 413 530 | 3 416 078 | 1 600 216 | 534 254,77 |
| COMINIERE | -332 767 | 4 073 141 | -9 961 252 | - 2 073 625,82 |
| MIBA | -10 391 828 | -12 275 346 | -7 125 210 | - 9 930 794,75 |
| TOTAL | -872 929 177 | -676 228 945 | -149 547 808 | - 566 235 309,81 |

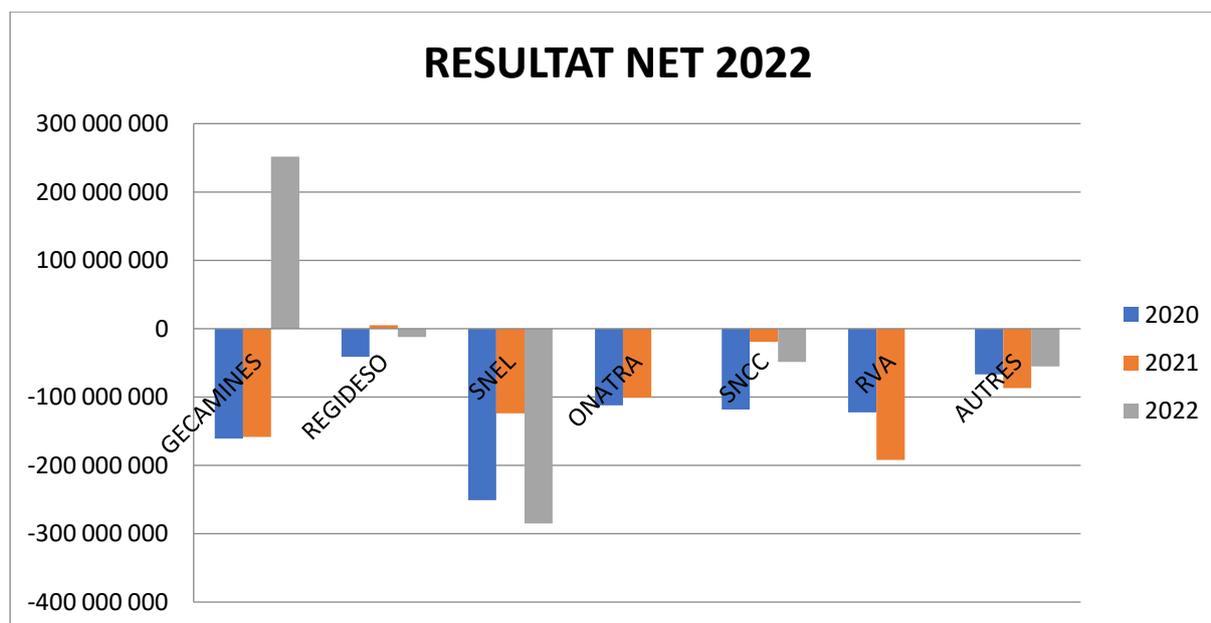
Il s'observe que les entreprises publiques ne sont pas parvenues à dégager des résultats nets de fin d'exercice positifs au cours de la période sous examen, et ce, suite notamment, à la récurrence d'importantes charges d'activités ordinaires sous lesquelles elles ploient, en particulier les charges du personnel qui demeurent excessives par rapport au volume d'affaires réalisées, aussi bien que des charges externes, principalement les dotations aux amortissements et les dotations aux provisions qui traduisent l'état de vétusté avancée des équipements et des unités de production en service ainsi que la mauvaise qualité du portefeuille créances qu'elles détiennent.

Ainsi, on s'aperçoit que chaque exercice de la période s'est soldé par des résultats nets cumulés négatifs dont la moyenne sur les 3 ans se situe autour de USD – 566 000 000, le fond ayant été enregistré en 2022 qui a affiché une perte nette globale cumulée de plus de USD – 149 000 000, marquant ainsi l'impact négatif de la structure des charges sur les activités d'exploitation de ces sociétés.

Toutefois, il est bon de souligner seules trois sociétés ont réalisé un résultat net positif en 2022 ; il s'agit de :

- GECAMINES SA ;
- LMC SA ; et
- COBIL SA.

GRAPHIQUE RESULTAT NET DES ENTREPRISES PUBLIQUES de l'exercice 2020-2022



5.4. ANALYSE DE LA STRUCTURE FINANCIERE DES ENTREPRISES PUBLIQUES

La structure financière des entreprises publiques dépend principalement des contraintes technico-économiques liées à la nature des activités développées et des décisions stratégiques prises en matière d'investissement et de financement illustrées par deux indicateurs essentiels ci-après :

- Le taux de marge brute d'exploitation ;
- Le taux de la trésorerie d'exploitation disponible pour l'entreprise.

Cependant, l'approche retenue dans le cadre de l'analyse de la structure financière des entreprises publiques est celle centrée sur la solvabilité, le risque d'illiquidité et l'équilibre financier appréciés à travers la capacité des entreprises à couvrir leurs engagements exigibles respectifs par leurs actifs liquides.

1.4.1. DES CAPITAUX PERMANENTS

L'analyse de l'adéquation de la structure financière à terme des actifs et des passifs repose sur un indicateur de solvabilité, le fonds de roulement net, et des ratios d'endettement.

CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2022

| ENTREPRISE | CAPITAUX PROPRES | | | MOYENNE |
|-------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | |
| 1. GECAMINES | 1 839 853 894 | 1 682 801 745 | 1 949 574 737 | 1 824 076 792 |
| 2 .REGIDESO | 1 233 646 569 | 1 252 228 084 | 1 087 121 336 | 1 190 998 663 |
| 3. SNEL | 7 167 267 518 | 6 873 898 334 | 6 774 948 832 | 6 938 704 895 |
| 4. ONATRA | 1 949 666 158 | 1 742 674 600 | 0 | 1 230 780 253 |
| 5. S.N.C.C. | 694 028 664 | 648 461 783 | 737 861 079 | 693 450 508 |
| 6. SONAS | 24 137 914 | 22 946 465 | 20 680 948 | 22 588 442 |
| 7. SONAHYDROC | 34 189 843 | 21 860 350 | 20 928 667 | 25 659 620 |
| 8. C.V.M. | -853 667 | -2 451 619 | -2 633 225 | - 1 979 504 |
| 9. R.V.A. | 2 166 222 861 | 2 069 084 832 | 0 | 1 411 769 231 |
| 10. L.M.C. | 3 404 144 | 9 019 123 | 12 622 191 | 8 348 486 |
| 11. SOKIMO | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 12. CADECO | 1 900 563 | 5 445 341 | 0 | 2 448 634 |
| 13. SCPT | 0 | 0 | 0 | 0- |
| 14. SCMK-Mn | -705 001 | -3 356 788 | 0 | - 1 353 930 |
| 15. SODIMICO | 100 985 424 | 89 731 934 | 94 530 710 | 95 082 689 |
| 19. CONGOAIRWAY S | 49 049 391 | 240 948 | -9 609 409 | 13 226 977 |
| 20. SAKIMA | 13 685 226 | 7 610 031 | 3 875 439 | 8 390 232 |
| 21. COBIL | 38 264 941 | 42 178 547 | 50 612 204 | 43 685 231 |
| COMINIÈRE SA | 8 309 911 | 11 277 950 | 17 349 435 | 12 312 432 |
| MIBA | 31 634 055 | 19 323 785 | 4 394 099 | 18 450 646 |
| TOTAL | 15 354 688 408 | 14 492 975 445 | 10 762 257 042 | 13 536 640 298 |

Les capitaux propres des entreprises publiques s'affaissent continuellement, et ce d'année en année, au regard des valeurs présentées à chaque fin d'exercice, consécutives aux pertes réalisées pour la quasi-majorité des sociétés publiques impactant de manière très significative les capitaux propres.

Certaines entreprises ont affiché des capitaux propres négatifs et nécessitent qu'un accompagnement soit effectué par le Conseil Supérieur du Portefeuille afin de préparer des rapports circonstanciés quant à ce, et permettre à celles-ci de reconstituer leur capital social selon les dispositions légales et statutaires en la matière.

Il s'agit de :

- CVM SA ;
- CONGO AIRWAYS.

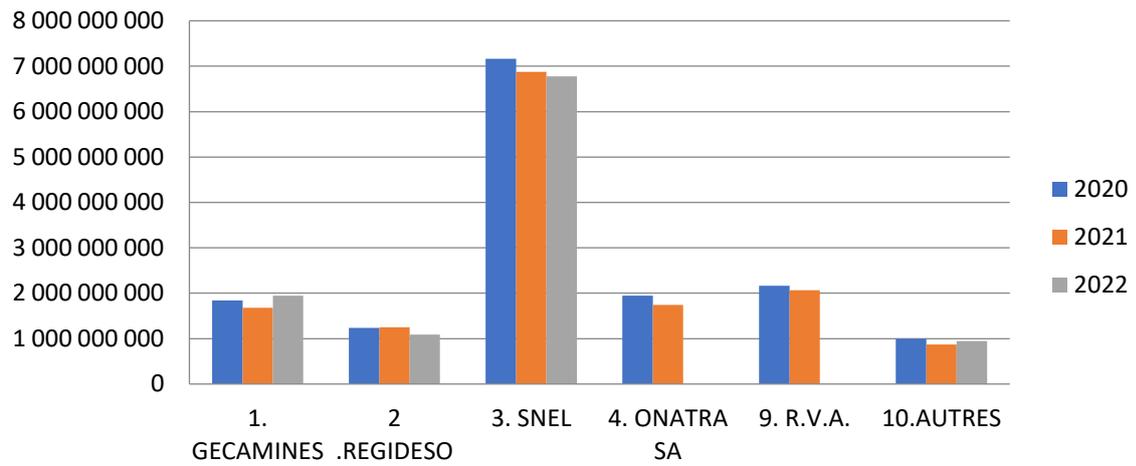
Néanmoins, les mêmes entreprises détiennent des capitaux propres positifs malgré des résultats déficitaires dégagés. Il s'agit de :

- SNEL SA
- REGIDESO SA
- SNCC SA
- SODIMICO SA
- SONAS SA
- SONAHYDROC SA
- COMMINIÈRE SA
- MIBA SA
- SAKIMA SA

Le cas de RVA SA et ONATRA SA nécessite que leurs états financiers clos au 31/12/2022 soient bien analysés au regard de l'opinion de rejet exprimé par leurs commissaires aux comptes respectifs.

En résumé, les capitaux propres des entreprises publiques ont connu une baisse au cours de la période sous examen exhibant ainsi une tendance décroissante pour atteindre le seuil d'USD 10 762 257 042 en 2022, situé en dessous de la moyenne triennale d'USD 13 536 640 298.

FONDS PROPRES 2022

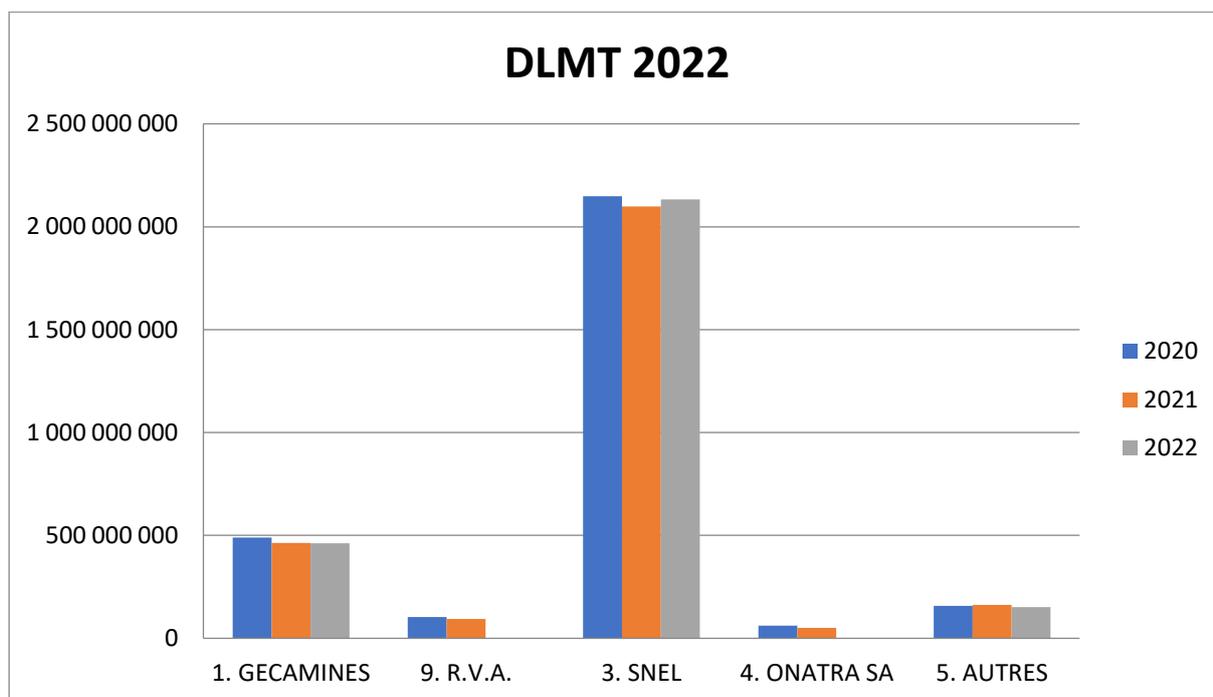


DETTES A LONG ET MOYEN TERMES A FIN 2022

| ENTREPRISE | DLMT | | | MOYENNE |
|------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | |
| 1. GECAMINES | 490 214 007 | 463 595 597 | 461 756 898 | 471 855 501 |
| 2. REGIDESO | 12 298 112 | 11 344 320 | 11 114 199 | 11 585 544 |
| 3. SNEL | 2 148 662 225 | 2 097 829 968 | 2 132 889 112 | 2 126 460 435 |
| 4. SCTP | 61 619 790 | 51 306 789 | 0 | 37 642 190 |
| 5. S.N.C.C. | 1 394 376 | 1 399 631 | 94 706 | 962 904 |
| 6. SONAS | 4 637 337 | 3 893 928 | 2 395 861 | 3 642 375 |
| 7. SONAHYDROC | 652 681 | 6 529 884 | 6 437 123 | 4 539 896 |
| 8. C.V.M. | 7 040 403 | 5 298 832 | 5 436 614 | 5 925 283 |
| 9. R.V.A. | 102 990 219 | 94 050 702 | 0 | 65 680 307 |
| 10. L.M.C. | 166 907 | 2 702 572 | 2 847 562 | 1 905 680 |
| 11. SOKIMO | 0 | 0 | 0 | - |
| 12. CADECO | 79 056 | 127 089 | 0 | 68 715 |
| 13. SCPT | 0 | 0 | 0 | - |
| 14. SCMK-Mn | 878 597 | 897 040 | 0 | 591 879 |
| 15. SODIMICO | 11 375 114 | 9 812 888 | 9 042 056 | 10 076 686 |
| 19. CONGOAIRWAYS | 3 720 726 | 5 617 353 | 5 211 117 | 4 849 732 |
| 20. SAKIMA | 962 752 | 962 752 | 967 752 | 964 419 |
| 21. COBIL | 21 667 675 | 18 462 778 | 13 789 401 | 17 973 285 |
| COMINIÈRE SA | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MIBA | 99 334 446 | 99 871 836 | 100 281 885 | 99 829 389 |
| TOTAL | 2 967 694 424 | 2 873 703 959 | 2 752 264 286 | 2 864 554 223 |

Dans l'ensemble, les dettes à LM/T des entreprises publiques ont semblé stagner bien que légèrement en baisse, et se sont situées à USD 2 752 264 286 en 2022 contre USD 2 873 703 959 en 2021, en dessous de la moyenne triennale établie à USD 2 864 554 223.

Il y a lieu de noter le cas de GECAMINES SA et SNEL SA qui s'y affichent pour 94,27% , et une prédominance de SNEL SA à hauteur de 77,50% du volume global des dettes à L/MT contractées par les entreprises publiques en 2022, laquelle a été assortie d'un accroissement de 1,67% par rapport à son niveau de 2021. Ceci atteste bel et bien la dépendance des entreprises publiques au financement des banques commerciales à travers des découverts bancaires pour booster leur exploitation.



AUTONOMIE FINANCIERE A FIN 2022

| ENTREPRISE | AUTONOMIE FINANCIERE | | |
|------------------|----------------------|-------------|-------------|
| | 2020 | 2021 | 2022 |
| 1. GECAMINES | 0,27 | 0,28 | 0,24 |
| 2. REGIDESO | 0,01 | 0,01 | 0,01 |
| 3. SNEL | 0,30 | 0,31 | 0,31 |
| 4. SCTP | 0,03 | 0,03 | - |
| 5. S.N.C.C. | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6. SONAS | 0,19 | 0,17 | 0,12 |
| 7. SONAHYDROC | 0,02 | 0,30 | 0,31 |
| 8. C.V.M. | - 8,25 | - 2,16 | - 2,06 |
| 9. R.V.A. | 0,05 | 0,05 | - |
| 10. L.M.C. | 0,05 | 0,30 | 0,23 |
| 11. SOKIMO | - | - | - |
| 12. CADECO | 0,04 | 0,02 | - |
| 13. SCPT | - | - | - |
| 14. SCMK-Mn | - 1,25 | - 0,27 | - |
| 15. SODIMICO | 0,11 | 0,11 | 0,10 |
| 19. CONGOAIRWAYS | 0,08 | 23,31 | -0,54 |
| 20. SAKIMA | 0,07 | 0,13 | 0,25 |
| 21. COBIL | 0,57 | 0,44 | 0,27 |
| 22. COMINIÈRE SA | - | - | - |
| 23. MIBA SA | 3,14 | 5,17 | 22,82 |
| TOTAL | 0,19 | 0,20 | 0,26 |

L'autonomie financière, basée sur l'endettement à L&MT, comparé aux fonds propres, traduit la capacité que possède une entité économique à financer ses dettes au moyen de ses fonds propres.

Au cours des trois derniers exercices, l'évolution de l'indice ad hoc a accusé une certaine stabilité, notamment en passant respectivement de 0,19 en 2020, 0,20 à 2021 et à 0,26 en 2022.

Du reste, une légère croissance du ratio de l'autonomie financière est constatée, mais qui reste néanmoins très faible et cela à la suite de la détérioration des capitaux propres des entreprises publiques. Et, une moyenne de 0,22% est observée pour la période sous revue.

DES IMMOBILISATIONS NETTES

| ENTREPRISE | IMMOBILISATIONS NETTES | | | MOYENNE |
|------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | |
| 1. GECAMINES | 3 007 897 346 | 2 815 555 301 | 2 978 080 608 | 2 933 844 418 |
| 2. REGIDESO | 1 276 440 996 | 1 250 938 478 | 1 348 728 704 | 1 292 036 059 |
| 3. SNEL | 8 703 949 578 | 8 354 148 346 | 9 042 132 490 | 8 700 076 805 |
| 4. SCTP | 2 251 477 381 | 2 066 864 451 | - | 1 439 447 277 |
| 5. S.N.C.C. | 1 089 839 784 | 1 067 742 278 | 1 168 204 052 | 1 108 595 372 |
| 6. SONAS | 61 671 109 | 59 317 764 | 66 343 353 | 62 444 076 |
| 7. SONAHYDROC | 54 309 472 | 57 068 012 | 57 950 008 | 56 442 497 |
| 8. C.V.M. | 28 765 604 | 23 731 145 | 25 572 713 | 26 023 154 |
| 9. R.V.A. | 2 479 180 572 | 2 523 456 402 | - | 1 667 545 658 |
| 10. L.M.C. | 13 492 399 | 19 205 954 | 20 543 323 | 17 747 225 |
| 11. SOKIMO | - | - | - | - |
| 12. CADECO | 41 730 361 | 45 391 982 | - | 29 040 781 |
| 13. SCPT | - | - | - | - |
| 14. SCMK-Mn | 12 138 810 | 11 353 704 | - | 7 830 838 |
| 15. SODIMICO | 183 383 322 | 165 890 742 | 160 720 658 | 169 998 241 |
| 19. CONGOAIRWAYS | 65 658 891 | 70 773 389 | 71 631 017 | 69 354 433 |
| 20. SAKIMA | 27 590 172 | 25 856 673 | 19 402 175 | 24 283 007 |
| 21. COBIL | 76 986 532 | 77 155 066 | 81 367 325 | 78 502 974 |
| 22. COMINIÈRE | 11 124 427 | 11 277 950 | 16 182 557 | 12 861 645 |
| 23. MIBA | 347 472 498 | 335 488 063 | 340 889 029 | 341 283 197 |
| TOTAL | 19 733 109 255 | 18 981 215 701 | 15 397 748 013 | 18 037 357 657 |

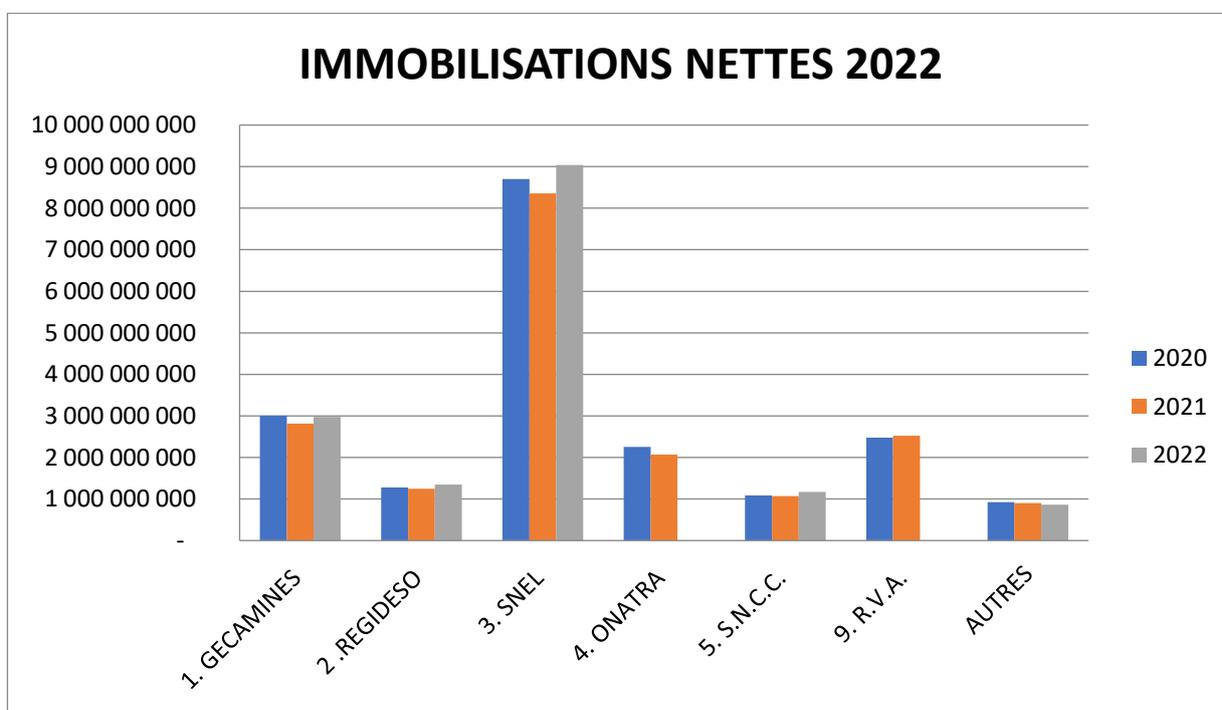
Les actifs immobilisés corporels mis en exploitation par les entreprises publiques dans le cadre de la réalisation de leur objet social se sont dégradés au fil du temps jusqu'à un seuil de USD 15 397 748 013 en 2022 contre USD 18 981 215 701 en 2021 et USD 19 733 109 255 en 2020.

Cette dégradation est une résultante de la détention par les entreprises publiques des actifs corporels qui ne concourent plus à leur objet social et dont le coût de détention grève le résultat annuel.

Avec une clarification du statut juridique des actifs du domaine public de l'Etat mis à la disposition de certaines entreprises publiques pour l'intérêt général de la société, ce ratio pourrait connaître une amélioration dans les années à venir et permettre aux entreprises publiques d'être plus compétitives.

La configuration en termes d'importance lors de l'étude faite à fin 2022, est celle-ci :

- SNEL SA
- GECAMMINES SA
- REGIDESO SA
- SNCC SA



FONDS DE ROULEMENT NET

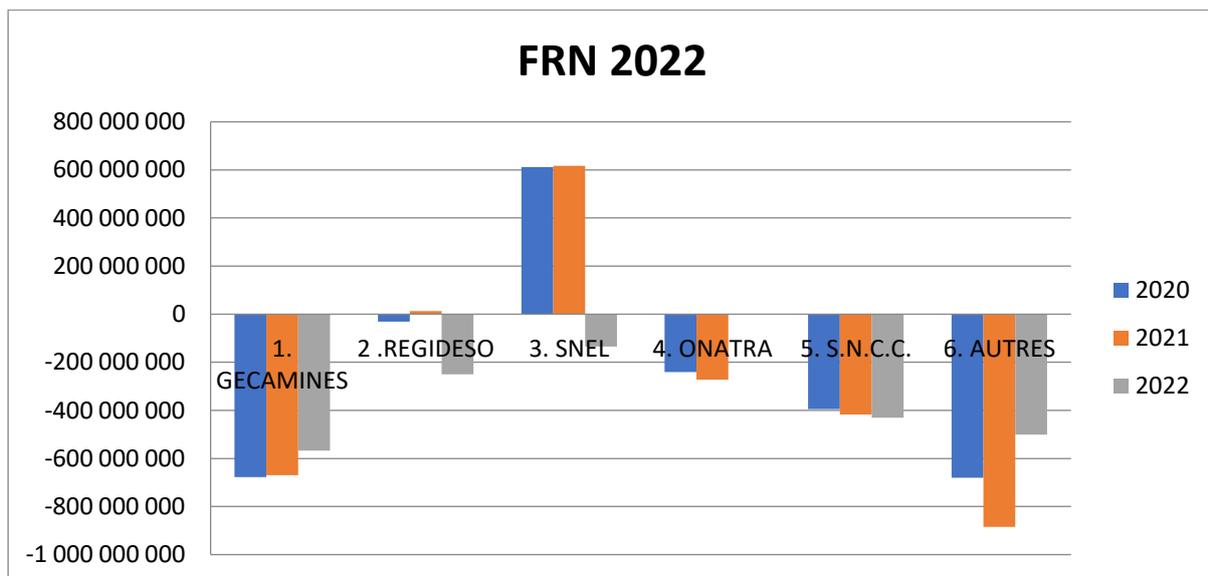
L'équilibre financier de l'analyse patrimoniale est défini par la contrainte de solvabilité qui s'impose à toute entreprise. Son appréciation repose sur la confrontation entre la liquidité des actifs et l'exigibilité des engagements mises en évidence par la structure à terme du bilan financier.

La couverture des engagements exigibles par les actifs liquides est appréciée par le fonds de roulement net global. Cet indicateur constitue le principal critère financier de décision d'octroi des crédits bancaires à court terme et de jugement de la santé financière des entreprises.

Il est remarqué que tout au long de l'étude, le fonds de roulement net global est resté négatif. Ceci démontre le non-respect des principes édictés en matière de l'équilibre financier. Seule COMINIÈRE SA a pu dégager un FRN positif en 2022.

Tableau

| ENTREPRISE | FONDS DE ROULEMENT NET "FRN" | | | MOYENNE |
|------------------|------------------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | |
| 1. GECAMINES | -677 829 445 | -669 157 959 | -566 748 973 | - 637 912 126 |
| 2. REGIDESO | -30 496 315 | 12 633 927 | -250 493 169 | - 89 451 852 |
| 3. SNEL | 611 980 165 | 617 579 956 | -134 294 546 | 365 088 525 |
| 4. SCTP | -240 191 433 | -272 883 062 | - | - 171 024 832 |
| 5. S.N.C.C. | -394 416 745 | -417 880 865 | -430 248 267 | - 414 181 959 |
| 6. SONAS | -32 895 858 | -32 477 372 | -43 266 544 | - 36 213 258 |
| 7. SONAHYDROC | -19 466 948 | -28 677 779 | -30 584 219 | - 26 242 982 |
| 8. C.V.M. | -22 578 868 | -20 883 932 | -22 769 323 | - 22 077 374 |
| 9. R.V.A. | -209 967 492 | -360 320 867 | - | - 190 096 120 |
| 10. L.M.C. | -9 921 348 | -7 484 259 | -5 073 570 | - 7 493 059 |
| 11. SOKIMO | 0 | 0 | 0 | - |
| 12. CADECO | -39 750 743 | -39 819 552 | 0 | - 26 523 432 |
| 13. SCPT | 0 | 0 | 0 | - |
| 14. SCM-K-Mn | -11 965 214 | -13 813 452 | 0 | - 8 592 889 |
| 15. SODIMICO | -71 022 784 | -66 345 920 | -57 147 893 | - 64 838 866 |
| 19. CONGOAIRWAYS | -12 888 775 | -64 915 088 | -76 029 310 | - 51 277 724 |
| 20. SAKIMA | -12 942 194 | -17 283 890 | -14 558 984 | - 14 928 356 |
| 21. COBIL | -17 053 915 | -16 513 741 | -16 965 720 | - 16 844 459 |
| 22. COMINIÈRE | -2 814 516 | 0 | 1 166 878 | - 549 213 |
| 23, MIBA | -216 503 997 | -216 292 442 | -236 213 045 | - 223 003 161 |
| TOTAL | -1 410 726 423 | -1 614 536 297 | -1 883 226 685 | - 1 636 163 135 |



TRESORERIE NETTE CUMULEE 2022

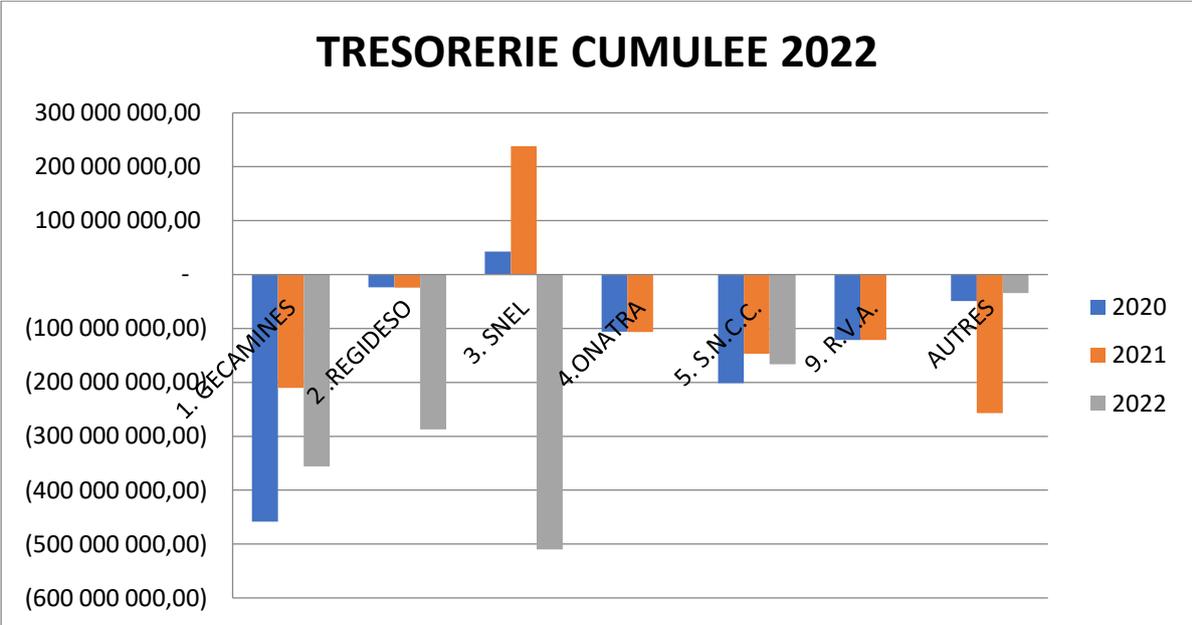
| ENTREPRISE | TRESORERIE NETTE CUMULEE | | | MOYENNE |
|------------------|--------------------------|----------------------|------------------------|----------------------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | |
| 1. GECAMINES | - 458 201 157 | - 210 123 375 | - 356 161 583 | - 341 495 372 |
| 2. REGIDESO | - 23 811 896 | - 24 144 035 | - 286 998 026 | - 111 651 319 |
| 3. SNEL | 42 872 840 | 238 320 281 | - 510 176 586 | - 76 327 821 |
| 4. SCTP | - 105 693 598 | - 106 284 114 | - | - 70 659 237 |
| 5. S.N.C.C. | - 201 509 930 | - 147 076 593 | - 166 542 432 | - 171 709 652 |
| 6. SONAS | - 12 477 508 | - 30 017 660 | - 13 409 043 | - 18 634 737 |
| 7. SONAHYDROC | - 1 977 157 | - 81 816 730 | - 10 806 660 | - 31 533 516 |
| 8. C.V.M. | - 6 654 724 | - 116 652 961 | 688 059 | - 40 873 209 |
| 9. R.V.A. | - 121 665 361 | - 121 480 640 | - | - 81 048 667 |
| 10. L.M.C. | 3 473 702 | 3 427 797 | 5 450 293 | 4 117 264 |
| 11. SOKIMO | - | - | - | - |
| 12. CADECO | - 28 974 873 | - 27 022 629 | - | - 18 665 834 |
| 13. SCPT | - | - | - | - |
| 14. SCMK-Mn | 5 629 652 | 5 402 241 | - | 3 677 298 |
| 15. SODIMICO | 31 453 656 | 32 388 424 | 36 930 128 | 33 590 736 |
| 19. CONGOAIRWAYS | - 3 421 425 | - 7 908 833 | - 5 898 999 | - 5 743 086 |
| 20. SAKIMA | 593 464 | 341 559 | 135 451 | 356 825 |
| 21. COBIL | - 20 919 601 | - 20 736 338 | - 33 113 036 | - 24 922 991 |
| 22. COMINIÈRE SA | 15 723 | 1 551 754 | 4 120 096 | 1 895 858 |
| 23. MIBA SA | - 15 581 471 | - 16 177 112 | - 18 345 600 | - 16 701 394 |
| TOTAL | - 916 849 665 | - 628 008 964 | - 1 354 127 937 | - 966 328 855 |

La trésorerie nette cumulée est considérée comme un carrefour où se rencontrent toutes les transactions de l'entreprise : activité courante, investissement et financement. De ce fait, elle est une résultante de la différence entre Fonds de roulement net et Besoins en fonds de roulement, et donne une vision synthétique du bilan arrêté à une date donnée

Elle est un indicateur de liquidité, c'est-à-dire de la capacité de l'entreprise à régler ses dettes à court terme.

Globalement, les entreprises publiques ont dégagé une trésorerie négative, en dépit de la présence d'une trésorerie positive dégagée par cinq(05) entreprises dont SODIMICO SA pour USD 36 930 128, LMC SA pour USD 5 450 293, COMMINIÈRE pour USD 4 120 096, CVM SA pour USD 688 059 et SAKIMA SA pour USD 135 451.

Une analyse approfondie du besoin en fonds de roulement des entreprises publiques s'impose pour déterminer les causes réelles de ces trésoreries négatives.



DE LA VALEUR INDICATIVE DES PARTICIPATIONS DIRECTES DE L'ETAT DANS LES ENTREPRISES PUBLIQUES AU 31 DECEMBRE 2022

Les participations de l'Etat dans les entreprises relevant de son portefeuille sont valorisées pour en déterminer le poids financier, notamment par rapport à la richesse globale sécrétée par le pays à travers le Produit Intérieur Brut généré, au titre de contribution des entreprises comme agents économiques.

L'étude de cet agrégat ne prend en compte dans ce rapport que des données des entreprises publiques, en attendant d'intégrer celles des sociétés d'économie mixte ultérieurement.

La méthodologie adoptée pour procéder à la détermination de cette valeur des participations de l'Etat est celle de l'Actif Net Comptable, « ANC ». Il s'agit d'une approche basée sur le passé de l'entreprise et qui s'obtient par la différence entre le total des Actifs et le total des Dettes Exigibles actés au bilan.

Le tableau ci-dessous indique l'évolution individuelle par entreprise et globale de cet ANC en 2022 en comparaison de son niveau de 2020 et 2021.

Tableau 4 : Valeur Nette Comptable des Participations de l'Etat dans les entreprises publiques (voir page suivante).

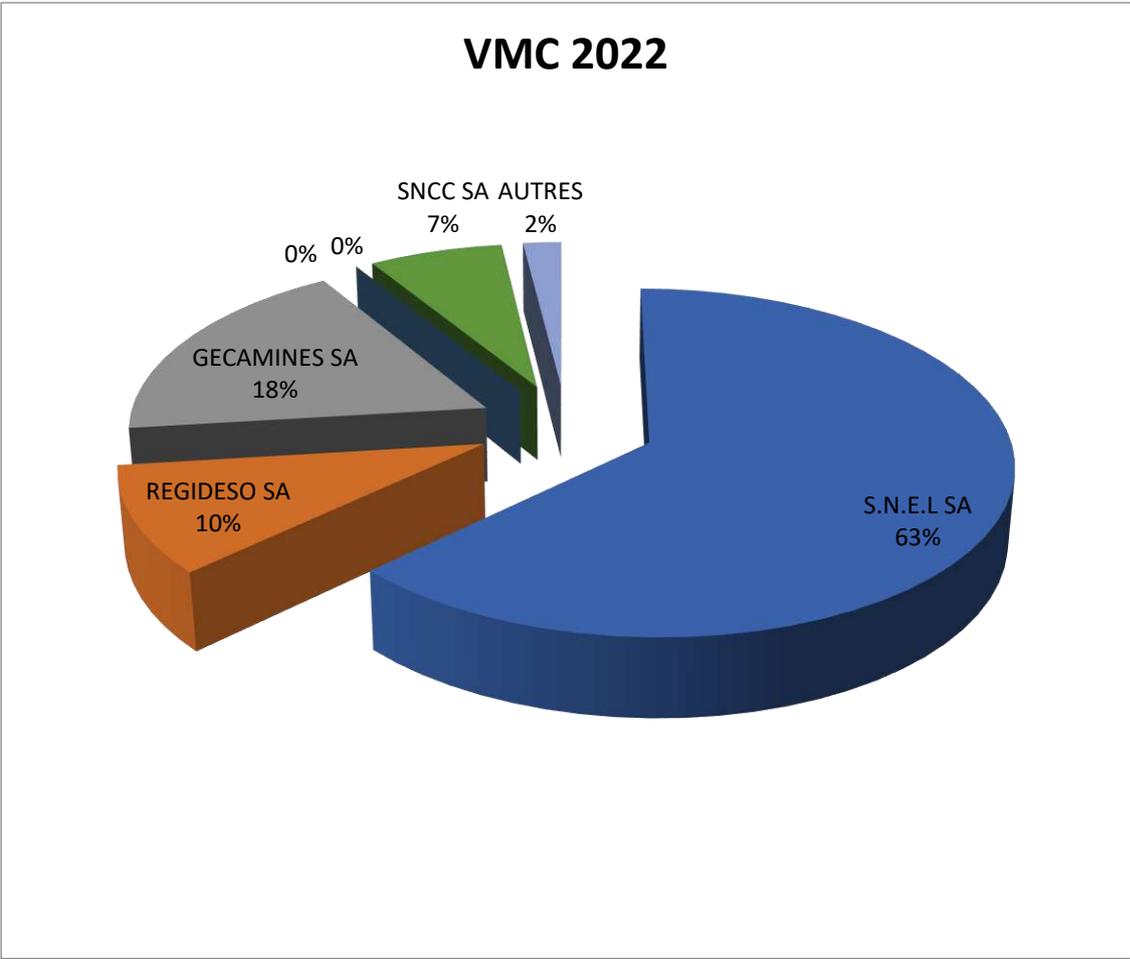
| ENTREPRISE | | VAR 2020/2019 | | VAR 2021/2020 | | |
|-----------------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|---------------------|----------------------|
| PAR SECTEUR | VMC 2020 | REVISE | VMC 2021 | REVISE | VMC 2022 | VAR 2022/2021 REVISE |
| 1. SECTEUR-ENERGIE | | | | | | |
| S.N.E.L SA | 7 167 267,52 | 148 715,26 | 6 873 898,33 | - 293 369,18 | 6 774 948,83 | - 98 949,50 |
| REGIDESO SA | 1 233 646,57 | 70 045,64 | 1 252 228,08 | 18 581,52 | 1 087 121,34 | -165 106,75 |
| SONAHYDROC SA | 34 189,84 | 1 858,33 | 21 860,35 | - 12 329,49 | 20 928,67 | - 931,68 |
| COBIL SA | 38 264,94 | - 2 775,94 | 42 178,55 | 3 913,61 | 50 612,20 | 8 433,66 |
| S/TOTAL 1(USD) | 8 473 368,87 | 217 843,29 | 8 190 165,32 | - 283 203,56 | 7 933 611,04 | - 256 554,28 |
| 2. SECTEUR FINANCIER | | | | | | |
| | | - | | - | | - |
| SONAS SA | 24 137,91 | 5 101,64 | 22 946,46 | - 1 191,45 | 20 680,95 | - 2 265,52 |
| CADECO SA | 1 900,56 | - 1 511,02 | 5 445,34 | 3 544,78 | | - 5 445,34 |
| S/TOTAL 2(USD) | 26 038,48 | 3 590,62 | 28 391,81 | 2 353,33 | 20 680,95 | - 7 710,86 |
| 3. SECTEUR MINES | | | | | | |
| | | - | | - | | - |
| GECAMINES SA | 1 839 853,89 | - 215 791,41 | 1 682 801,75 | - 157 052,15 | 1 949 574,74 | 266 772,99 |
| SODIMICO SA | 100 985,42 | - 24 864,11 | 89 731,93 | - 11 253,49 | 94 530,71 | 4 798,78 |
| SOKIMO SA | | - | | - | | - |
| SCMK-Mn SA | - 705 001,00 | - 707 135,13 | - 3 356,79 | 701 644,22 | - | 3 356,79 |
| SAKIMA SA | 13 685,23 | - 6 707,72 | 7 610,03 | - 6 075,20 | 3 875,44 | - 3 734,59 |
| COMINIÈRE SA | | - 8 744,30 | 10 150,15 | 10 150,15 | 15 614,49 | 5 464,34 |
| MIBA SA | 25 306,89 | - 8 234,79 | 15 459,03 | - 9 847,86 | 3 515,28 | - 11 943,75 |
| S/TOTAL 3(USD) | 1 274 830,43 | - 937 935,79 | 1 802 396,10 | 527 565,67 | 2 067 110,66 | 264 4,55 265 |

| | | | | | | |
|--|----------------------|---------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| 4. SECTEUR TRANSPORT | | - | | - | | - |
| ONATRA SA | 1 949 666,16 | 11 448,94 | 1 742 674,60 | - 206 991,56 | - | -1 742 674,60 |
| LMC SA | 3 404,14 | - 406,11 | 9019,12 | 5 614,98 | 12 622,00 | 3 602,88 |
| RVA SA | 2 166 222,86 | 2 157 151,29 | 2 069 084,83 | - 97 138,03 | - | -2 069 084,83 |
| CVM SA | - 3 364,74 | - 1 213,73 | - 3 105,25 | 259,48 | - 2 633,22 | 472,03 |
| SNCC SA | 694 028,66 | - 44 504,37 | 648 416,15 | - 45 612,52 | 737 861,08 | 89 444,93 |
| SCFU SA | | - | | - | | - |
| CONGO AIRWAYS SA. | 49 049,39 | 6 917,20 | 240,95 | - 48 808,44 | - 9 609,41 | - 9 850,36 |
| S/TOTAL | 4 859 006,48 | 2 171 525,41 | 4 466 330,40 | - 392 676,08 | 738 240,45 | -3 728 089,95 |
| 5. SECTEUR POSTE &TELECOMMUNICATION | | - | | - | | - |
| SCPT SA | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| S/TOTAL | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| 6. SECTEUR SERVICE | | - | | - | | - |
| HOTEL KARAVIA SA | 0 | - | 0 | - | 0 | - |
| S/TOTAL | - | - | - | - | - | - |
| TOTAL GENERAL | 14 633 244,26 | 1 455 023,54 | 14 487 283,62 | - 145 960,64 | 10 759 643,06 | -3 727 640, |

Ce tableau indique que la valeur nette comptable des participations de l'Etat dans les entreprises publiques qui s'est élevée à USD 15 424 322,81 au 31 décembre 2022 contre USD 14.471 583,65 en 2021 et USD 14.615.416.290 en 2020, a connu une progression de 6,43% en 2022, laquelle, précédée d'une baisse de 1% en 2021, est expliquée par l'amélioration des résultats nets bénéficiaires réalisés par quelques entreprises ci-après :

- GECAMINES SA : 251 624 978 USD ;
- LMC : 3 648 853 USD.

L'examen détaillé par entreprise de la hauteur de cette Valeur Nette Comptable au cours de la période sous examen en 2022, indique la prédominance de quelques entreprises publiques structurantes dans ce registre, notamment SNEL SA telle qu'illustrée dans le graphique ci-dessous, suivie de SCTP SA, RVA SA et GECAMINES SA.



SITUATION DES PARTICIPATIONS DIRECTES ET INDIRECTES DE L'ETAT AU 31 DECEMBRE 2022

INTRODUCTION

Le présent document décrit, au 31 décembre 2022, la situation des participations de l'Etat Congolais dans les différentes sociétés et organismes avec lesquels l'Etat entretient des relations de partenariat. Ces participations concernent tant les sociétés où l'Etat est directement actionnaire « *participations directes* » que celles détenues par les sociétés dont l'Etat est actionnaire majoritaire, les organismes appartenant à l'Etat et/ou les collectivités publiques « *participations indirectes* ».

Le chapitre 1^{er} traite des participations directes, tandis que le chapitre 2^{ème} est consacré aux participations indirectes.

On retrouve dans ce document, la situation de l'Etat dans sa casquette d'opérateur économique ainsi que celle de ses entreprises et organismes public, à la date susmentionnée.

Chapitre 1. SITUATION DES PARTICIPATIONS DIRECTES DE L'ETAT AU 31 DECEMBRE 2022

La République Démocratique du Congo détient, au 31 décembre 2022, des participations financières dans **97** sociétés et institutions, constituant son portefeuille –titres et qui tirent leur origine de 5 (cinq) sources :

1. les anciennes entreprises publiques transformées en sociétés commerciales au nombre de **18** ;
2. les sociétés commerciales nouvellement créées au nombre de **4** ;
3. les sociétés commerciales, en activité, dans lesquelles l'Etat congolais détient des participations en partenariat avec les privés, appelées sociétés d'économie mixte, soit **69** ;
4. les participations résiduelles de l'Etat dans une société commerciale de droit étranger, soit **1** ;
5. les participations de l'Etat dans les Organismes et Institutions Internationales, qui se trouvent au nombre de **5**.

L'examen du tableau ci-après révèle que ces participations se déploient dans 30 entreprises publiques (18 sociétés commerciales issues de la transformation, 4 sociétés nouvellement constituées à 100% de participation de l'Etat, 8 sociétés d'économie mixte dont l'Etat est propriétaire de la majorité du capital social), 18 sociétés d'économie mixte dans lesquelles l'Etat dans une situation paritaire ou détient une minorité de blocage (plus de 25% du capital social) et 48 sociétés d'économie mixte à participation étatique minoritaire.

1.1. ENTREPRISES PUBLIQUES UNIPERSONNELLES

| N° | DENOMINATION | SIGLE | % | SECTEUR | ACTIVITE | SIEGE SOCIAL |
|----|--|---------------|-----|---------------|--|--------------|
| 1 | GENERALES DES CARRIERES ET DES MINES | GECAMINES SA | 100 | MINES | PROSPECTION, EXTRACTION MINERAIS ET ACTIVITES METALLURGIQUES | LUBUMBASHI |
| 2 | SOCIETE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET MINIER DU CONGO | SODIMICO SA | 100 | MINES | PROSPECTION, EXTRACTION MINERAIS ET ACTIVITES METALLURGIQUES | MUSOSHI |
| 3 | SOCIETE MINIERE KILO-MOTO | SOKIMO SA | 100 | MINES | PROSPECTION, EXTRACTION MINERAIS ET PRODUCTION DE L'OR | BUNIA |
| 4 | KISENGE MANGANESE S. A | SCMK/Mn SA | 100 | MINES | PROSPECTION, EXTRACTION ET PRODUCTION MANGANESE | LUBUMBASHI |
| 5 | SOCIETE NATIONALE DES HYDROCARBURES DU CONGO | SONAHYDROC SA | 100 | HYDROCARBURES | RECHERCHE, PRODUCTION ET VENTE DES PRODUITS PETROLIERS | KINSHASA |
| 6 | REGIE DE DISTRIBUTION D'EAU SA | REGIDESO SA | 100 | ENERGIE | PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU | KINSHASA |
| 7 | SOCIETE NATIONAL D'ELECTRICITE | SNEL SA | 100 | ENERGIE | PRODUCTION, TRANSPORT ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE | KINSHASA |
| 8 | SOCIETE SIDERURGIQUES DE MALUKU | SOSIDER SA | 100 | INDUSTRIE | PRODUCTION DES PRODUITS SIDERURGIQUES (en contrat de concession) | KINSHASA |

| | | | | | | |
|----|---|---------------|-----|---------------|---|------------|
| 9 | REGIE DES VOIES AERIENNES | RVA SA | 100 | TRANSPORT | GESTION DES AEROPORTS ET DE LA NAVIGATION AERIENNE | KINSHASA |
| 10 | LES LIGNES MARITIMES CONGOLAISES | LMC SA | 100 | TRANSPORT | TRANSPORT MARITIME | KINSHASA |
| 11 | LA CONGOLAISE DES VOIES MARITIMES | CVM SA | 100 | TRANSPORT | ENTRETIEN ET GESTION BIEF MARITIME | BOMA |
| 12 | SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER DU CONGO | SNCC SA | 100 | TRANSPORT | TRANSPORT PAR CHEMIN DE FER | LUBUMBASHI |
| 13 | SOCIETE DES CHEMINS DE FER DES UELES | SCFUF SA | 100 | TRANSPORT | TRANSPORT PAR CHEMIN DE FER | ISIRO |
| 14 | SOCIETE COMMERCIALE DES TRANSPORTS ET DES PORTS | SCTP SA | 100 | TRANSPORT | EXPLOITATION ET GESTION DES PORTS MARITIMES, FLUVIAUX ET LACUSTRES AINSI QUE LE TRANSPORT SUR LES VOIES NAVIGABLES ET LES LACS DE LA RDC, CHEMIN DE FER | KINSHASA |
| 15 | SOCIETE COMMERCIALE DES POSTES ET TELECOM | SCPT SA | 100 | POSTE&TELECOM | ACTIVITES DE TELECOMMUNICATION PAR CABLE, SANS FILS ET PAR SATELITE, ACTIVITES POSTALES | KINSHASA |
| 16 | SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCES | SONAS SA | 100 | FINANCES | ASSURANCE ET REASSURANCE | KINSHASA |
| 17 | CAISSE GENERALE D'EPARGNE DU CONGO | CADECO SA | 100 | FINANCES | PARGNE ET CREDIT | KINSHASA |
| 18 | HOTEL KARAVIA | HOTEL KARAVIA | 100 | SERVICES | HOTELERIE, RESTAURATION ET HEBERGEMENT (en contrat de concession) | LUBUMBASHI |
| 19 | COBIL | COBIL SA | 100 | HYDROCARBURES | COMMERCE DES PRODUITS PETROLIERS | KINSHASA |
| 20 | SOCIETE AURIFERE DU KIVU ET MANIEMA | SAKIMA SA | 100 | MINES | EXTRACTION DES MINERAIS | KINSHASA |

| | | | | | | |
|----|---|------------------|-------|-------------|---|------------|
| 21 | CONGO FLEUVE HOTEL | CFH | 100 | SERVIVES | HOTELERIE, RESTAURATION & HEBERGEMENT | KINSHASA |
| 22 | SOCIETE CONGOLAISE DE LA FIBRE OPTIQUE | SOCOF SA | 100 | TELECOM | EXPLOITATION ET COMMERCIALISATION DE LA FIBRE OPTIQUE | KINSHASA |
| 23 | CIMENTERIE NATIONALE | CINAT | 92 | INDUSTRIE | FABRICATION DU CIMENT, CHAUX ET PLATRE | KIMPESE |
| 24 | SOCIETE CONGOLAISE D'EXPLOITATION MINIERE | COMINIERE | 90 | MINES | EXTRACTION DE MINERAIS D'ETAIN | MANONO |
| 25 | PARC AGRO INDUSTRIEL DE BUKANGALONZO | PARCAGRI | 85 | AGRICULTURE | AGRO-INDUSTRIE | BANDUNDU |
| 26 | LA MINIERE DE BAKWANGA | MIBA SA | 80 | MINES | EXTRACTION ET DU PRODUCTIO DIAMANT | MBUJI-MAYI |
| 27 | SOCIETE D'EXPLOITATION DU PARC-AGRO INDUSTRIEL DE BUKANGA-LONZO | SEPAGRI | 70 | AGRICULTURE | AGRO-INDUSTRIE | BANDUDNDU |
| 28 | SOCIETE NATIONALE DE LOTERIE | SONAL SA | 60 | FINANCES | JEUX DE HASARDS ET DE PARI, LOTERIE | KINSHASA |
| 29 | CONGO AIRWAYS | CONGO AIRWAYS SA | 62,73 | TRANSPORT | TRANSPORT AERIEN | KINSHASA |
| 30 | SOCIETE FINANCIERE DE DEVELOPPEMENT | SOFIDE SA | 56,73 | FINANCES | ACTIVITES FIANCIERES | KINSHASA |

1.2. SOCIETES MIXTES PARITAIRES ET MINORITAIRES DE BLOCAGE

| N° | DENOMINATION | SIGLE | % | SECTEUR | ACTIVITE | SIEGE SOCIAL |
|----|--|-----------------|-------|---------------|--|-------------------|
| 31 | SOCIETE ANHUI-CONGO D'INVESTISSEMENT MINIER | SACIM | 50 | MINES | EXTRACTION DES MINERAIS ET PRODUCTION DU DIAMANT | TSHIBWE |
| 32 | GRANDS HOTELS DU CONGO | GHC SA | 50 | SERVICES | HEBERGEMENT ET RESTAURATION | KINSHASA |
| 33 | SOCIETE CONGOLAISE DES INDUSTRIES DE RAFFINAGE | SOCIR SA | 50 | HYDROCARBURE | RAFFINAGE DU PETROLE BRUT | KINSHASA |
| 34 | MARCHE INTERNATIONAL DE KINSHASA | MARIKIN SA | 50 | INDUSTRIE | TRANSFORMATION ET COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES | KINSHASA |
| 35 | SUCRIERE DE KILIBA | SUKI | 49 | INDUSTRIE | PRODUCTION DE SUCRE | KILIBA (SUD-KIVU) |
| 36 | FINA LOGISTIQUE | FINA LOGISTIQUE | 40 | HYDROCARBURES | LOCATION DES PIPES LINES ET AUTRES IMMOBILISATIONS | KINSHASA |
| 37 | TOTAL RDC | TOTAL RDC | 40 | HYDROCARBURES | COMMERCE DE PRODUITS PETROLIERS | KINSHASA |
| 38 | ENGEN RDC | ENGEN DRC | 40 | HYDROCARBURES | COMMERCE DE PRODUITS PETROLIERS | KINSHASA |
| 39 | CHANTER NAVAL DE CONSTRUCTIN SA | CHANIMETAL | 40 | INDUSTRIE | FABRICATION D'OUVRAGES EN METAUX ET FONDERIE DES MERAUX, CONSTRUCTION DES BARGES | KINSHASA |
| 40 | MINOTERIE DE MATADI | MIDEMA SA | 40 | INDUSTRIE | FABRICATION DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET ALIMENTS POUR BETALES | KINSHASA |
| 41 | COMPAGNIE SUCRIERE (KWILU-NGONGO) | LA SUCRIERE | 40 | INDUSTRIE | FABRICATION DE SUCRE ET ALCOOLS | KWILU NGONGO |
| 42 | SOCIETE TEXTILE DE KISANGAN | SOTEXKI SA | 40 | INDUSTRIE | FABRICATION DES TEXTILES | KINSHASA |
| 43 | LA SOCIETE COTONNIERE ET AGRICOLE DU KASAI | COTONNIERE | 36,9 | AGRICULTURE | PRODUCTION DU COTON | KINSHASA |
| 44 | BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES ETATS DE GRAND LAC | BDGEL | 35,92 | FINANCES | ACTIVITES FINANCIERES | GOMA |
| 45 | TRIOMF RDC | TRIOMF RDC | 30 | INDUSTRIE | FABRICATION DES ANGRAIS CHIMIQUES | BOMA |
| 46 | SOCIETE D'EXPLOITATION DU GUICHET UNIQUE | SEGUCE RDC SA | 30 | SERVICES | FACILITATIONS COMMERCIALES | KINSHASA |
| 47 | DUBAI PORT WORLD RDC | DP WORLD RDC | 30 | SERVICES | ACTIVITES PORTUAIRES | KINSHASA |
| 48 | COMPAGNIE IMMOBILIERE | CIM | 25 | SERVICES | ACHAT, VENTE, LOCATION ET EXPLOITATION DES BIENS IMMOBILIERS | KINSHASA |

1.3. SOCIETES MIXTES STRICTEMENT MINORITAIRES

| N° | DENOMINATION | SIGLE | % | SECTEUR | ACTIVITE | SIEGE SOCIAL |
|----|---|-----------------|-------|-----------------------|--|--------------|
| 49 | PLANTATION ET HUILLERIES DU CONGO SA | PHC | 23,83 | INDUSTRIE | FABRICATION D'HUILE ET GRAISSE VEGETALE | KINSHASA |
| 50 | SOCIETES CONGOLAISE DES PECHEES | SOCOPE | 20 | PECHE | PECHE | MOANDA |
| 51 | JAPAN PETROLIUM COMPAGNY | JAPECO | 20 | HYDRO CARBUR ES | EXTRACTION DES PRODUITS PETROLIERS | KINSHASA |
| 52 | SOCIETE DE RECHERCHE ET D'EXPLOITATION PETROLIERE DU LITTORAL CONGOLAIS | SOREPLICO SA | 20 | HYDRO CARBUR ES | EXTRACTION DES PRODUITS PETROLIERS | KINSHASA |
| 53 | SOCIETE DU LITTORAL CONGOLAIS | SOLICO | 20 | HYDRO CARBUR ES | EXTRACTION DES PRODUITS PETROLIERS | KINSHASA |
| 54 | COMBINAT INDUSTRIAL DE GEMENA | COMINGEM | 20 | INDUSTRIE | FABRICATIO DU SAVON (en arrêt d'activités) | GEMENA |
| 55 | SOCIETE MINIERE DU KIVU | SOMIKIVU | 20 | MINES | EXTRACTION DES MINERAIS | KIVU |
| 56 | KAMOA COPPER SA | KAMOA COPPER SA | 20 | MINES | EXTRACTION DES MINERAIS | KATANGA |
| 57 | COMPANY PASTORALE DU HAUT-LOMAMI | PHL | 18,49 | AGRICULTURE & ELEVAGE | ELEVAGE DES BOVINS | KAMINA |
| 58 | EQUITY BANQUE COMMERCIALE DU CONGO | EQUITY BCDC | 15,04 | FINANCES | ACTIVITES FINANCIERES | KINSHASA |
| 59 | FOXWHELP | FOXWHELP | 15 | HYDRO CARBUR ES | EXTRACTION DES PRODUITS PETROLIERS | ITURI |
| 60 | CAPRIKAT | CAPRIKAT | 15 | HYDRO CARBUR ES | EXTRACTION DES PRODUITS PETROLIERS | ITURI |
| 61 | SOCIETE CONGOLAISE DE RECHERCHE ET D'EXPLOITATION DE PETROLE | SOCOREP SA | 15 | HYDRO CARBUR ES | EXTRACTION DES PRODUITS PETROLIERS | KINSHASA |
| 62 | KINREX | KINREX SA | 15 | HYDRO CARBUR ES | EXTRACTION DES PRODUITS PETROLIERS | KINSHASA |
| 63 | CIMENTERIE DE LUKALA | CILU SA | 5 | INDUSTRIE | FABRICATION DE CIMENT, CHAUX ET PLATRES | KINSHASA |
| 64 | CHANIC SA | CHANIC SA | 11,88 | INDUSTRIE | FABRICATION D'OUVRAGES EN METAUX, FONDERIE DES METAUX, CONSTRUCTION DES BARGES | KINSHASA |
| 65 | SUCRIERE AFRICAINE SA | SUCRAF SA | 10 | INDUSTRIE | FINANCEMENT ACTIVITES INDUSTRIELLES | BRUXELLES |
| 66 | CONGO CARGO | CONGO CARGO | 10 | TRANSPORT | TRANSPORT AERIEN | KINSHASA |

| | | | | | | |
|--------|---|-------------------|------|-----------|--|------------|
| 6 7 | CROWN MINING SARL | CM SARL | 10 | MINES | EXPLOITATION MINIERE | KINSHASA |
| 6 8 | LIBERTY MINING & INVESTMENTS SARL | LMI SARL | 10 | MINES | EXPLOITATION MINIERE | LUBUMBASHI |
| 6 9 | GICC SARL | GICC SARL | 10 | MINES | EXPLOITATION MINIERE | |
| 7 0 | DOFA SARL | DOFA | 10 | MINES | EXPLOITAION MINIERE | KOLWEZI |
| 7 1 | INDUSTRIAL PROMOTION SERVICES CONGO SA | IPS CONGO | 8 | INDUSTRIE | SERVICES | KINSHASA |
| 7 2 | BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMNT | BAD | 7,04 | FINANCES | ACTIVITES FINANCIERS | ABIDJAN |
| 7 3 | INTERLACS | ILACS SA | 5 | INDUSTRIE | FABRICATION DE CIMENTS, CHAUX ET PLATRES | KATANGA |
| 7 4 | FRONTIERS SPRL | FRONTIERS SPRL | 5 | MINES | EXTRACTION DE MINERAIS | LUBUMBASHI |
| 7 5 | KGL SOMITURI SPRL | KGL SOMITURI SPRL | 5 | MINES | EXTRACTION DE MINERAIS | ITURI |
| 7 6 | LA COMPAGNIE DE TRAITEMENT DE KINGAMYAMBO | METALKOL | 5 | MINES | EXTRACTION DE MINERAIS | KATANGA |
| 7 7 | CHEMAF | CHEMAF | 5 | MINES | EXPLOITATION MINIERE | KATANGA |
| 7 8 | ALPHAMIN BISIE MINING | ABM SA | 5 | MINES | EXPLOITATION MINIERE | NORD-KIVU |
| 7 9 | CONGO MINERALS EXPL | | 5 | MINES | EXPLOITATION MINIERE | KINSHASA |
| 8 0 | GOLD DRAGON RESS RDC SPRL | | 5 | MINES | EXPLOITATION MINIERE | KATANGA |
| 8 1 | SOCIETE D'EXPLOIT. DE KIPOI | SEK SA | 5 | MINES | EXPLOITATION MINIERE | KATANGA |
| 8 2 | SILVER BACK RESSOURCES | | 5 | MINES | EXPLOITATION MINIERE | KATANGA |
| 8 3 | SOCIETE D'EXPLOITATION DES GISEMENTS DE MALEMBA NKULU | SEGMAL | 5 | MINES | EXPLOITATION MINIERE | KATANGA |
| 8 4 | TANTALE MINING KATANGA | | 5 | MINES | EXPLOITATION MINIERE | KATANGA |
| 8 5 | KANUKA | | 5 | MINES | EXPLOITATION MINIERE | |
| 8 6 | KISENGO MINING | | 5 | MINES | EXPLOITATION MINIERE | |
| 8 7 | GOLDEN AFRICA RESSOURCES | | 5 | MINES | EXPLOITATION MINIERE | |
| 8 8 | SASE MINING | | 5 | MINES | EXPLOITATION MINIERE | |
| 8 9 | KALONGWE MINING | | 5 | MINES | EXPLOITATION MINIERE | |
| 9 0 | KALUKUNDI MINING | | 5 | MINES | EXPLOITATION MINIERE | |
| 9 1 | TOURHOTELS SA | TH SA | 5 | SERVICES | HOTELERIE, RESTAURATION ET HEBERGEMENT | GOMA |

| | | | | | | |
|--------|--|----------------|------|-----------------------|--|------------|
| 9 2 | LAMIKAL SA | LAMIKAL | 5 | | EXPLOITATION MINIERE | |
| 9 3 | SOCIGAZ | SOCIGAZ | 1 | HYDRO CARBUR ES | EXTRACTION DU GAZ NATUREL | GOMA |
| 9 4 | AGENCE MARITIME INTERNATIONALE DU CONGO | AMICONGO SA | 0,75 | TRANSP ORT | TRANSPORT ET FRET MARITIME | KINSHASA |
| 9 5 | MANUFACTURE CONGOLAISE DES ALLUMETTES | MASAL | 0,52 | INDUST RIE | FABRICATION DES ALLUMETTES | KINSHASA |
| 9 6 | AFRICA-RE | AFRICA-RE | 0,31 | FINANC ES | ASSURANCES ET REASSURANCES | NIGERIA |
| 9 7 | BANQUE MONDIALE | BIRD | 0,21 | FINANC ES | INTITTUTION FINANCIERE INTERNATIONALE | WASHINGTON |

N.B. : CEPETEDE étant une ASBL, l'Etat avait plutôt versé des cotisations qui ne peuvent pas être considérées comme des parts sociales ; d'où la non reprise de cette Institution dans le tableau ci-dessus.

2. SITUATION DES PARTICIPATIONS INDIRECTES DE L'ETAT AU 31 DECEMBRE 2022

Plusieurs entreprises du Portefeuille ainsi que des collectivités publiques détiennent des participations dans un grand nombre de sociétés. Le présent document n'a pu appréhender que les participations des sociétés commerciales et des établissements publics issues de la transformation des anciens entreprises publiques, version loi n° 78-002 du 06/01/1978.

Il est bien entendu que le processus continue pour atteindre les participations directes des sociétés mixtes en participations étatiques majoritaires et, pourquoi pas, des collectivités publiques.

En tout état de cause, les participations indirectes de l'Etat sont détenues, en majorité, par les sociétés minières. Ci-après, la situation des participations par entreprise détentrice :

- GECAMINES SA : 32 sociétés
- SODIMICO SA : 04 sociétés
- SOKIMO SA : 06 sociétés
- SNCC SA : 14 sociétés
- SCTP SA : 18 sociétés
- LMC SA : 04 sociétés
- SONAHYDROC SA : 09 sociétés
- LAC SARL (en liquidation) : 01 société

- SONAS SA : 03 sociétés
- SCMK-Mn SA : 02 sociétés
- REGIDESO SA : 03 sociétés
- SCPT SA : 02 sociétés
- RVA SA : 01 société
- CNSS : 07 sociétés
- FPI : 04 sociétés
- OGEFREM : 01 société

2.1. SOCIETES DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

| N° | ENTREPRISES | N° | FILIALES | % PARTICIPATIONS |
|----|--------------|----|--|------------------|
| 1 | GECAMINES SA | 01 | KAMBOVE MINING SAS | 45 % |
| | | 02 | LUALABA MINING RESOURCES « LMR SAS » | 35% |
| | | 03 | SOCIETE MINIERE DE KOLWEZI « SMK SAS » | 99% |
| | | 04 | SOCIETE D'EXPLOITATION DE SHAMITUMBA « SHAMITUMBA SAS » | 30% |
| | | 05 | SOCIETE D'EXPLOITATION DE LA CASSITERITE AU KATANGA « SECAKAT SAS » | 30% |
| | | 06 | KIPUSHI CORPORATION « KICO SAS » | 32% |
| | | 07 | KAPANDA MINING RESOURCES « KMR SAS » | 35% |
| | | 08 | KINGA-KILA MINING « KIK MINING SASU » | nd |
| | | 09 | SOCIETE MINIERE DEZIWA « SOMIDEZ » | 49% |
| | | 10 | SOCIETE POUR L'EXPLOITATION DES GISEMENTS DE KALUKUNDI «SWANMINES SAS» | 25% |
| | | 11 | GRANDE CIMENTERIE DU KATANGA « GCK SAS » | 20% |
| | | 12 | COMPAGNIE MINIERE DE MUSONOIE « COMMUS SAS » | 28% |
| | | 13 | CIMENTERIE DU KATANGA « CIMENKAT SA » | 97,13% |
| | | 14 | SOCIETE AURIFERE DU KIVU ET DU MANIEMA (SAKIMA SA) | 0,01% |
| | | 15 | TENKE FUNGURUME MINING « TFM SA » | 20% |
| | | 16 | SOCIETE DE TRAITEMENT DE TERRIL DE LUBUMBASHI « STL SAS » | 100% |
| | | 17 | RUASHI MINING « RM SAS » | 25% |
| | | 18 | MINIERE DE KALUMBWE MYUNGA « MKM SAS » | 19,8% |

| | | | |
|--|----|---|-------|
| | 19 | KAMOTO COPPER COMPANY "KCC SA" | 25% |
| | 20 | SHITURU MINING CORPORATION « SMCO SAS » | 27,5% |
| | 21 | COMPAGNIE MINIERE DE LUISHA « COMILU SAS » | 28% |
| | 22 | SINO-CONGOLAISE DES MINES « SICOMINES SA » | 32 % |
| | 23 | BOSS MINING « BM SAS » | 49% |
| | 24 | COMPAGNIE MINIERE DE KAMBOVE « COMIKA SAS » | 30% |
| | 25 | ENTREPRISE GENERALE DE COBALT « EGC » | 100% |
| | 26 | FREEPORT COBALT OY | 20% |
| | 27 | CENTRALE THERMIQUE DE LUENA « CTL SA » | 67% |
| | 28 | SINO-CONGOLAISE HYDROELECTRIQUE « SICOHYDRO » | 7% |
| | 29 | SOCIETE FINANCIERE DE DEVELOPPEMENT « SOFIDE SA » | 1% |
| | 30 | SOCIETE GENERALE DE TELECOMMUNICATION "SOGETEL SAS" | 100% |
| | 31 | CONGO AIRWAYS SA | 5,73% |
| | 32 | SOCIETE IMMOBILIERE DU CONGO « SIMCO SAS » | 99% |

2.2. ETABLISSEMENTS PUBLICS

| N° | ENTREPRISES | N° | FILIALES | % PARTICIPATIONS |
|----|-------------|----|---|------------------|
| 1 | CNSSS | 1 | SOGEFI | 0,9 % |
| | | 2 | LAC SARL | |
| | | 3 | GHC SA | 1 % |
| | | 4 | BDGEL | |
| | | 5 | CLINIQUE INTERNATIONALE DE KINHASA | 2,5 % |
| | | 6 | GECOS UNTC | 5 % |
| | | 7 | CONGO AIRWAYS | 30,44 % |
| 2 | FPI | 1 | HEDC (HYDROELECTRIQUE DU CONGO) | |
| | | 2 | RECYCLON | |
| | | 3 | CIE DE BUMBA | |
| | | 4 | CONGO AIRWAYS | 8,19 % |
| 3 | OGEFREM | 1 | CONGO AIRWAYS | 4,68 % |
| 4 | FIKIN | 1 | SIC SARL (SOCIETE IMMOBILIERE DU CONGO) | 20 % |

FONDEMENT DES OPINIONS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DANS LES ENTREPRISES PUBLIQUES

OPINIONS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

| N° | SOCIETES | 2020 | | | 2021 | | | 2022 | | |
|----|------------------|----------|--------------|----------|----------|--------------|----------|----------|--------------|----------|
| | | POSITIVE | AVEC RESERVE | NEGATIVE | POSITIVE | AVEC RESERVE | NEGATIVE | POSITIVE | AVEC RESERVE | NEGATIVE |
| 1 | CONGO AIRWAYS SA | X | | | N/D | N/D | N/D | N/D | N/D | N/D |
| 2 | SONAHYDROC | | X | | X | | | X | | |
| 3 | GECAMINES SA | | X | | | X | | | X | |
| 4 | SONAS SA | | X | | X | | | | X | |
| 5 | CVM SA | | X | | | X | | | X | |
| 6 | COMINIÈRE SA | | X | | N/D | N/D | N/D | X | | |
| 7 | SODIMICO SA | | X | | N/D | N/D | N/D | | | X |
| 8 | SNCC SA | X | | | X | | | | X | |
| 9 | MIBA SA | | X | | X | | | X | | |
| 10 | SCMK Mn SA | | X | | | X | | | N/D | |
| 11 | SNEL SA | | X | | X | | | | X | |
| 12 | SAKIMA SA | | X | | N/D | N/D | N/D | | X | |
| 13 | LMC SA | X | | | X | | | X | | |
| 14 | CADECO SA | N/D | N/D | N/D | N/D | N/D | N/D | | N/D | |
| 15 | SCTP SA | N/D | N/D | N/D | N/D | N/D | N/D | | | X |
| 16 | RVA SA | N/D | N/D | N/D | N/D | N/D | N/D | | | X |
| 17 | SOKIMO SA | N/D | N/D | N/D | N/D | N/D | N/D | | N/D | |
| 18 | SCPT SA | N/D | N/D | N/D | N/D | N/D | N/D | | N/D | |
| 19 | REGIDESO SA | | | | X | | | X | | |
| 20 | COBIL SA | | X | | | X | | | X | |

COMMENTAIRES :

OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CLOS AU 31 DECEMBRE 2022

A la clôture de l'exercice social 2022, le Conseil Supérieur du Portefeuille a réceptionné 15 états financiers sur un total de 20 Entreprises publiques concernées par le présent rapport, tels que retracés dans le tableau ci-dessus.

Les différentes opinions émises par les Commissaires aux comptes dans leurs rapports de certification desdits états financiers se présentent de la manière suivante :

1. Opinion positive

Cinq (05) entreprises sont concernées par cette opinion. Il s'agit de :

- SONAHYDROC SA ;
- COMMINIÈRE SA ;
- MIBA SA ;
- LMC SA ;
- REGIDESO SA.

2. Opinion avec réserve

Elle concerne sept (07) sociétés ci-après :

- GECAMINES SA ;
- SONAS SA ;
- CVM SA ;
- SNCC SA ;
- SNEL SA ;
- SAKIMA SA ;
- COBIL SA.

3. Opinion négative

Elle concerne trois (03) entreprises suivantes :

- SODIMICO SA ;
- SCTP SA ;
- RVA SA.

N.B. : Les rapports de certification de cinq (05) entreprises ci-après ne sont pas disponibles au moment de la rédaction du présent rapport.

Il s'agit de :

- CONGO AIRWAYS SA ;
- SCMK-Mn ;
- CADECO SA ;
- SOKIMO SA ;
- SCPT SA.

**SITUATION DES MANDATAIRES DE L'ETAT DANS
LES ENTREPRISES PUBLIQUES UNIPERSONNELLES ET DANS LES SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE
31 DECEMBRE 2022**

1. SITUATION DES MANDATAIRES DE L'ETAT DANS LES ENTREPRISES PUBLIQUES UNIPERSONNELLES AU 31 DECEMBRE 2022

| ENTREPRISE | NOMS DE MANDATAIRES | QUALITE DE MANDATAIRES | COLLEGE DES COM. AUX COMPTES | REF. ACTE JURIDIQUE |
|--------------------------|--|---|--|--|
| 1. GECAMINES S.A. | Mr. Alphonse KAPUTO KALUBI Mr. Bester Hilaire NTAMBWE NGOY KABONGO Mr. Léon MWINE KABIENA Mr. Guy Robert LUKAMA Mr. Rubis KITENGE KAUMBU Mme Tecla MPOZI MUYUMBA M r. Bob MUHEMBO KITANGU Mme Nelly KIWEWA MALUNDA ma BONZU Mme Grâce NEEMA PAININYE | Président du Conseil d'Administration Directeur Général Directeur Général Adjoint Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur | AFT CONSULTING & Associés et MANAST SARL | Ord. n°21/095 du 03/12/2021 Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |
| 2. SODIMICO S.A. | Mme OPANGO Victorine Mr. Laurent TSHISOLA KANGOA M. Henri de Paul IGWABI NKOMERWA Mr. Léonard AMSINI IYAO BWARODI Mr. Pierre UMBA ILUNGA wa NGONGO | Président du Conseil d'Administration a.i. Directeur Général Directeur Général Adjoint Administrateur et Directeur Financier Administrateur | Mr. SELEMANI RADJABU Emile et Mr. DONGO LISIKA Gauthier | Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |
| 3. SOKIMO S.A. | Mme Christine FEZA MOTEMA Mr. Pistis BONONGO TOKOLE Mr. Joseph MAKANDA KUBELA Mr. Manuel TUZOLANA Mr. Florent LEBE MUPIYA Mr. PAPY AHONO NZOBO Mr. Bobo MAKUNDA SEFESEKE | Président du Conseil d'Administration Directeur Général Directeur Général Adjoint Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur | Mr. MAMPASI MABAYA et Mr. FIMPA MUANGISA BALELA | Ord. n° 22/153 du 31/08/2022 Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |

| | | | | |
|----------------------------------|--|---|--|---|
| <p>4. SCMK-Mn S.A.</p> | <p>Mr. SAIDI RAMAZANI Mr. TSHAWILA KAHILU KOJI Mr. Hervé TSHINGAMB NGUNZ Mr. Elias ILUNGA BUNDA Mr. Papy PUNGWE LWAMBA Mme Anne-Marie MAKOMBO Mme Adèle KAHINDA MAYINA (Nommée Ministre d'Etat)</p> | <p>Président du Conseil d'Administration Administrateur Directeur Général Administrateur Directeur Technique Administrateur Directeur Financier Administrateur Administrateur Administrateur (Apourvoir)</p> | <p>BASSA NEMBASA et GAKURU BUKARA Hélène</p> | <p>Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018</p> |
| <p>5. SAKIMA S.A.</p> | <p>Mr. MAKOLO KAMWENA KANANA Mr Fidèle BABALA WANDU Mr. Théodore NGWAMA MWAHOMA Mr. KULUNGU DOUG Mr Fidèle LOKANA BAHATI Mr. Victor OKITOKOMA ONGANDUNGU Mr. Crispin MBINDULE MITONO Crispin Mr. Daniel MBAU SUKISA</p> | <p>Président du Conseil d'Administration Directeur Général Directeur Général Adjoint Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur</p> | <p>KINGOMBE OMANGA et BAMBOLE ISSIA Serge</p> | <p>Ord. n° 22/227 du 11/11/2022</p> <p>Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018</p> |
| <p>6. SONAHYDROC S.A.</p> | <p>Mr. Michel EBOMA ABLAVI Mr. Marcelin BILOMBA MBALE Madame Arlette BAHATI TITO Mr. Alidor DUMBI KABESA Mr. Paulin MAEMBO NGALINGI Mr. Joachim MAVUNGU TSHIKU Mr. Léon ZINDULA MUNYI Mr. Emma TSHIBAMBE KANYINDA KONYI Mr. Ben MANDELA MEBA Mr. Abel LODI NKOSO</p> | <p>Président du Conseil d'Administration Directeur Général Directeur Général Adjoint Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur</p> | <p>Mr. NDANGI NDANGANI et Mr. LOKO TUZOLANA Bet'or</p> | <p>Ord. n° 22/228 du 11/11/2022</p> <p>Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018</p> |

| | | | | |
|--------------------------------|---|--|---|--|
| <p>7. COBIL S.A.</p> | <p>Mr. Robert PASAYO MALIAKO Mr. Jean-Marie KIWELE KASYULWE Mr. Olivier OKUNDA KASONGO Mr. Yann Eric MONG IYOMPO Mr. Gomez NDUBA KIMBAYA Mr. Jacques MUKENA ILUNGA KAMENE</p> | <p>Président du Cons. d'Administration Directeur Général a.i. Directeur Général Adjoint a.i. Administrateur Administrateur Administrateur</p> | <p>NZAILU BASINSA Benjamin et BAKATUMANA ILUNGA Moise</p> | <p>Arrêté Min. n° 009/MINPF/MKA/FKI/AKM/2022 du 19/02/2022</p> <p>Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018</p> |
| <p>8. REGIDESO S.A.</p> | <p>Mr. Thomas MAKETA LUTETE Mr. David TSHILUMBA MUTOMBO Mr. Jean Bosco MWAKA INDELE Mr. Jean Simon NFUTI KIAKU Mr. Donatien BALEKELAYI BEYA Mme Jimmy TSHIBANGU KABENJI Mr. Luc MEMELIWANDO NGOLU Mr. BEN KANKOLE MUKENDI Mr. Bernard KAYUMBA SHIKILWE Mr. Patrick MBUYI NGANDU</p> | <p>Président du Conseil d'Administration Directeur Général Directeur Général Adjoint Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur</p> | <p>ACF/KINSHASA et PRICE WATERCOOPERS</p> | <p>Ord. n° 22/176 du 10/10/2022</p> <p>Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018</p> |
| <p>9. SNEL S.A.</p> | <p>Mr. KISOLOKELE NSIABAMFUMU Mr. Fabrice LUSINDE WA LUSANGI KABEMBA Mr. Teddy LWAMBA MUBA Mr. Cerveau-Pitshou NSINGI PULULU Mme KASANKA MBULU Charles Mr. Alexis LENGA WA LENGA Mr. Roger BISAMBI MEDA MmeAurélië & BATUMIKE NKUBONAGE Mr. Justin DEDE KODOROKEWALO Mr. Serge Emmanuel HOLENN ENZIEM</p> | <p>Président du Conseil d'Administration Directeur Général Directeur Général Adjoint Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur</p> | <p>AFT CONSULTING & Associés et ECR SARL</p> | <p>Ord. n° 22/177 du 10/10/2022</p> <p>Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018</p> |

| | | | | |
|-------------------------|---|--|---|--|
| 10. SOSIDER S.A. | | | | En contrat de concession-gestion axée sur l'exploitation de l'activité |
| 11. R.V.A. S.A. | Mr. Bienvenu LIOTA NDJOLI Mr. Alphonse SHUNGU MAHUNGU (Nommé par Ord. n° 21/039 du 04 juillet 2021) Mr. Louis Blaise LONDOLE LOKOYI Mr. Juvénal MUNUBO MUBIBI Mr. Lambert SANGO SANGO NONGA Mme Olive MUDEKEREZA NAMEGABE Mr. Trésor KAPUKU NGOY Mme Filia KAHINDO TSHIPASA | Président du Conseil d'Administration Directeur Général Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur | MGI STRONG NKV et LA PRADELLE CONSULTING | Ord. n° 20/054 du 08/06/2020 Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |
| 12. L.M.C. S.A. | Mr. Lambert MENDE OMALANGA Mr. Jean-Claude MUKENDI MBIYA MWENZE Mme Gisele MBWANSIEM BIUNG Mr. Claude LUVUEZO NYANSA Mr. Patrick MANGAYI MUMVUNGA Mr. Eddy IYELI MOLANGI | Président du Conseil d'Administration Directeur Général Directeur Général Adjoint Administrateur Administrateur Administrateur | Mr. MULUMBA KOLOMONI et - A pourvoir (suite au décès de Mr. NZAU NKENGE) | Ord. № 22/154 du 31/08/ 2022 Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |
| 13. C.V.M. S.A. | Mme. Marie-Madeleine MIENZE KIAKU (décédée) Mme. Christine TUSSE DAUMBO Mr. Etienne TADILA MAKANDA Mr. André MPUNGWE SONGO Mme Colette TSHOMBA NTUNDU Mr. André LITE ASEBEYA Mr. Constant ODIEKILA | Président du Conseil d'Administration Directeur Général Directeur Général Adjoint Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur | Mr. NSILULU BAHELELE et Mr. BETOMBO NGANDO Joseph | Ord. № 17/036 du 13/07/2017 Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |

| | | | | |
|------------------------------|--|---|---|--|
| <p>14. SNCC S.A.</p> | <p>Mr. UMBA LUNGANGE Mr. Fabien MUTOMB A MUTOMB Mr. Jacques KAMENGA TSHIMWANGA Mr. Coco Jacques MULONGO NZEMBA Mme Brigitte MPANDE LUTEBULA Mr. Trésor KANYANGALA KAMPELA Mr. Emmanuel NKULU KILUMBA Mr. Hervé MOJ NDUMB Mr. Gengoul Joseph KIKONTWE ELIMU</p> | <p>Président du Conseil d'Administration Directeur Général Directeur Général Adjoint Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur</p> | <p>MANAST SARL et JASBI CONSULTANTS</p> | <p>Ord.n°22/123 du 30/07/2022</p> <p>Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018</p> |
| <p>15. SCFUF S.A.</p> | <p>Mr. ENYANGE MANDOBO</p> | <p>Directeur Général a.i.</p> | | |
| <p>16. SCTP S.A.</p> | <p>Mr. Emmanuel MBO MUNDENGI Mr. Martin LUKUSA TSHIBANGU Mr. Jean Pierre BAMBI NZITA Mr. Daniel MUANANTEBA Mme Antoinette KIPULU (Nommée Ministre) Mr. Naupess KIBISWA KWABENE Mr. Antoine NZANGI NGELENGE Mr. Frey NKUMU Mr. Francis MAPANZE MANGOLE</p> | <p>Présidente du Conseil d'Admin. a.i. Directeur Général a.i. Directeur Général Adjoint a.i. Administrateur Administrateur (A pourvoir) Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur</p> | <p>PRICE WATERCOOPERS et BEFAC-MKGA &Associés</p> | <p>Arrêté Min. n° 006/MINPF/MKA/FKI/AKM/2022 du 19/02/2022</p> <p>Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018</p> |
| <p>17. SCPT S.A.</p> | <p>Mr. Claude MATALA MUPASHII Mr. MUSETE LEKAN Didier Mr. Patrick UMBA (suspendu) Mme Christelle MBUYI POLESHA Mr. David KISAKA Mr. Boniface KABASELE</p> | <p>Président du Conseil d'Administration Directeur Général Adm. Directeur Général Adjoint Administrateur Administrateur Administrateur</p> | <p>DA CONSULTING "DACO" et KPMG RDC S.A.</p> | <p>Ord. n°15/017 du 25/03/2015</p> <p>Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018</p> |
| <p>18. SOCOF S.A.</p> | <p>Mr. Achille BONDO Mr. Hubert MAMBA</p> | <p>Président du Cons. d'Administration a.i. Directeur Général a.i.</p> | | |

| | | | | |
|---------------------------|---|---|--|---|
| 19. SONAS S.A. | Mr. KUMABWENYI LWASA Jean-Robert Mr. KABONGO MOBA Clément Désiré Mr. MUSANGU TAMBWE Daniel Mme BAHATI MANENO Francine Mr. MANDJUANDJUA MAYEMBE La Jeunesse Mme MBOMBO KAYOMBO Angel Mr. KASANDA NKASHAMA Matthieu | Président du Conseil d'Administration Directeur Général Directeur Général Adjoint Administrateur Administrateur Administrateur | ECR SARL et Mr. NDANGI NDANGANI | Ord. n°22/236 du 11/11/2022 Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |
| 20. CADECO S.A. | Mr. Jean-Pierre DIKOMA KITENGE Mme Juliette MUGHOLEMBAMBU Mr. Christian LUVUEZO TELA BOYOMA Mr. Moïse NYANGUILA MUKENDI Mr. Henry KABWA YALEYI Mme Jacqueline BELO PINDI Monsieur Rosen MWENZE WAKADILLO Mr. Norbert EHOLO EONI Mr. Jean-Bedel LITANGI MADIKA Mme Annie MABOYA DAMANZO | Président du Conseil d'Administration Directeur Général Directeur Général Adjoint Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur | CFI et DA CONSULTING "DACO" | Ord.n°22/226 du 11/11/2022 Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |
| 21. KARAVIA S.A. | | | | En contrat de concession-gestion axée sur l'exploitation de l'activité |
| 22. CFH S.A. | | | | En contrat de concession axé sur l'exploitation de l'activité |
| 23. CINAT S.A. | Mr. LUHEHO MBETE Mr. SUMBU LONGHOMO Mr. MALIKIDOGO MmeWivine MOLEKA | Président Administrateur-Délégué a.i. Administrateur-Délégué Administrateur Administrateur | ILUNGA KAPANGA et RUKUYENGE KASHUGI WILLY Anselme | Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |
| 24. COMINIÈRE S.A. | Mr. Roger ANDENDE Mr. MWAMBA MISAO Mr. Bernard MIKOBİ MIKOBİ MAYINDA Mr. Ivon MINGASHANGA Mr. MUBANGA LUVUDI MUVUNGA Mr. Elie ASSUMANI BAKARI | Président du Cons. Administration a.i. Directeur Général a.i. Directeur Général Adjoint Administrateur Administrateur Administrateur | ILEO BOTINDO Madeleine et KAPEND TSHIBAL Joseph | Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |

| | | | | |
|-------------------------------|---|---|--|---|
| 25. PARCAGRI S.A. | Mr. Michel NYUNZI MUTAMBALA Mr. Baudoin MBUABANI KOBII Mr. FANUEL KASEREKA KATEMBO | Chargé de Mission Chargé de Mission Adj. (Quest. Tech) Chargé de Mission Adj. (Quest. Ad&Fin) | AFT CONSULTING & Associés | Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |
| 26. MIBA S.A. | Mr. Georges KABEYA TSHIBANGU Mr. Paulin LUKUSA Mr. Blaise KIZA KASENGI Mr. François MADILA | Président du Cons. Adm. a.i. Directeur Général a.i. Directeur Général Adjoint a.i. Administrateur | ACF/KINSHASA et Mr. TUMBA KABALAMBI Jean-Marie | Ord. n°17/039 du 13/07/2017 Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |
| 27. SEPAGRI S.A. | Mr. Augustin NGONGO WA NGONGO Mme Mamie Odile NUMBI ABEJA Mr. Félix KASONGO KAPENDE | Chargé de Mission Chargé de Mission Adj.(Quest. Techn) Chargé de Mission Adj. (Quest. Ad&Fin) | MGI STRONG NKV | Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |
| 28. CONGO AIRWAYS S.A. | Mr. Alphonse SHUNGU MAHUNGU (RVA) Mr. Pascal KASONGO MWEMA Mr. Jean Claude MUBENGA TSHAMALA CNSS OGEFREM SCTP SA FPI | Présidente du Conseil d'Administration a.i. Directeur Général a.i. Directeur Général Adjoint a.i. Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur | ECR SARL et PAY-PAY MULINGU | Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |
| 29. SONAL S.A. | Mr. MULAILA THENGA B. Mme Claude-Solange TSHIBAKA YOWA Mr. Albert TSHIBUABUA KABEYA Mr. Patrice KATAKU SAMBAYI Mr. Adelain EYERMWEN NKIE AKAN | Président du Conseil d'Administration Administrateur - Directeur Général Administrateur Administrateur Administrateur | Mr. KAMPANZU MBEKU Cherif et -A pouvoir (suite au décès de Mr. NZAU NKENGE) | Ord. n°22/143 du 29/08/2022 Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |
| 30. SOFIDE S.A. | Mr. Christophe NKOLOMONYI NDJIBU Mr. Julien MALIKIDOGO | Administrateur Administrateur | INADOF | Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |

2. SITUATION DES MANDATAIRES DE L'ETAT DANS LES SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE AU 31 DECEMBRE 2022

| SOCIETE | % PARTICIPATIONS | NOMS DE MANDATAIRES | QUALITE DE MANDATAIRES | COMMISSAIRE AUX COMPTES | REF. ACTE JURIDIQUE |
|-------------------------|------------------|--|---|--|--|
| 1. PARCAGRI S.A. | 85 | Mr. Michel NYUNZI MUTAMBALA Mr. Baudouin MBUABANI KOBI Mr. FANUEL KASEREKA KATEMBO | Chargé de Mission Chargé de Mission Adj. (Quest. Tech) Chargé de Mission Adj. (Quest.Ad&Fin) | AFT CONSULTING & Associés | Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du30/07/2018 |
| 2. MIBA S.A. | 80 | Mr. Georges KABEYA TSHIBANGU Mr. Paulin LUKUSA Mr. Blaise KIZA KASENGI Mr. François MADILA | Président du Cons. Adm. a.i. Directeur Général a.i. Directeur Général Adjoint a.i. Administrateur | ACF/KINSHASA et Mr. TUMBA KABALAMBI Jean-Marie | Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du30/07/2018 |
| 3. SEPAGRI S.A. | 70 | Mr. Augustin NGONGO WA NGONGO Mme Mamie Odile NUMBI ABEJA Mr. Félix KASONGO KAPENDE | Chargé de Mission Chargé de Mission Adj.(Quest. Techn) Chargé de Mission Adj. (Quest. Ad&Fin) | MGI STRONG NKV | |
| 4. SONAL S.A. | 60 | Mr. MULAILA THENGA B. Mme Claude-Solange TSHIBAKA YOWA Mr. Albert TSHIBUABUA KABEYA Mr. Patrice KATAKU SAMBAYI Mr. Adelain EYERMWEN NKIE AKAN | Président du Conseil d'Administration Administrateur - Directeur Général Administrateur Administrateur Administrateur | Mr. KAMPANZU MBEKU Chérif et -A pourvoir (suite au décès de Mr. NZAU NKENGE) | Ord. n°22/143 du 29/08/2022 Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |

| | | | | | |
|----------------------------------|-------|---|---|---------------------------------|--|
| 5. SOFIDE S.A. | 56,73 | Mr. Christophe NKOLOMONYI NDJIBU Mr. Julien MALIKIDOGO | Administrateur Administrateur | INADOF | |
| 6. SACIM SARL | 50 | Mr. Norbert LUBANDA | Directeur Gérant | QUITUS SARL | Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |
| 7. GHC S.A. (PULLMAN) | 50 | Mr. Taylor LUBANGA MUAMBI Mr. Adam CHALWE MUNKUTU | Président du Conseil d'Administration Administrateur | AFT CONSULTING &Associés | Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |
| 8. SOCIR S.A. | 50 | Mr. Nestor ANKIBA YAR Mr. Philippe MAYELE Mr. VELA BUABUA Mr. Tharcisse Roger MUNKINDJI | Président du Conseil d'Administration Adm. Directeur Général Adjoint Administrateur Administrateur | Mr. MBOYO NKULI | Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |
| 9. MARIKIN S.A. | 50 | Mr. Gabriel KOMBOZI LIMBEYA Mr. Bertin MATUMO WAVO- NDONDO Mr. François-Eddie ILUNGA KABALU | Chargé de Mission Chargé de Mission Adj. (Quest. Techn) Chargé de Mission Adj. (Quest. Ad&Fin) | NZAILU BASINSA Benjamin | Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |
| 10. SUKI | 49 | Mr MAKASA INONE Mr ALIMASI | Administrateur Administrateur | | |
| 11. FINALOG S.A. | 40 | Mr. Lambert LWAMBA LWA NEMBA Mr. Jean-Jacques MAKASA IMONE | Président du Conseil d'Administration Administrateur | KABENGELE M'PIEN LEY Gilbert | Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |

| | | | | | |
|--|----|---|---|--|--|
| 12. TOTAL RDC S.A. | 40 | Mr. Justin KAPUKU Mr. Georges SEMETE | Président du Conseil d'Administration Administrateur-Directeur Général Adjoint | A pourvoir (suite au décès de Mr. NZAU NKENGE) | Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |
| 13 ENGEN RDC S.A. | 40 | Mr. Gentil Baker KABASELE BAKENZA Mme. Marie-Louise MWANGE | Président du Conseil d'Administration Administrateur | MPOP AWUNG | Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |
| 14. CHANIMETAL S.A. | 40 | Mr. Léon BOGOZO NGEDIKO Mme Sylvie KASHWANTALE MUBALAMA Mr. Hervé BIA | Président du Conseil d'Administration Administrateur Administrateur | MBUYAMBA KALOMBAYI | Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |
| 15. MIDEMA S.A. | 40 | Mr. Sylvain NGABU Mr. ALPHONSE NDOFULA MAMPUYA Mm GHISLAINE YAV REMB | Président du Conseil d'Administration Administrateur Administrateur | NDENDA MANI ALDEGONDE | Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |
| 16. LA SUCRIERE S.A. (KWILU-NGONGO) | 40 | Mr. SILULUNDI DIATEZWA Mr. André LOMBO KAMBA Mr. Franck MULAMBA KABEMBA Mr. Eleuthère NKONGO MBUMBA | Président du Conseil d'Administration Directeur Général Adjoint Administrateur Administrateur | ACF/KINSHASA et SM Accounting et Tax SERVICES | Arrêté Min. n° 007/ MINPF/WMM/2018 du 30/07/2018 |
| 17. SOTEXKI S.A. | 40 | Mr. Simon BUKUIY GALATY Mme Jeanne AYOMO ALIFE Mr. (A pourvoir suite au décès de Mr. François ALAUWA LOBELA) | Président du Conseil d'Administration Administrateur Administrateur | | |

| | | | | | |
|--------------------------|-------|--|---|---------------------------------|--|
| 18. DUBAI PORT WORLD RDC | 34 | Mr KAHOZI KABULA Mr LAURENT MICHEL BAUNA Mr LEDARD NSIALA N'KULA Mm CARINE NSAVU NZAU MENA | Président du Conseil d'administration Directeur Général Adjoint Administrateur Administrateur | | |
| 19. TRIOMF RDC S.A. | 30 | Mr. Martin LUKAYA Mr. Daniel LUNZE | Directeur Général Adjoint Administrateur | | |
| 20. SEGUCE RDC S.A. | 30 | Mr. SIMENE WA SIMENE Mr. KALOMBO Mr. Papy FUNDI KIBANDIKO Mr. Daniel KAWATA | PCA Administrateur Administrateur Administrateur | | |
| 21. CIM | 25 | Mr LUGOMA LUMBU ANTHONY | Administrateur | | |
| 22. PHC | 23,83 | Mr. Georges BUSE FALAY Mr. Bienvenu LIYOTA NDJOLI Mr. KUBIHA MUSHIZI | Présidente du Conseil d'Administration. Administrateur Administrateur | PRICEWATERHOUSE COOPERS | |
| 23. SOCOPE | 20 | Mr ODON MUDIAY MITEU Mr JIMMY NGOY SENDWE | Présidente du Conseil d'Administration. Administrateur | | |
| 24. JAPECO S.A. | 20 | Mr. Christian MURHULA BASEME | Administrateur | | |
| 25. SOREPLICO S.A. | 20 | Mr. Mike KABASELE | Administrateur | | |
| 26. SOLICO S.A. | 20 | Mr. Francis KADIMA | Administrateur | | |
| 27. SOMIKIVU | 20 | Mr. Justin KAPUKU Mr. François NZEKUYE Mme Elysée BOMWENGA | Chargé de Mission Chargé de Mission Chargé de Mission | Société en arrêt d'activités | |
| 28. KAMOA COPPER | 20 | Mr. Lambert KANDALA | Administrateur | | |
| 29. EQUITY BCDC | 15,04 | Mme Marceline KAOZI Mr. Désiré YAV MUCHAIL | Administrateur Administrateur | | |
| 30. FOXWHELP SARL | 15 | Mr. BAZIN PEMBE NDJALE Mme ILUNGA AWEZAI MODESTINE | Administrateur Administrateur | | |
| 31. CAPRIKAT SARL | 15 | Mr. Jules MINDO KABENGELE | Administrateur | | |

| | | | | | |
|--------------------------------|------|---|--|---------------------------------|--|
| 32. SOCOREP S.A. | 15 | Mr. Fortunat BISELELE | Administrateur | | |
| 33. IPS CONGO S.A. | 8 | Mr. FELIX LUPULA MATHALO | Administrateur | | |
| 34. BAD | 7,04 | Mr. MATUNGULU ILANKIR | Administrateur | | |
| 35. CILU S.A. | 5 | Mr. Jean-BAPTISTE NSA LOPETE | Administrateur | | |
| 36. INTERLACS | 5 | Mr. ALI BIN OMARI SIMUKINJE | Administrateur | | |
| 37. FRONTIER SA | 5 | Mr. Paulin KATSHONGO | Administrateur | | |
| 38. KGL SOMITURI SPRL | 5 | Mr. Dely NDELE NDELE | Administrateur | | |
| 39. METALKOL S.A. | 5 | Mr. Patrick Thierry André KAKWATA NGUNZA | Administrateur | | |
| 40. SEK S.A. | 5 | Mr. Blanchard LUMU | Administrateur | | |
| 41. AMICONGO S.A. | 0,75 | LMC S.A. Mr. Deo MPAL NYING | Administrateur Administrateur | | |
| 42. SOCMA | | Mr. LUGOMA LUMBU ANTONY | Représentant Permanent | Société en arrêt d'activités | |
| 43. EGC | | Mr. TAKIS KUMBO Jean Dominique Mr. Elisée MUTUNDA KOJI Mr. Bester Hilaire NTAMBWE NGOY KABONGO Mr. MABOLIA YENGA Mr. DOMINIQUE BUSHEBU LUMANA Mr. Justin KAMWANYA KALEMUKA Mr. Luc BADIBANGA MWANZA Mr. Pierrot KITOBO SAMBISAYA | Président du Conseil d'administration (démissionnaire, intérim assuré par DG GECAMINE) * Directeur général Adjoint Directeur Technique Administrateur Administrateur Administrateur (nommé (DG ai OGEFREM) Administrateur Administrateur | | |
| 44. PHELPS DODGE | | Mr. Michael PERO KOMBE | Administrateur | | |
| 45. LEREXCOM PETROLEUM S.A. | | Mr. Jean MUNTUABU L. LUABEYA Mme. TREOR MALENZO KEMBO | Administrateur Administrateur | | |

| | | | | | |
|---|---|---|---|--|--|
| 46. ALPHAMIN BISIE SA | 5 | Mr MUSHENGEZI CLEMENT | Représentant Permanent | | |
| 47. CINAT | | Mr Simon LUHEHO MBETE Mr Julien MALILIDPGO Mm Wivine MOLEKA Mr MAYU MA KASENDE Mr SUMBULONGONDO Mr H Floribert MUPILA DJIKE Mr Lambert DJUNGA | Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur | | |
| 48. ABAGO | | Mr KAMANZI EMMANUEL Mr KATSHOMYA TSONGO ADRIEN Mr BUSHU MULINDA EZECHIEL Mr GASIMBA BALINDA | Président du Conseil d'Administration Chef de division pêche et élevage Nord Kivu de Goma Chef Service vétérinaire Sabago | | |
| 49. COMPAGNIE PASTORALE DU HAUT LOMAMI | | Mr MUNGA LUPEMBA Pie Claude | Président du Conseil d'Administration | | |

PREVISIONS BUDGETAIRES DES ENTREPRISES PUBLIQUES

De 22 entreprises ciblées, 20 ont répondu à l'appelle du Conseil Supérieur du Portefeuille. Il s'agit notamment : REGIDESO SA, SNEL SA, CVM SA, RVA SA, GECAMINES SA, SODIMICO SA, CPMINIÈRE SA, SOKIMO SA, SCMK-Mn SA, SAKIMA SA, SCTP SA, SNCC SA, LMC SA, SCPT SA, CONGO AIRWAYS SA, SONAS SA, SONAHYDROC SA, CADECO SA, SONAL SA et COBIL SA.

Deux entreprises n'ont pas transmis les prévisions budgétaires au CSP, à savoir : MIBA SA et SCFUF SA.

CHIFFRES CLES

- Chiffre d'affaires prévisionnel pour ces entreprises en 2022 : 2.794.191.083 USD
- Valeur ajoutée : 1.293.865.098 USD
- Excédent Brut d'Exploitation : 662.005.958 USD
- Charge du Personnel : 670.743.555 USD
- Résultat Net prévisionnel : 125.120.829 USD
- Effectifs globaux du personnel 48.473
- Investissements : 884.139.285 USD

- Emprunts Extérieurs : 434.861.905 USD
- Autofinancement : 330.400.162 USD
- Ressources Exceptionnelles : 64.088.221 USD
- Subvention de l'Etat : 54.788.997 USD

- Contribution au budget de l'Etat : 449.451.269 USD
 - A charge de l'entreprise : 267.235.303 USD
 - Collectées par les entreprises pour le compte du Trésor : 182.215.966 USD

De l'analyse de ce tableau des agrégats caractéristiques et indicateurs de performance 2022, il se dégage ce qui suit :

- ❖ Le Chiffre d'affaires projeté de 2.794.191.083 USD en 2022 connaîtra un accroissement de 781.549.086 USD, soit + 38,83 % par rapport aux prévisions de 2021 de l'ordre de 2.012.641.997 USD. En comparaison avec les projections de 2020, il s'en suit que le Chiffre d'affaires enregistre une hausse constante au fil des années, respectivement de 3,29% en 2021 et 38,83 % en 2022 ;

- ❖ Il importe de préciser que pour 2022, l'accroissement du Chiffre d'affaires projeté est dû principalement à la société GECAMINES S.A qui compte réaliser un montant de 755.896.780 USD en 2022 contre 365.842.470 USD en 2021, ce qui représente une augmentation de 390.054.310 USD, soit + 106,62 %. Il est à noter que le Chiffre d'affaires projeté par GECAMINES S.A en 2022, représente 27,05 % du Chiffre d'affaires global de l'ensemble des sociétés ;
- ❖ Ensuite, cet accroissement du Chiffre d'affaires est aussi le fruit de l'intégration dans les prévisions budgétaires 2022, des Chiffres d'affaires de deux sociétés dont les données n'étaient pas communiquées en 2021. Il s'agit de SCPT S.A et COBIL S.A pour un montant total de 209.985.718 USD, soit 7,52 % du Chiffre d'affaires global de toutes les Entreprises Publiques sous examen. De ce montant, COBIL S.A interviendra pour 157.069.114 USD et SCPT S.A pour 52.916.604 USD ;
- ❖ En fin, il sied de signaler qu'hormis SOKIMO S.A, CONGO AIRWAYS S.A et SONAL S.A, toutes les autres sociétés vont enregistrer des accroissements de leurs Chiffres d'affaires respectifs. Pour SOKIMO S.A, la baisse de Chiffre d'affaires sera de l'ordre de 15.928.500 USD, passant d'une prévision de 37.910.800 USD en 2021 à 21.982.300 USD en 2022. S'agissant de CONGO AIRWAYS S.A, la baisse projetée sera de 13.432.625 USD, soit une prévision de 96.606.459 USD en 2021 à 83.173.834 USD en 2022. En ce qui concerne SONAL S.A, la seule société d'économie qui va enregistrer une régression du montant de son Chiffre d'affaires de l'ordre de 2.689.291 USD, en passant d'une prévision de 15.909.874 USD en 2021 à 13.220.583 USD en 2022 ;
- ❖ Le Chiffre d'affaires prévisionnel de 2022 d'un montant de 2.794.191.083 USD, représente 75,73 % du total des produits prévus pour cet exercice, soit un montant de 3.689.862.920 USD ;
- ❖ S'agissant de la projection de la richesse à créer par ces entreprises en 2022, le montant prévu se situe à 1.293.865.098 USD contre 1.004.593.811 USD en 2021, soit + 289.271.287 USD, représentant un accroissement de 28,79 % ;
- ❖ Plus de la moitié de cette Valeur Ajoutée de 1.293.865.098 USD sera consommée à hauteur de 670.743.555 USD par les Charges du Personnel, soit 51,84 %. Il s'en dégage que le poids des Charges du Personnel n'est plus à démontrer. Cette situation est consécutive aux avantages des conventions collectives ainsi qu'à une augmentation des effectifs de 3.155 unités à fin 2022, pour se situer à 48.473 agents contre 45.318 agents en 2021. Il sied de signaler que ces effectifs étaient à 43.313 agents en 2020 ;

- ❖ En ce qui concerne la Capacité globale d'autofinancement projetée au 31 décembre 2022, elle sera de 689.301.734 USD contre 118.770.654 USD en 2021. Il est impérieux de signaler que cette augmentation de 570.531.080 USD n'est qu'apparente, dans la mesure où les projections de financements des Investissements de ces Entreprises sur fonds propres ne représentent que 313.230.822 USD, contre un total de besoin d'Investissements de 866.969.945 USD. La différence entre le montant de la Capacité Global d'Autofinancement de 689.301.734 USD et le montant de l'autofinancement de 313.230.822 USD traduit les difficultés de ces Entreprises, particulièrement au niveau de leur trésorerie globale réelle ;
- ❖ L'Excédent Brut d'Exploitation « EBE » prévu en 2022 sera de 662.005.958 USD contre 391.930.112 USD, soit + 270.075.846 USD, ce qui représente +68,91 % ;
- ❖ Quant au résultat net de l'exercice 2022 à dégager par ces Sociétés, il connaîtra une augmentation sensible en 2022, pour se situer à + 125.120.829 USD contre - 84.921.313 USD en 2021, alors que sa projection pour 2020 était de – 138.716.439 USD. Donc pour ces trois exercices, le résultat net prévisionnel va s'améliorer à chaque exercice.

RESULTATS NETS PREVISIONNELS A FIN 2022.

Après consolidation des résultats nets de la période, la ventilation par secteur se présente par ordre décroissant comme suit :

| SECTEURS | RESULTATS |
|--|------------------------|
| 1. Production Min., Agri. & Industrielle | 106 162 251 USD |
| 2. Transports et Voies de Communication | 27 710 662 USD |
| 3. Services | 10 735 414 USD |
| 4. Infrastructures de base | -19 487 498 USD |
| TOTAL | 125 120 829 USD |

Il s'agit de : SNEL SA, RVA SA, GECAMINES SA, SOKIMO SA, SCMK-Mn SA, SAKIMASA, SCTP SA, SNCC S.A, SCPT S.A, LMC SA, CONGO AIRWAYS SA, SONAL SA, CADECO SA, COBIL S.A, et SONAHYDROC SA.

Les Cinq (05) autres projettent un résultat négatif. Il s'agit de : REGIDESO SA, CVM SA, SODIMICO SA, COMINIÈRE SA, SNCC SA et SONAS SA.

Plusieurs raisons expliquent le faible résultat de ces sociétés commerciales. C'est entre autres :

- a. Le caractère social imposé à certaines entreprises notamment à travers des tarifs administrés et/ou préférentiels ;
- b. L'importance des dotations aux amortissements qui annulent pratiquement le résultat d'exploitation, consécutive à la vétusté des outils de production et autres équipements ;
- c. Le déficit récurrent d'exploitation qui a conduit certaines entreprises à la prudence à travers la constitution d'importantes provisions pour pertes et charges ;
- d. Le niveau élevé des charges du personnel liées à des effectifs pléthoriques dans lesquels on retrouve beaucoup d'agents et cadres inactifs, qui ne participent plus à l'effort de production de ces entreprises ;
- e. La baisse du niveau d'activités de la plupart de ces sociétés commerciales du Portefeuille qui ne cadre plus avec le niveau important des charges incompressibles liées au fonctionnement des organes statutaires et aux avantages des mandataires.

BUDGET D'INVESTISSEMENTS 2022

Les investissements prévus pour l'exercice 2022, s'élèvent en emplois et ressources à 866 969 945 USD, dont la répartition par secteur se présente comme suit :

| SECTEURS | COUTS (en USD) | % |
|---|-----------------------|------------|
| 1. Infrastructure de Base | 520 000 681 | 58,81 |
| 2. Production Minière, Agricole et Industrielle | 162 915 681 | 18,43 |
| 3. Transports & voies de Communication | 143 788 313 | 16,26 |
| 4. Services | 57 434 610 | 6,30 |
| TOTAL | 884 139 285 | 100 |

- ❖ Les Investissements prévus en 2022 connaîtront une baisse de 341.974.474 USD, passant de 1.208.944.419 USD à 884.139.285 USD. Ce qui est inquiétant pour ces Entreprises dont l'outil de production nécessite des gros investissements de renouvellement, de modernisation et/ou de réhabilitation ;

| Sources de financement | Montants | % |
|-------------------------------|------------------------|-------------|
| Emprunts extérieurs | 434 861 905 USD | 49,18% |
| Autofinancement | 330 400 162 USD | 37,37% |
| Ressources exceptionnelles | 64 088 221 USD | 7,25% |
| Subvention de l'Etat | 54 788 997 USD | 6,20% |
| Total | 884 139 285 USD | 100% |

Les emprunts extérieurs constituent la source la plus importante du financement des investissements de ces 20 Entreprises Publiques en 2022. Ils représentent 49,18 % de tous les moyens de financement des investissements, suivi de l'Autofinancement 37,37%, des Ressources Exceptionnelles 7,25% et de Subvention de l'Etat 6,20%.

La capacité d'autofinancement Global de ces Entreprises Publiques ne leur permet pas de réaliser leur programme d'investissements en ressources propres. Ainsi, faute de moyens financiers conséquents pour acquérir, réhabiliter et/ou moderniser l'outil de production, ces sociétés sont dépendantes de principaux bailleurs de fonds extérieurs.

Il est donc important de relever que la mobilisation des financements extérieurs et de la subvention du Gouvernement reste déterminante pour la réalisation des programmes d'investissements.

Pour l'exercice 2022, le Gouvernement prévoit financer les entreprises publiques à la hauteur de 54 788 997 USD à titre de diverses subventions réparties comme suit : REGIDESO SA, 5 935 450 USD, SCTP SA 842 511 USD, SNCC SA 38 239 095 USD, CONGO AIRWAYS SA 4.000 000 USD, SONAS SA 5 000 000 USD, CADECO SA 771 941 USD.

Le constat de la lourdeur dans le décaissement des fonds prévus par le Gouvernement pour financer les investissements de ces Entreprises Publiques continue d'inquiéter, car la non réalisation des crédits alloués aux entreprises au titre de subvention est un sérieux handicap pour la réalisation de leurs programmes d'investissements.

Concernant les actions à mettre en œuvre pour assurer la résilience de ces Entreprises, il est constaté que celle-ci ne développent pas suffisamment des stratégies pour y arriver. C'est notamment dans le secteur minier où certaines sociétés n'arrivent pas à faire des prospections nécessaires pouvant leur permettre d'exploiter certains minerais dont elles disposent l'existence de certains indices depuis des années.

Par ailleurs, il convient de rappeler les conséquences néfastes de l'action de l'Etat sur les activités des Entreprises Publiques, dont il est à la fois Actionnaire, Client et Puissance Publique, dès lors qu'il ne respecte pas les engagements et obligations qui lui incombent par rapport à son statut particulier, Il y a un risque budgétaire important du fait que certaines entreprises publiques n'arriveront pas à investir

RAPPORT GENERAL DE L'EXECUTION DU BUDGET 2022

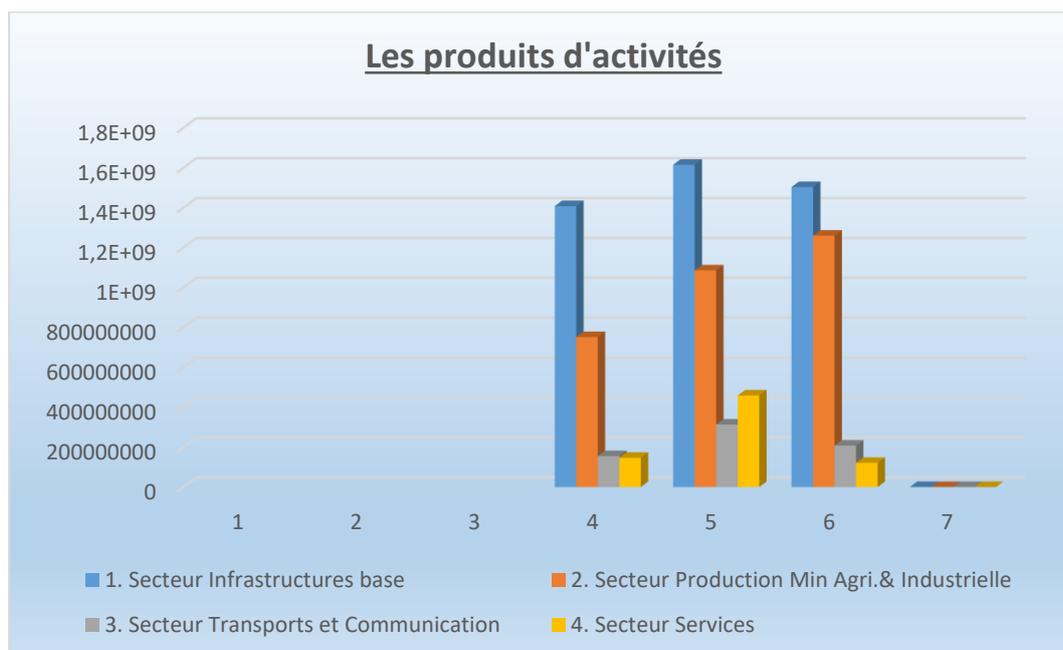
PRODUITS

Le total général des produits réalisé en 2022 par l'ensemble des sociétés commerciales est de 3 092 283 333 USD contre une prévision de 3 473 652 418 USD, soit un taux de réalisation de 89% et un taux de croissance de 26% par rapport à la réalisation de l'exercice 2021

Cette réalisation est répartie comme suit :

| | |
|-------------------|---------------------|
| 1. GECAMINES SA | : 1 229 292 780 USD |
| 2. SNEL SA | : 1 147 140 676 USD |
| 3. REGIDESO SA | : 220 360 282 USD |
| 4. RVA SA | : 102 639 500 USD |
| 5. SNCC SA | : 90 005 251 USD |
| 6. SCTP SA | : 79 792 654 USD |
| 7. SONAS SA | : 58 528 624 USD |
| 8. LMC SA | : 37 664 812 USD |
| 9. CVM SA | : 33 433 434 USD |
| 10. SONAL SA | : 33 401 490 USD |
| 11. SONAHYDROC SA | : 20 597 523 USD |
| 12. SOKIMO SA | : 11 212 665 USD |
| 13. COMMINIÈRE SA | : 8 650 132 USD |
| 14. CADECO SA | : 8 538 611 USD |
| 15. SODIMICO SA | : 7 427 027 USD |
| 16. SAKIMA SA | : 3 597 872 USD |

Graphique 1



Par secteur d'activités, il y a lieu de noter ce qui suit :

1. Secteur Infrastructures de base : 1 503 573 892 USD, soit 49% de taux de réalisation et un taux de croissance de 7% par rapport à 2021 ;
2. Secteur Production Minière, Agricole et Industrielle : 1 260 180 476 USD, soit 41% de taux de réalisation et 68% de taux de croissance par rapport à la réalisation de 2021;
3. Secteur Transport et Voies de communication : 207 462 717 USD, soit 7% de taux de réalisation et 34% de taux de croissance par rapport à la réalisation de 2021;
4. Secteur Services : 121 066 248 USD, soit 4% de taux de réalisation et 17% de taux de croissance par rapport à la réalisation de 2021.

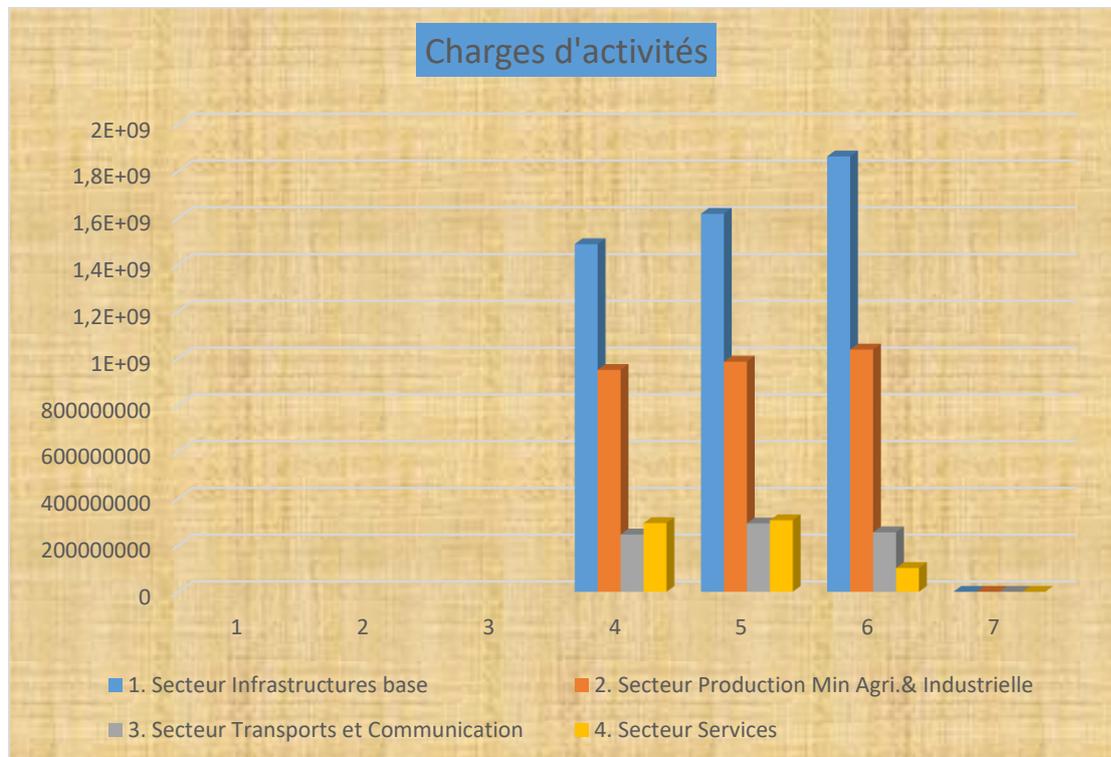
Les produits ont été influencés par la difficulté de l'exploitation par ces entreprises qui, depuis plusieurs décennies n'ont pas pu renouveler leurs outils de production réduisant ainsi la capacité de production et leur rendement.

CHARGES

Les charges réalisées en 2022 par l'ensemble des sociétés commerciales est de 3 253 294 162 USD contre une prévision de 3 198 581 660 USD, soit un taux de réalisation de 102%. Comparativement à l'exercice 2021, il se dégage une augmentation de charge de 9%.

| | | |
|-------------------|---|-------------------|
| 1. SNEL SA | : | 1 513 731 198 USD |
| 2. GECAMINES SA | : | 977 667 800 USD |
| 3. REGIDESO SA | : | 227 527 777 USD |
| 4. SNCC SA | : | 138 774 366 USD |
| 5. RVA SA | : | 90 734 050 USD |
| 6. SCTP SA | : | 85 442 472 USD |
| 7. SONAS SA | : | 58 298 444 USD |
| 8. LMC SA | : | 30 043 599 USD |
| 9. CVM SA | : | 29 789 323 USD |
| 10. SONAHYDROC SA | : | 22 770 810 USD |
| 11. SOKIMO SA | : | 20 775 466 USD |
| 12. COMMINIÈRE SA | : | 19 069 330 USD |
| 13. SODIMICO SA | : | 10 861 414 USD |
| 14. SONAL SA | : | 10 733 217 USD |
| 15. CADECO SA | : | 9 807 947 USD |
| 16. SAKIMA SA | : | 7 266 949 USD |

Graphique 2



Par secteur d'activités, il y a lieu de noter ce qui suit :

1. Secteur Infrastructures de base 1 861 782 348 USD, soit 57% de taux de réalisation et un taux d'augmentation des charges de 25% par rapport à la réalisation de 2021 ;
2. Secteur Production Minière, Agricole et Industrielle 1 035 640 959 USD, soit 32% de taux de réalisation et 9% de taux d'augmentation des charges par rapport à la réalisation de 2021 ;
3. Secteur Transport et Voies de communication : 254 260 437 USD, soit 4% de taux de réalisation et 34% de taux d'augmentation des charges par rapport à la réalisation de 2021 ;
4. Secteur Services : 101 610 418 USD, soit 3% de taux de réalisation et 65% de taux d'augmentation des charges par rapport à la réalisation de 2021.

Les charges réalisées par l'ensemble de sociétés commerciales du Portefeuille de l'Etat sont plus liées aux charges du personnel, aux dotations aux amortissements.

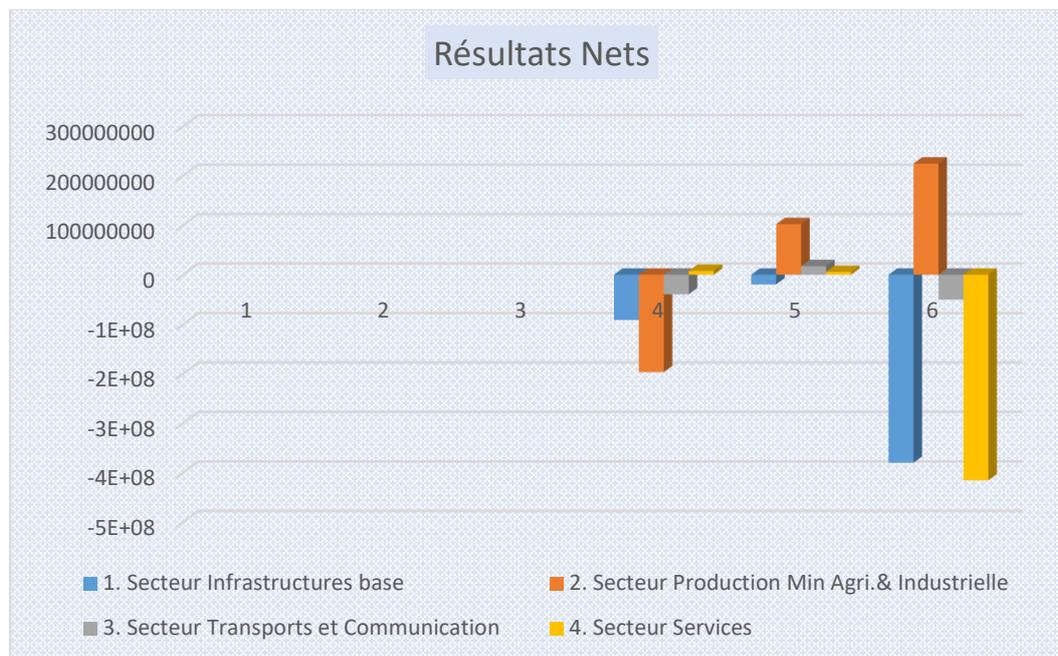
RESULTATS NETS DE LA PERIODE

Les résultats nets réalisés en 2022 par l'ensemble des sociétés commerciales sont négatifs de 621 784 054 USD contre une prévision de 105 571 051 USD, soit un taux de réalisation négatif de 589%, dégageant une perte de 94% par rapport à la réalisation de 2021.

Cette réalisation est répartie comme suit :

| | |
|-------------------|---------------------|
| 1. GECAMINES SA | : 251 624 980 USD |
| 2. LMC SA | : 4 953 788 USD |
| 3. RVA SA | : 4 359 690 USD |
| 4. CVM SA | : 2 550 878 USD |
| 5. SONAS SA | : - 348 864 USD |
| 6. CADECO SA | : - 1 269 335 USD |
| 7. SONAHYDROC SA | : - 2 173 292 USD |
| 8. SODIMICO SA | : - 3 502 445 USD |
| 9. SAKIMA SA | : - 3 669 077 USD |
| 10. SCTP SA | : - 6 447 745 USD |
| 11. SOKIMO SA | : - 9 562 801 USD |
| 12. COMMINIÈRE SA | : - 10 326 536 USD |
| 13. REGIDESO SA | : - 12 095 795 USD |
| 14. SNCC SA | : - 48 769 115 USD |
| 15. SNEL SA | : - 375 110 160 USD |
| 16. SONAL SA | : - 411 998 225 USD |

Graphique 3



Par secteur d'activités, il y a lieu de noter ce qui suit :

1. Secteur Infrastructures de base : - un résultat négatif de 380 295 387 USD, soit 61% de taux de réalisation et une perte de 316% par rapport à la réalisation 2021 ;
2. Secteur Production Minière, Agricole et Industrielle : un résultat positif de 224 564 121 USD, soit 36% de taux de réalisation et 214% de taux de croissance par rapport à la réalisation de 2021 ;
3. Secteur Transport et Voies de communication : un résultat négatif de 50 263 072 USD, soit 8% de taux de réalisation et 27% de perte par rapport à la réalisation 2021 ;
4. Secteur Services : un résultat négatif de 415 789 716 USD, soit 67% de taux de réalisation et un taux de décroissance de 5 583% par rapport à la réalisation de 2021.

A la lumière des données ci-dessus, il sied de constater que seulement quatre entreprises sur un total de seize présentent des résultats nets positifs. Il s'agit de GECAMINES SA, LMC SA, RVA SA et CVM SA.

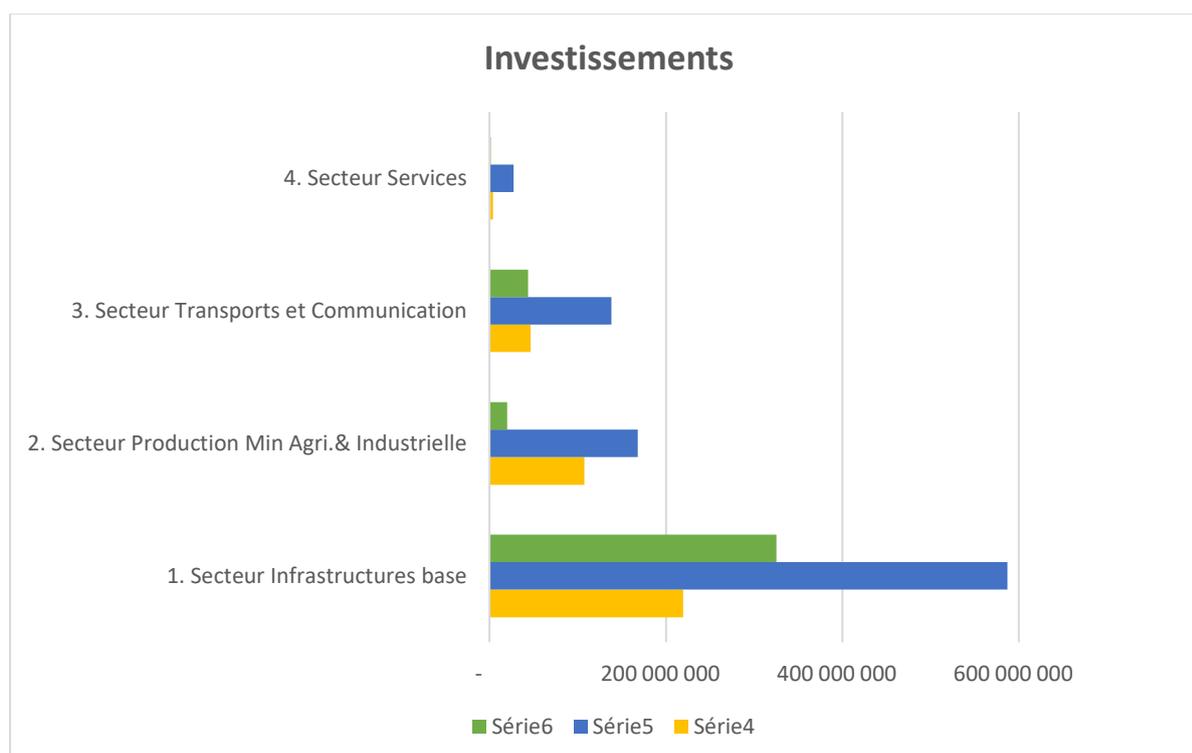
LES INVESTISSEMENTS

Les investissements réalisés par l'ensemble des Sociétés Commerciales du Portefeuille en 2022 représentent un montant global de 390 566 750 USD contre une prévision de 920 452 298 USD, soit un taux de réalisation de 42%. Comparativement à l'exercice 2021, il se dégage un taux de croissance de 4%.

Cette réalisation est répartie comme suit :

| | |
|-------------------|-------------------|
| 1. SNEL SA | : 227 549 980 USD |
| 2. REGIDESO SA | : 54 078 173 USD |
| 3. SNCC SA | : 40 687 437 USD |
| 4. RVA SA | : 43 154 016 USD |
| 5. GECAMINES SA | : 17 807 690 USD |
| 6. LMC SA | : 2 441 165 USD |
| 7. SOKIMO SA | : 1 221 954 USD |
| 8. SONAS SA | : 787 228 USD |
| 9. COMMINIÈRE SA | : 710 000 USD |
| 10. SCTP SA | : 600 280 USD |
| 11. CVM SA | : 559 560 USD |
| 12. SONAL SA | : 500 583 USD |
| 13. CADECO SA | : 257 663 USD |
| 14. SAKIMA SA | : 170 231 USD |
| 15. SONAHYDROC SA | : 34 886 USD |
| 16. SODIMICO SA | : 5 904 USD |

Graphique 4



Par secteur d'activités, la situation se présente comme suit:

1. Secteur Infrastructures de base : - un résultat négatif de 325 341 729 USD, soit 55% de taux de réalisation et un taux de croissance de 48% par rapport à 2021 ;
2. Secteur Production Minière, Agricole et Industrielle : 19 915 779 USD, soit 12% de taux de réalisation et une décroissance de 81% par rapport à la réalisation de 2021;
3. Secteur Transport et Voies de communication : 43 728 882 USD, soit 32% de taux de réalisation et 34% et une décroissance de 6% par rapport à la réalisation de 2021;
4. Secteur Services : 1 580 360 USD, soit 4% de taux de réalisation et une décroissance de 59% par rapport à la réalisation de 2021.

Les investissements ont été faiblement réalisés dans l'ensemble, la quasi-totalité des entreprises n'ont pas atteint 50% de réalisation de leurs prévisions budgétaires, sauf SNEL SA (64%), SONAL SA (63) et REGISED SA (61%).

Cependant, il est important de noter que le montant total de réalisation est relativement influencé par SNEL SA, qui, à elle seule a réalisé 227 549 980 USD sur un total de 390 566 750 USD, soit 58%, suivi de REGIDESO SA 54 078 173 USD, soit 13,8% ; RVA SA 43 154 016 USD, soit 11% ; SNCC SA 40 687 437 USD, soit 10,4%.

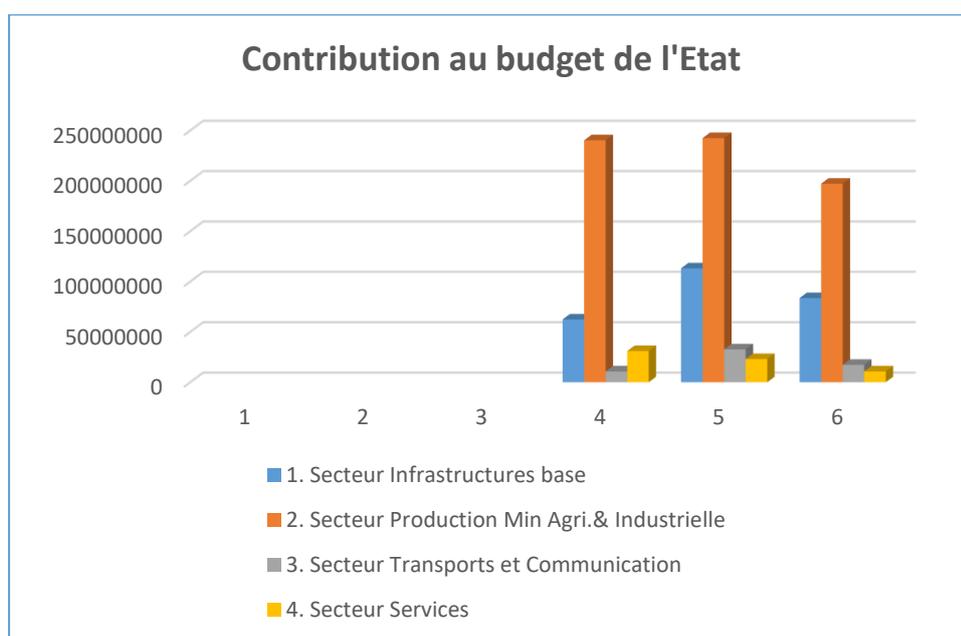
CONTRIBUTION

La contribution globale des Sociétés Commerciale au budget de l'Etat est de 308 706 822 USD contre la prévision de 411 170 230 USD, soit 75% de taux de réalisation et 10% de taux de croissance par rapport à la réalisation de 2021.

1. GECAMINES SA : 191 866 000 USD
2. SNEL SA : 73 008 022 USD
3. REGIDESO SA : 1 176 461 USD
4. RVA SA : 7 233 932 USD
5. SNCC SA : 6 897 067 USD
6. SCTP SA : 6 909 255 USD
7. SONAS SA : 7 865 532 USD
8. LMC SA : 3 451 517 USD

- 9. CVM SA : 2 138 184 USD
- 10. SONAL SA : 2 451 152 USD
- 11. SONAHYDROC SA : 397 943 USD
- 12. SOKIMO SA : 1 535 204 USD
- 13. COMMINIÈRE SA : 3 370 703 USD
- 14. CADECO SA : 34 303 USD
- 15. SODIMICO SA : 181 639 USD
- 16. SAKIMA SA : 189 308 USD

Graphique 5



Par secteur d'activités, il y a lieu de noter ce qui suit :

- 1. Secteur Infrastructures de base : 83 556 599 USD, soit 74% de taux de réalisation et un taux de croissance de 34% par rapport à la réalisation de 2021 ;
- 2. Secteur Production Minière, Agricole et Industrielle : 197 143 454 USD, soit 81% de taux de réalisation et 18% de décroissance par rapport à la réalisation de 2021;
- 3. Secteur Transport et Voies de communication : 17 257 839 USD, soit 53% de taux de réalisation et 61% de taux de croissance par rapport à la réalisation de 2021;

4. Secteur Services : 10 748 930 USD, soit 47% de taux de réalisation et 65% de taux de décroissance par rapport à la réalisation de 2021.

Notons cependant que GECAMINES SA a apporté la plus grande contribution au financement du budget de l'Etat à la hauteur de 191 866 600 USD, suivi de SNEL SA 73 008 022 USD.

ACTIVITE DU DEPARTEMENT CONSEIL EN GESTION

Elément du rapport état actionnaire sur l'encadrement de la gestion des Entreprises Publiques

Dans le souci d'améliorer la gouvernance des Entreprises publiques, Le Conseil Supérieur du Portefeuille au travers certains des outils de gestion, organise des activités de validation et d'évaluation des activités des Entreprises en autre ; la validation des prévisions budgétaires, de l'Audit interne, etc. ...

Par rapport à l'activité d'Audit interne, cet encadrement a pour objectif

- a. D'aider à l'amélioration de la Gouvernance des Entreprises publiques à travers le triptyque Gagnant gestion-Risque-Qualité ;
- b. D'affermir le contrôle interne dans les Entreprises publiques, ce qui implique :
 - Respect des lois, Règlements, Contrats
 - Protection du patrimoine : Les actifs, le personnel et l'image de l'Entreprise
 - Fiabilité et Intégrité de l'information Financière et Opérationnelle diffusée par l'Entreprise
 - Efficacité et Efficience des opérations de l'Entreprise
- c. De promouvoir la formation professionnelle des Auditeurs Internes des Entreprises publiques aux standards internationaux de la profession.

Elle concerne la validation du planning d'audit interne ainsi que l'évaluation du résultat escompté en session convoquée par le Conseil Supérieur du Portefeuille dont les travaux se réalisent en commission mixte CSP-Entreprises.

Ces travaux ont pour finalité d'une part de doter chaque entreprise d'un programme d'actions d'Audit interne cohérent et réaliste, établi dans le respect des normes et des règles en la matière et qui constitue un cadre de référence de travail pour la structure d'Audit interne et d'autre part, de s'assurer du bon fonctionnement de ladite structure qui est censée garantir la sauvegarde du patrimoine de l'Entreprise et aussi accompagner la Direction Générale dans la gouvernance de la société.

Résultat en 2022

Tableau synthèse des programmes d'actions d'Audit interne des Entreprises publiques, exercice 2022. (Prévisions et réalisation)

Ce tableau renseigne sur les actions programmées à exécuter en termes d'interventions ainsi que leur niveau d'exécution tant physique que financière.

1.1.1. Constats

Entreprises conviées aux travaux (23 Entreprises)

- GECAMINES AS
- MIBA SA
- SOKIMO SA
- SAKIMA SA
- SNEL SA
- REGIDESO SA
- COBIL SA
- SNCC SA
- ONATRA SA (Ex SCTP SA)
- SONAHYDROC SA
- SCMK - Mn SA
- COMINIÈRE
- RVA SA
- CVM SA
- LMC SA
- CONGO AIRWAYS SA
- SCPT SA
- SONAS SA
- CADECO SA
- SONAL SA
- SODIMICO SA
- SOCOF SA
- SCFUF SA

Cette activité a été effective pour les 17 Entreprises publiques ci-après :

- GECAMINES AS
- MIBA SA
- SOKIMO SA
- SAKIMA SA
- SNEL SA
- REGIDESO SA
- COBIL SA
- SNCC SA
- ONATRA SA (Ex SCTP SA)
- RVA SA
- CVM SA
- LMC SA
- CONGO AIRWAYS SA
- SCPT SA
- SONAS SA
- CADECO SA
- SONAL SA

Les 6 Entreprises absentes aux travaux d'harmonisation des programmes d'actions de l'Audit Interne 2022 sont :

- SONAHYDROC SA
- SODIMICO SA
- SCMK-Mn SA
- SCFUF SA
- COMINIÈRE SA
- SOCOF SA

Pour ces dernières, des lettres de rappel au respect des dispositions du Règlement d'Audit Interne des Entreprises Publiques leur ont été adressées.

Ci-dessous, le tableau synthèse des programmes d'actions d'Audit interne des Entreprises publiques, exercice 2022. (Prévisions et réalisations).

Ce tableau renseigne sur les actions programmées à exécuter en termes d'interventions ainsi que leur niveau d'exécution tant physique que financière.

Résultat en termes physique et budgétaire en 2022

| N° | ENTREPRISES | ACTIONS | | | | BUDGETS (En USD) | | | COMMENTAIRES |
|--|------------------|---------|---------------------------|-----------|--------|---------------------|----------|------|--|
| | | Prévues | En termes d'interventions | | | Prévus | Réalisés | Taux | |
| | | | Prévues | Réalisées | Taux | | | | |
| A. Entreprises performantes en 2022 | | | | | | | | | |
| ❖ De 70 % à 100 % : très performantes | | | | | | | | | |
| 1 | GECAMINES SA | 37 | 37 | 35 | 94,6 % | 2 003 094 | 861 106 | 43 % | L'exécution des programmes d'actions d'Audit interne 2022 a été performante dans ces Entreprises qui ont bénéficié du soutien sans faille de leur Direction Générale et d'autre ont même réalisé des économies par rapport aux budgets prévus du fait de l'exécution cumulée de certaines actions prévues en plusieurs interventions dans un même sites notamment : Gécamines Sa, SNCC Sa, CVM Sa et Sonal SA. GCM SA, COBIL SA, CVM SA, SONAS SA, MIBA, CONGO AIRWAYS SA et SNCC SA ont assuré la formation des leurs Auditeurs Internes. |
| 2 | CVM SA | 14 | 42 | 39 | 92,8 % | 115 441 | 97 531 | 84 % | |
| 3 | SAKIMA SA | 16 | 59 | 53 | 89,8 % | 8 830 | 6 341 | 72 % | |
| 4 | SONAL SA | 21 | 30 | 24 | 80,0 % | 31 845 | 8 760 | 27 % | |
| 5 | COBIL SA | 23 | 23 | 18 | 78,2 % | 98 200 | 96 110 | 92 % | |
| 6 | SNCC SA | 32 | 44 | 32 | 72,7 % | 80 666 | 41 452 | 51 % | |
| 7 | SOKIMO SA | 18 | 18 | 13 | 72,2 % | 10 200 | 00 | 00 % | |
| 8 | MIBA SA | 25 | 42 | 30 | 71,4 % | 18 880 | 6 500 | 34 % | |
| ❖ De 55 % à 69 % : (satisfaction) | | | | | | | | | |
| 9 | REGIDESO SA | 30 | 96 | 67 | 69,8 % | 243 941 | 98 786 | 40 % | La majorité des actions (missions) d'Audit interne était financées par l'Agence de Coopération Internationale pour le Développement. «GIZ» |
| 10 | ONATRA SA | 43 | 43 | 30 | 69,8 % | 400 000 | 244 962 | 61 % | - |
| 11 | CADECO SA | 29 | 29 | 17 | 58,6 % | 103 866 | - | - | - |
| A. Entreprises moins performantes | | | | | | | | | |
| ❖ De 30 % à 49% (Contre performantes) | | | | | | | | | |
| 12 | SONAS SA | 33 | 33 | 16 | 48,5 % | 188 380 | 147 560 | 78 % | ○ Faible (de 40 à 49 %) niveau d'exécution des programmes d'audit 2022. LMC SA et SONAS SA ont plus réalisé les actions occasionnant des débours de fonds (Missions à l'intérieur du pays) |
| 13 | LMC SA | 21 | 21 | 10 | 47,6 % | 100 460 | 81 060 | 81 % | |
| 14 | CONGO AIRWAYS SA | 16 | 44 | 20 | 45,5 % | - | - | BI | ○ Très faible (de 30 à 39 %) niveau d'exécution des programmes d'actions d'Audit interne. Cette contreperformance est en partie due à l'insuffisance de moyen décaissé en faveur de la structure d'audit interne pour couvrir son programme d'actions. |
| 15 | SNEL SA | 43 | 120 | 30 | 39,5 % | 832 617 | 28 045 | 38 % | |
| 16 | SCPT SA | 05 | 27 | 09 | 33,3 % | - | - | BI | |
| 17 | RVA SA | 11 | 20 | 06 | 33,0 % | 149 150 | 48 368 | 32 % | |
| B. Non-participation aux travaux. | | | | | | | | | |
| ❖ Entreprise avec Structure d'audit interne Sans programme d'actions validé. (harmonisé et adopté) | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | |
|---|---------------|----|--|--|-------|--|--|--|--|
| | | | | | | | | | |
| 18 | SODIMICO SA | | | | ABS | | | | Par manque d'un planning, l'Audit interne n'a pas fonctionné comme il se doit en 2022. Donc il n'a pas joué son rôle d'œil et d'oreille de la Direction Générale ni celui de l'appui à la bonne gouvernance de la Société. |
| 19 | SONAHYDROC SA | | | | ABS | | | | |
| | | | | | | | | | |
| ❖ Entreprises sans structure d'audit interne (ESSAI) | | | | | | | | | |
| 20 | SCFUF SA | | | | ESSAI | | | | La structure d'audit interne a existé par le passé, devenue non opérationnelle avec le temps suite à la baisse accrue de l'activité. (Manque d'outils d'exploitation). Structure à réinstaller. |
| 21 | SCMK-Mn SA | | | | ESSAI | | | | |
| 22 | SOCOF SA | -- | | | ESSAI | | | | Ces Entreprises sont dans la phase d'implantation de leur structure d'audit interne. |
| 23 | COMINIÈRE | | | | ESSAI | | | | |

Indication : l'appréciation porte sur l'exécution physique des actions programmées.
Le taux d'exécution est le rapport entre les interventions prévues et celles réalisées.

Légendes : BI = Budget intégré au budget global de l'Entreprise.

ESAI = Entreprise avec structure d'audit interne mais absente aux travaux de validation des programmes d'audit interne 2022.

ESSAI = Entreprise sans structure d'Audit interne

Entreprise performante

Entreprise moins performante.

Non-participation aux travaux de validation. (ESAI)

Non-participation aux travaux de validation. (ESSAI)

Les faibles performances enregistrées pour la plupart d'Entreprises sont dues à :

- L'insuffisance des Auditeurs Interne surtout pour Les entreprises à forte expansion géographique ;
- L'absence des formations adéquates des Auditeurs internes ;
- La caducité ou non adaptation de certains textes, outils et ou instruments d'usage au bon fonctionnement de l'Audit interne à savoir les procédures de gestion, la cartographie des risques, la charte de l'audit interne etc. par rapport à l'évolution et transformation des textes légaux qui les régissent ;
- Le non informatisation de la fonction audit interne ;
- L'insuffisance des moyens dotés pour la réalisation des actions programmées de l'Audit interne ;

S'agissant du financement des actions programmées, les faibles taux d'exécution enregistrés par les Entreprises publiques résultent en partie :

Pour celles performantes par rapport à la réalisation physique des actions en 2022 :

- De l'exécution cumulée des certaines actions prévues en plusieurs interventions ;
- De la priorisation des actions programmées à réaliser aux sièges des Entreprises, ne nécessitant pas parfois des débours des fonds ;
- Du financement de certaines missions d'Audit interne par un organisme international, cas REGIDESO SA avec un financement de l'Organisme **GIZ**.

Pour d'autres :

- la précarité de la trésorerie pour les Entreprises en baisse d'activité telle que MIBA SA et CONGO AIRWAYS SA (Manque de l'outil d'exploitation en propre).
- le manque ou faible soutien financier de la Direction Générale à leur structure d'Audit Interne ;
- le faible niveau de décaissement de fonds pour l'activité d'Audit interne ne permettant pas à cette dernière de bien fonctionner.(Réaliser son programme d'actions).

2. LE CONTROLE DE GESTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES EN 2022.

Conformément au Décret n°13/036 du 03 septembre 2013 de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, portant création du Conseil Supérieur du Portefeuille qui fixe les missions assignées à ce Service public notamment dans son article 4 au point 3 qui stipule : « Exécuter, à la diligence du Ministre, des missions ponctuelles ou spéciales de suivi, de contrôle et d'évaluation des entreprises du Portefeuille à participation majoritaire de l'Etat et proposer, les cas échéant, les mesures correctives indispensables à leur redressement, et susceptibles d'améliorer leur gouvernance, leur performance économique et financière et leur compétitivité »,

Cette activité de contrôle n'a pas eu lieu en 2022 à cause des missions permanentes d'audit de l'Inspection Générale des Finances dans les Entreprises publiques.

CHAPITRE VI : ETAT DE LIEU DES LIQUIDATIONS DES ENTREPRISES DU PORTEFEUILLE

Le présent Chapitre présente la situation actualisée des liquidations des entreprises du Portefeuille ainsi que les actions qu'entend mener le Ministère du Portefeuille pour la clôture desdites liquidations.

En effet, il fonctionne au sein du Conseil Supérieur du Portefeuille depuis juin 1991, une structure chargée du suivi des opérations des liquidations des Entreprises du Portefeuille de l'Etat et des litiges nés des mesures de la privatisation des unités de production de l'Etat, non rentables, prises en 1981, par l'ex Comité Central du MPR, Parti-Etat.

Toutefois, au fil du temps, il s'est avéré que les activités de ladite structure se sont réduites suite à la prise en charge par le COPIREP du volet désengagement de l'Etat (privatisation).

A ce jour, le Conseil Supérieur du Portefeuille assure le suivi de quelques Entreprises en liquidation et s'attèle au règlement des litiges issus de ce processus et des mesures des privatisations. Le Conseil Supérieur du Portefeuille veille également sur le déroulement des activités de la Commission Interministérielle de Clôture des Liquidations mise en place par Décret n° 14/031 du 19/11/2014 du Premier Ministre. Ce Décret clôture les liquidations de certaines entreprises et charge la Commission ad hoc d'assurer les opérations résiduelles des liquidations placées sous sa gestion.

Le présent Chapitre porte sur les opérations des liquidations en cours ainsi que des actions post-liquidations de sorte que votre Autorité soit pleinement informée de leur évolution.

Section 1^{ère} : Les liquidations en cours

Le Conseil Supérieur du Portefeuille assure l'encadrement et le suivi des opérations des liquidations en cours en vue de leur clôture efficiente et définitive.

Il s'agit des Entreprises suivantes : PALMECO, AGRIFOR, Complexe Sucrier de Lotokila SOMICO SARL, LAC SARL, SOMINKI SARL, STUC et CITY-TRAIN.

1. PALMECO

1.1. Présentation

La PALMECO est une palmeraie, située à GOSUMA à 215 km de la ville GEMENA, dans la Province de Sud UBANGI. Elle fut dissoute et mise en liquidation par Décret n° 09/13 du 24 avril 2009.

Le Liquidateur continue à chercher, un preneur pour cette entreprise, après des concertations infructueuses avec deux candidats - acquéreurs respectivement en 2014 et en 2018, Le Gouvernement Provincial du Sud UBANGI, avait également manifesté le désir d'acquérir le Patrimoine de cette Entreprise en liquidation. Mais à ce jour, cette entreprise demeure invendue.

1.2. Situation Synthèse de la PALMECO

- Dimension de la concession : 10.000 ha
- Valeur présumée : 3.500.000 USD
- Dettes à payer : 3.300.000 USD

Il sied d'encourager le Comité de Liquidation de PALMECO dans la poursuite de la recherche d'un preneur, notamment en relançant la Province du Sud – Ubangi.

2. Compagnie Agricole et Forestière de Mayumbe (AGRIFOR)

2.1. Présentation

La Compagnie Agricole et Forestière de Mayumbe fut une entreprise mixte dont le capital était reparti à concurrence de 56% pour un privé de nationalité danoise, 40% à l'Etat congolais et 4% d'actions minoritaires pour les privés congolais.

Elle fut dissoute par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 mai 2011.

Les actifs de cette entreprise sont situés dans les Provinces de la MONGALA, à LISALA et dans le Sud UBANGI, à Libenge ainsi que dans le Kongo Central.

Le site de la Province du Kongo Central a été déjà vendu. Le produit de la vente, soit USD 2.600.000 a permis de désintéresser les créanciers du Kongo Central.

Le site de Libenge a été convoité par le Gouvernement de la Province du Sud UBANGI. La concession de LISALA n'est pas non plus réalisée. Elle n'est pas aussi couverte par un titre de propriété ; une partie du site a été spoliée par des tiers.

2.2. Situation Synthèse de AGRIFOR

a) AGRIFOR KONGO CENTRAL

- Dimension de la concession : 10.000 ha
- Valeur présumée : USD 4.000.000
- Valeur décotée : USD 1.400.000
- Valeur vendue : USD 2.600.000
- Dettes payées : USD 2.600.000
-

b) AGRIFOR EQUATEUR

LIBENGE :

- Dimension concession : 124.000 ha
- Valeur présumée : USD 3.500.000

LISALA

- Dimension concession : 300.000 ha
- Valeur présumée : USD 300.000

Dans les deux situations de l'Equateur, le Comité de liquidation devra communiquer les dettes à payer et poursuivre la recherche d'un preneur.

Le Comité de Liquidation devra renouer le contact avec l'Autorité Provinciale du Sud-UBANGI en vue de la réalisation du site de Libenge.

Pour le site de LISALA, il sied que le Liquidateur prenne contact avec le Ministère des Affaires Foncières pour obtenir le titre de propriété de la concession.

3. COMPLEXE SUCRIER DE LOTOKILA (C S L)

3.1. Présentation

Le C.S.L est l'une des entreprises publiques dissoutes par Décret n°09/13 du 24 avril 2009. A l'époque de sa dissolution, elle était située dans l'ex province Orientale.

Le Comité de liquidation du Complexe Sucrier de LOTOKILA avait conclu un compromis de vente avec l'ancienne Province Orientale en date du 3/5/2013 pour que celle – ci acquière le patrimoine de la société en liquidation au prix de 4.041.000 USD.

Un acompte de 2.072.590 USD avait été versé en 2014. Depuis lors, il avait subsisté un solde de 1969.000 USD à régler par l'actuelle Province de la TSHOPO, dont 60% représentent la somme due à l'Etat Congolais et 40 % aux autres créanciers.

3.2. Situation Synthèse de C.S. LOTOKILA

- Dimension concession : 6.063.98 ha
- Valeur présumée : USD 5.500.000
- Valeur vendue : USD 4.041.000
- Solde : USD 1.969.000
- Dettes à payer : 4.500.000

Le Liquidateur avait souhaité qu'une pression soit exercée auprès de la Province pour qu'elle apure le solde, soit que l'Etat, à travers le Ministère des Finances paie le solde, à valoir sur la rétrocession due à la Province par l'Administration Centrale. Après analyse de la situation eu égard à une requête du Liquidateur, ce dernier fut autorisé par le Ministère du Portefeuille de vendre deux immeubles incendiés.

4. SOCIETE MINIERE DU CONGO (SOMICO SARL)

La SOMICO SARL a été dissoute par Décret n°4/065 du 05 juillet 2004.

Le premier Liquidateur de cette société a été nommé en 2013 par Arrêté du Ministre du Portefeuille. Il avait pour mission de transférer l'actif et le passif légalement contracté à la SAKIMA. Pour ce faire, ce liquidateur avait sollicité du Trésor Public un Fonds pour démarrer les opérations de Liquidation ; mais, ce fonds n'avait pas été débloqué, alors que la Liquidation devrait réaliser son programme d'actions.

En 2021, un autre liquidateur a été désigné par le Ministre du Portefeuille. Il a également pour mission essentielle de transférer à SAKIMA les biens, droits ainsi que les obligations légalement contractées.

Il convient que la hiérarchie s'implique dans ce dossier pour faire débloquer le fonds nécessaire auprès du Trésor Public pour la suite du processus de Liquidation, étant donné qu'aucun actif n'est à réaliser. Par ailleurs, une feuille de route commune a été élaborée par la liquidation et la SAKIMA étant donné que c'est cette dernière qui reçoit l'actif et le passif légalement contracté.

5. Caisse de stabilisation Cotonnière du Congo (CSCO)

La CSCO est l'une des entreprises dissoutes par Décret n°09/13 du 24 avril 2009. Plusieurs Comités ont été nommés pour assurer son processus de liquidation ; actuellement, la liquidation est conduite par Maître Claude NYAMUNGABO, et ce, depuis 2013. En dépit de la lettre du CSP N°08/A.E/0132/2018 du 23/02/2018, lui adressée, relayant celle du Ministre du Portefeuille N°2421/MNIPF/JRB/WMM/2017 du 17/10/2017, le Liquidateur n'a jamais présenté la situation de cette Liquidation.

Il Ya lieu que le Liquidateur fasse le point de cette Liquidation.

6. Les Lignes Aériennes Congolaise « LAC »

La décision de dissoudre LAC a été prise par le Conseil des Ministres en date du 12 décembre 2012 et mise en exécution le 12 septembre 2014.

Le 11 janvier 2019, il a été procédé à la restructuration de son Comité de liquidation par un Arrêté Ministériel du Ministre du Portefeuille. Ses membres sont passés de 7 à 4. L'effectif du personnel d'appoint à Kinshasa est de 43 unités et en escales intérieures de 28 agents.

6.1. Extinction du passif au 31/12/2019 pour 4232 agents

- Passif global : 16.249.844,00
- Recettes totales des ventes : \$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$
- Décomptes finals 136.868.236,65 USD
- Montant payés aux agents : **11.002732,52 USD**
- Solde décomptes finals : 124.469.701, 12 USD

6.2. Produits attendus

- Valeur intrinsèque des biens : 53.313.045 USD
- Valeur marchande : 72.607.200 USD.
- Indemnisation à payer par l'Etat : 54
(Après destruction des immeubles LAC pour construction nouvelle Aérogare).

Le dossier de la liquidation de LAC a été présenté au Conseil des Ministres, étant donné que le patrimoine de cette société en liquidation devrait servir d'apport à une autre société existante ou à créer. La liquidation attend les orientations pour la suite à donner à ce processus

7. SOMINKI

Cette liquidation a été mise en place en 1997, à la dissolution de la SOMINKI Sarl.

A ce jour, les décomptes finals des ex – agents ne sont payés que pour certains, la majeure partie n'étant pas désintéressée. Ils ne cessent de saisir le Gouvernement à ce sujet.

Le Liquidateur, Maître LAMBERT DJUNGA SHANGO, avait pris l'engagement auprès du Ministre du Portefeuille et de celui de l'Emploi, Travail, et Prévoyance

Sociale de payer les droits des anciens cadres et Travailleurs restants de l'ex SOMINKI, au plus tard le 30/09/2018.

N'ayant pas respecté ledit engagement, le Ministre du Portefeuille avait, par sa lettre N° 1530/MINPT/MRB/WHN/2018 du 24/09/2018 saisi le Procureur Général près la Cour de Cassation afin d'ouvrir un dossier judiciaire à sa charge. Ce dossier est en cours d'instance.

Le représentant de l'Etat dans cette liquidation qui a avoué son indisponibilité dans le suivi de ce dossier avait proposé qu'il soit pris une décision politique pour régler le problème du paiement des comptes finals des ex – agents.

Le CSP a destiné en vain plusieurs correspondances au liquidateur afin d'obtenir le rapport de la liquidation sous sa gestion. Ses services allèguent toujours son indisponibilité pour raison de santé.

Les instances judiciaires, étant saisies, l'aboutissement de la procédure initiée par le Gouvernement est attendu ; mais elle ne pourra pas donner satisfaction à la requête des ex-agents de l'ex – SOMINKI.

Il y a donc lieu de mettre en œuvre la proposition du représentant de l'Etat et faire prendre en charge la somme due soit par le Trésor Public, après avoir négocié une décote, soit à SAKIMA SA, société de l'Etat ayant hérité une partie du patrimoine de l'ex – SOMINKI.

Le remplacement du représentant de l'Etat dans ce Comité pour cause d'indisponibilité est également indiqué.

8. CITY TRAIN

A sa création en février 1989, le Projet de Transport en Commun « CITY –TRAIN » a hérité la concession de l'ex OTCZ, situé sur la 18^{ème} rue LIMETE, lui cédée par le CSP, moyennant certaines formalités.

Par la suite, ce projet a été transformé en Etablissement Public par Décret N°09/51 du 3/12/11/2009, avant d'être dissout par Décret N°14/031 du 21/11/2014.

Il s'avère que la concession a été cédée à titre onéreux à la Société TRANSCO, moyennant paiement d'un montant de 850.000 USD, qui devrait être débloqué par le Trésor Public en faveur de CITY – TRAIN.

Cependant, le Comité de liquidation sollicite de l'actionnaire Etat Congolais, le paiement du solde des créances certifiées d'USD 6697272, 00, conformément à l'engagement du protocole d'accord signé avec le Gouvernement afin qu'il soit en mesure d'atteindre le passif restant de CITY TRAIN et les charges liées à la clôture de la liquidation.

9. STUC

9.1. Présentation

La Société des Transports Urbains du Congo, STUC en sigle, a été dissoute et mise en liquidation par Arrêté interministériel n°002/CAB/MINPF/2014, n°008/CAB/MIN/ECO & COM/2014 et n°004/CAB/MIN/TVC/2014 du 18 novembre 2014. Un Comité de liquidation a été mis en place le 30 janvier 2015 par Arrêté interministériel n°001/CAB/MINPF/2015, n°003/CAB/MINECO/2015 et n°001/CAB/MIN/TVC/2015.

Le Comité de liquidation qui n'a plus des actifs à réaliser et un cadre idéal de travail approprié depuis l'invasion de la concession qu'il occupait par la Police Nationale Congolaise souhaiterait voir la hiérarchie s'impliquer effectivement pour un aboutissement rapide et harmonieux du processus de la liquidation qui n'a que trop duré. En effet, la STUC n'avait pas de patrimoine immobilier. Elle était locataire du Ministère des Infrastructures, travaux publics et Reconstruction.

9.2. Situation synthèse de la STUC

9.2.1. OBLIGATION DE L'ETAT ENVERS LE PERSONNEL

- 1.1. **PAIEMENT DECOMPTES FINALS DE 1.727 ex agents :**
Passif personnel : 3.388.674,82 \$
 - 1.2. Arriérés des Emoluments des Membres du Comité de liquidation :
: 208.500,00 \$
 - 1.3. Arrière des Collaborateurs des Membres de l'équipe d'appui :
 - 1.4. 94.865.000,00 FC
- TOTAL : 3.597.174,82 \$ et 94.865.000,00 FC**

9.2.2. DETTES DE LA STUC ENVERS LES TIERS :

Dettes envers l'Etat : 13.844.982,78 USD
506.431.746,83 CDF
Dettes envers les fournisseurs : 683.897,27 USD

TOTAL : 14.528.880,05 USD
506.431.746,83 CDF

Il convient de noter qu'en dehors des dettes envers les fournisseurs ci-haut citées, il y en a d'autres qui posent problème. Il s'agit de :

- Dettes non encore certifiées : **187.883,02 USD et 9.784.135 FC**
- Dettes avec discordance entre les montants déclarés dans la remise et reprise et les montants réels : **504.030,35 USD et 184.679.651, 90 FC**
- Dettes sans pièces justificatives : **186.757,91 USD**
- Dettes non reprises dans la remise et reprise : **559.227,75 USD.**

9.3. DETTES DE L'ETAT SUR LA STUC

- Transport des Policiers : 3.838.500,00 FC
 - Transport des Militaires : 2.495.647.000,00 FC
 - Voyages perdus : 3.015.262.315,00 FC
- TOTAL : 5.514.747.815,00 FC**

9.4. DOSSIERS JUDICIAIRE RESTES PENDANTS :

4.1. Dossier RH 1244/2010, RH2002/2010, RH003/2003/Tripaix
Matete, RP9982/I/TRIPAIX N'DJILI : 8.108,00 \$
TOTAL : 8.108,00 \$

TOTAL GENERAL : USD. 19.572.061,9
CDF 6.310.508.347,83

(Nous disons Dollars Américains Dix-neuf Millions Cinq Cent sept – deux Mille soixante et un Virgule neuf et Francs Congolais Neuf Milliards Neuf Cent Cinquante Millions Sept Cent quarante-cinq mille cinq cent Soixante et un Virgule Quatre – Vingt).

Section 2. Les opérations post – liquidations

Les opérations post – liquidations sont constituées, d'une part la poursuite de la queue des liquidations des Banques de l'Etat dissoutes (BCA, NBK et BCCE) et d'autre part, des activités de la Commission Interministérielle de clôture des liquidations.

2.1. Queue des liquidations des Banques de l'Etat (BCA, NBK, BCCE)

Les liquidations de ces Banques ont été assurées par la Banque Centrale du Congo (BCC) qui, avait désigné des liquidateurs indépendants. Après la clôture des opérations des liquidations, la Banque Centrale du Congo avait procédé, le 27 juillet 2010, à la remise et reprise avec l'Etat propriétaire, représenté par le Ministère du Portefeuille. Cette remise et reprise a porté sur les dossiers en cours pour les opérations post – liquidations.

Il y a lieu de noter que pour la NBK et la BCA, les opérations post – liquidations sont déjà clôturées. Le rapport a été déposé et un boni de liquidation de \$ US 14.000 a été versé dans le compte du Trésor Public.

Pour la BCCE, les opérations post – liquidations continuent. Il était prévu la poursuite des recouvrements des créances restantes dues, d'un montant de \$US 2.077.528, représentant les arrières des loyers à payer par l'ex Commission Electorale Indépendante CEI, à la suite d'un contrat de bail signé le 1^{er} juillet 2006 entre la liquidation BCCE et les Ministères des ITPATR et du Budget.

A ce sujet, plusieurs correspondances ont été échangées entre la liquidation BCCE et le Ministère du Budget, sans succès.

Nous estimons que l'Etat n'accepterait peut être pas de débloquer ce montant, car il ne peut se payer lui – même.

Quelques dossiers demeurent tout de même pendants, à savoir :

- La réalisation d'un immeuble invendu à UVIRA, au SUD KIVU ;
-
- Le suivi d'un dossier de saisie arrêt à la BCDC ;
- Le litige du personnel et la délivrance des attestations de fin de service.

Le recouvrement des créances permettra d'effectuer la mission à UVIRA en vue de la vente de l'immeuble qui s'y trouve et faire face aux dossiers judiciaires et aux frais de conservation des archives ainsi que de vacation des Experts de la queue de liquidation. Au terme de toutes les opérations, le solde est à verser au compte du Trésor, au titre de boni de liquidation.

2.2. Suivi des activités de la Commission Interministérielle de Clôture des liquidations

Cette Commission portant clôture des liquidations de quelques Entreprises Publiques et d'une société d'économie mixte, a été créée par Décret N°014/31 du 19/11/2014 du Premier Ministre.

A ce sujet, le CSP avait transféré à la Commission précitée les dossiers des liquidations suivantes : ONL, CCIZ, SONATRAD, OBMA, SNZ/Holding, SIZARAIL auxquelles il a été ajouté COTON – CONGO et SOTRAZ.

La durée initiale de la cette Commission était de six mois, renouvelables une fois, soit une année. Elle a été prorogée deux fois et devrait clôturer ses travaux, au plus tard le 31/12/2020.

Faisant suite au rapport de la 1^{ère} étape de la Commission au Premier Ministre en Avril 2015 par le Ministre du Portefeuille, le Chef du Gouvernement avait recommandé entre autre à la Commission de procéder à la réalisation de certains actifs pour tirer les ressources à affecter au règlement des dettes contraignantes pour clôturer les liquidations.

A ce jour, il appert qu'une seule liquidation, à savoir, COTON CONGO a été clôturée après la vente de ses actifs. Les autres Liquidations sous supervision de ladite Commission ne sont pas encore clôturées, faute des ressources.

Il est à craindre que le grief formulé aux liquidateurs de tirer les liquidations en longueur, soit formulé également à cette Structure créée en novembre 2014.

La question essentielle est de savoir comment se passer du Trésor Public pour mettre fin aux sept liquidations restantes ?

Une réunion mixte Commission Interministérielle, Cellule liquidations du CSP est convoquée, pour examiner les possibilités de réaliser quelques actifs des sociétés dissoutes en vue de faire face aux passifs, car la clôture des opérations des liquidations est conditionnée par la réalisation des actifs des Entreprises concernées en vue de rencontrer leurs passifs.

RAPPORT SUR LES RISQUES BUDGETAIRES LIES AUX ENTREPRISES PUBLIQUES, DRB 2025- 2027

1. CONTEXTE

Dans le cadre de l'élaboration de la déclaration sur les risques budgétaires 2025-2027, qui fait partie des documents budgétaires accompagnant la loi des finances, le Secrétaire General au Budget a procédé à la réquisition des membres du Groupe Thématique « Gestion des Risques Budgétaires du Comité CDMT-RB du 11 au 15 Juin 2024 à Kisantu/ Kongo Central quant à ce.

Lors des travaux, plusieurs risques ont été abordés à savoir, les risques liés : à la conjoncture internationale, à l'économie mondiale ; l'économie chinoise ; aux partenariats publics privés, à la baisse des cours des matières premières, à la poursuite de la guerre RUSSO—UKRAINE, à la crise sanitaire liée aux enfants, à la poursuite d'agression dont victime la RDC ; à l'environnement , au cadre macroéconomique , à la dette publique, à la stabilité du système financier, à la retraite, aux géopolitiques et aux entités du secteur public autres que l'Etat notamment les entreprises publiques.

Une vue générale des interrelations de l'environnement tant national qu'international a permis d'enrichir les risques liés aux entreprises, quoique pour l'année 2022 et 2023, un travail de rapprochement avec certaines entités (DGI, Entreprises publiques, DGPPB) mérite d'être réalisé pour l'actualisation des données, et dégager des analyses tant en termes des ressources budgétaires (opportunités) ou dépenses budgétaires (risques budgétaires).

1. INTERACTIONS ET IMBRICATION DES LIENS SUR RISQUES BUDGETAIRES

Connaissant bien la nature de l'économie Congolaise qui est portée fondamentalement et structurellement par le secteur minier, les risques macroéconomiques tablent et alertent pour une décélération de la croissance économique de 5,4 % (DEME/PLAN) et 4,7 % pour le dernier rapport du FMI contre 8,9 % en 2022 et 8,6 % en 2023. Le PIB minier passera de 8,8 % en 2024, contre 21,9 % ; 18,2 % respectivement en 2022 et 2023.

A titre d'illustration, entre 2021 et 2022 la moyenne du cour du cuivre est passée de 9.311,5 \$ /la tonne en 2021 à 8.820 \$/ la tonne en 2022, soit une régression de 5,2 %. Quant à la tonne du cobalt, la moyenne est passée de 51 094 \$/la tonne en 2021 à 63 591 \$ / en 2022. Alors qu'entre 2022 et 2023, la moyenne du cour de cuivre est passée de 8.820 \$ / la tonne à 8.483 \$/ la tonne, soit une régression de 3,8 % ; et la moyenne du cobalt est passée de 63.591 \$/la tonne en 2022 à 33.472 \$/la tonne en 2023 , soit une régression de 47 %. Aussi, le pic du baril du pétrole de 120\$ en 2022 avec une moyenne de production journalière de 25.000 baril/jour ; et de 80\$ en 2023 avec une moyenne de production journalière de 18.000 à 20.000 baril /jour.

1.1. RISQUES BUDGETAIRES LIES AUX ENTREPRISES PUBLIQUES

DESCRIPTION DES RISQUES

Les risques budgétaires liés aux entreprises publiques transformés en sociétés commerciales , qui en 2021 leur nombre était de 19 , sont interceptés dans deux facettes, tant au niveau des ressources financières (dividendes pour l'Etat Actionnaire, Impôts et Taxes payés par ces entreprises aux régies financières) , qu'au niveau des dépenses qu'imposent ces dernières au budget de l'Etat pour leur prise en charge financière, d'autant plus qu'elles constituent des actifs de l'Etat dans la sphère marchande.

En ne retenant l'indicateur résultat net de fin d'exercice comme la base qui illustre la santé financière d'une entreprise publique, le Rapport de l'Etat Actionnaire de 2021 (2022 en cours) du renseigne que les entreprises publiques ne sont pas parvenues à dégager des résultats nets de fin d'exercice positifs suite , notamment, à l'importance des charges d'activités ordinaires, en particulier les charges du personnel qui demeurent excessives par rapport au volume d'affaires réalisées, mais aussi à cause des charges externes, principalement les dotations aux amortissements et les dotations aux provisions qui soulignent l'état de vétusté avancée des équipements et des unités de production en service ainsi que la mauvaise qualité du portefeuille créances qu'elles détiennent.

Ainsi, on s'aperçoit que chaque exercice de la période s'est soldé par des résultats nets cumulés négatifs dont la moyenne sur les 3 ans se situe autour de –USD 764 000 000 . le fond ayant été enregistré en 2020 qui a affiché une perte nette globale cumulée de plus de –USD 870 000 000 , marquant ainsi l'incidence négative que la pandémie à COVID -19 a exercé sur l'exploitation des activités des entreprises publiques.

1.1. DES RELATIONS FINANCIERES ENTRE L' ETAT ET LES ENTREPRISES PUBLIQUES

S'agissant des dividendes des entreprises publiques, qui ne sont payés du fait du déficit cumulé du résultat net de fin d'exercice tel qu'indiqué ci-haut, les entreprises publiques versent à l'Etat plutôt la contribution au budget de l'Etat. A ce titre, les entreprises publiques ont contribué au budget de l'Etat pour un import de 3 455 967 \$ (3 377 947 \$) pour des assignations de 5 102 721,88 \$ en 2021 ; de 3 987.035 USD sur des assignations de 5 020 418 USD en 2022 ; de 3 157 154 USD sur des assignations de 5 138 096 USD en 2023 ; soit -20,81 % en variation. Entre 2021 et 2022, la contribution des entreprises a connu un accroissement de 18,03 %.

Les parts contributives significatives des entreprises publiques, pour les exercices 2022 et 2023 se sont chiffrées à 29,9% et 33,9 % pour la GECAMINES ; 20,9 % 33,4 % pour la SNEL SA et 25 % en 2022 pour COBIL.

La contribution des entreprises publiques dans les recettes de participation a représenté ; 7,32 % et 4,91 % ; et 5,05 % respectivement en 2021, 2022 et 2023 (modique part, à tendance baissière).

Quant aux recettes de participations, elles sont passées de 44 959 065,9 \$ en 2021 81 036 743,41 \$ en 2022 (soit une hausse de 80 % en variation ; elles se sont chiffrées à 62 456 251 \$ en 2023, soit une baisse de 22,92 % en variation . Cette hausse significative observée entre 2021 et 2022 des recettes de participations est consécutive :

A l'activation des actes générateurs notamment les excédents de gestion payés par les établissements publics ; aux dividendes sur les parts ou actions cédées l'Etat dans la capital des sociétés minières d'exploitation (code minier) qui ont représenté 17 % comme part dans les recettes de participations en 2022, ainsi que la progression notable de la taxe de participation des pétroliers Off SHORE de 55 , 64 % (soit de 25,9 millions de dollars à 40,4 millions de dollars).

Cependant entre 2022 et 2023, la contraction des recettes de participations est consécutive à l'amenuisement prononcé de la taxe de participations des Offshore de 46,56 % induisant sa quote-part de 49,9 % à 34 % ; et celle des dividendes sur les parts ou actions cédées à l'Etat dans le capital des sociétés minières de l'ordre de -78,6% , ramenant son dans les recettes de participations de 17 % à 4,8 %. A tout le moins, nul n'été le bémol des dividendes des pétroliers On fhore de 120,7 % ramenant son de 8,05 % à 23,08 %, la baisse de 22,92 % allait être plus prononcée en 2023.

En ce qui concerne les obligations fiscales, en termes d'impôts et taxes, spécialement l'IPR et l'IBP, ces entreprises en proie à la faible rentabilité d'exploitation, ne dégagent pas assez de marge en termes d'excédent brut d'exploitation, elles se sont acquittées de leurs obligations en de l'IPR à hauteur de en 2022 eten 2023 ; Quant à l'IBP , elles se sont acquittées de ce dernier à hauteur de en 2022 ; deen 2023.

Se trouvant dans un système déclaratif, après redressement fiscal, leurs obligations fiscales ont évolué de la manière suivante : de à en 2022 ; et de à en 2023 .Les parts significatives dans le paiement de l' IPR et de l'IBP reviennent aux entreprises suivantes :

Concernant les obligations fiscales, en termes de la Douane et accises, ces entreprises se sont acquittées de leurs obligations en termes de la douane à hauteur de en 2022 ; de en 2023. Les parts significatives dans le paiement de la douane reviennent aux entreprises suivantes :

Il importe de recenser le nombre des taxes pré-affectées , leurs montants par années ainsi que leurs utilisations (IDF/GO PASS pour la RVA SA. RACAT pour la CVM SA ; Droit de trafic pour la LMC SA et la RLT pour la SCPT ex ONATRA),

1.2. DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'ETAT ET LES ENTREPRISES COMMERCIALES

Il s'avère du fait des services et prestations que bénéficie l'Etat Congolais, naissent des créances des entreprises publiques, d'une part, et que d'autre part que les entreprises détiennent des dettes fiscales importantes du Fisc et de la retenue à la source de collecte de la TVA perçue dans la consommation d'eau et de l'énergie électrique, sans procéder à conciliation des comptes avec l'Etat. A ce jour (2022 et 2023) la créance des entreprises auprès de l'Etat s'élève globalement à..... ; et les dettes des entreprises publiques en termes d'impôt soient de l'ordre de, et le montant global collecté au titre de la TVA (REGIDESO SA et SNEL SA) soit de

1.4.AU NIVEAU DES CHARGES FINANCIERES VOIRE DEPENSES PUBLIQUES

Les entreprises publiques appartenant à l'Etat Congolais, dans leur état actuel doivent bénéficier des subventions, car opérant dans le secteur marchand appliquant des prix règlementés ou administrés, qui ne couvrent pas leur coût d'exploitation. Dans ces conditions, les subventions payées à ces entreprises confortent la trésorerie desdites entreprises, tout ayant une incidence sur les dépenses publiques. Aussi le non-paiement de ces subventions aux dites entreprises fragilise leur trésorerie. Ces subventions se sont élevées à en 2020 et de..... en 2023. Les interventions économiques versées à ces entreprises se sont chiffrées à en 2022 et..... en 2023. Les prêts rétrocédés à ces entreprises se sont élevés à en 2022 et de En 2023.

L'endettement global pour toutes les entreprises s'élève à..... en 2022 et de en 2023, dont la dette sociale de en 2022 , et de en 2023 ; la dette commerciale de en 2022 et de En 2023.

2. MESURES D'ATTENUATION

Tableau 1: Contributions des entreprises Publiques au Budget de l'Etat en 2022

| Sociétés commerciales | taux de change | Prévisions en CDF | Réalisations en CDF | Prévisions en\$ | Réalisations en \$ | Parts Contributives en % | Tx d'exécution |
|-----------------------|----------------|-------------------|---------------------|-----------------|--------------------|--------------------------|----------------|
| SCTP | 2008 | 840000000 | 350000000 | 418326,693 | 174302,789 | 4,37 | 41,6666667 |
| RVA | 2008 | 540000000 | 0 | 268924,303 | 0 | 0 | 0 |
| REGIDESO | 2008 | 840000000 | 70000000 | 418326,693 | 34860,5578 | 0,87 | 8,33333333 |
| CADECO | 2008 | 390000000 | 390000000 | 19422,3108 | 19422,3108 | 0,49 | 100 |
| SOKIMO | 2008 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | #DIV/0! |
| SONAS | 2008 | 504000000 | 480000000 | 250996,016 | 239043,825 | 6,00 | 95,2380952 |
| LMC | 2008 | 216000000 | 231000000 | 107569,721 | 115039,841 | 2,89 | 106,944444 |
| GECAMINES | 2008 | 2556000000 | 2338000000 | 1272908,37 | 1164342,63 | 29,20 | 91,4710485 |
| SONAHYDROC | 2008 | 438000000 | 73000000 | 218127,49 | 36354,5817 | 0,91 | 16,6666667 |
| SNCC | 2008 | 138000000 | 89833333,33 | 68725,0996 | 44737,7158 | 1,12 | 65,0966184 |
| SCPT | 2008 | 138000000 | 0 | 68725,0996 | 0 | 0 | 0 |
| CVM | 2008 | 708000000 | 353800000 | 352589,641 | 176195,219 | 4,42 | 49,9717514 |
| SNEL | 2008 | 1836000000 | 1677000000 | 914342,629 | 835159,363 | 20,9468771 | 91,3398693 |
| SCMK-Min | 2008 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | #DIV/0! |
| SODIMICO | 2008 | 138000000 | 126500000 | 68725,0996 | 62998,008 | 1,58007153 | 91,6666667 |
| SAKIMA | 2008 | 78000000 | 81500000 | 38844,6215 | 40587,6494 | 1,01799075 | 104,487179 |
| COMINIÈRE | 2008 | 72000000 | 96000000 | 35856,5737 | 47808,7649 | 1,19910567 | 133,333333 |
| COBIL | 2008 | 1000000000 | 2000000000 | 498007,968 | 996015,936 | 24,9813681 | 200 |
| TOTAL | 2008 | 10081000000 | 8005966666 | 5020418,33 | 3987035,19 | 100,00 | 79,4163939 |
| | | | | | | 3 | |

Source: Secrétariat Général du Portefeuille

Tableau 2: Contributions des entreprises Publiques au Budget de l'Etat en 2023

| Sociétés commerciales | taux de change | Prévisions en CDF | Réalisations en CDF | Prévisions en \$ | Réalisations en \$ | Parts contributives en % | Tx d'exécution |
|-----------------------|----------------|-------------------|---------------------|------------------|--------------------|--------------------------|----------------|
| SCTP | 2329 | 840000000 | 70000000 | 360669,815 | 30055,8179 | 0,95 | 8,33333333 |
| RVA | 2329 | 540000000 | 360000000 | 231859,167 | 154572,778 | 4,90 | 0 |
| REGIDESO | 2329 | 840000000 | 0 | 360669,815 | 0 | 0,00 | 0 |
| CADECO | 2329 | 42000000 | 42000000 | 18033,4908 | 18033,4908 | 0,57 | 100 |
| SOKIMO | 2329 | 408000000 | 102000000 | 175182,482 | 43795,6204 | 1,39 | 25 |
| SONAS | 2329 | 540000000 | 579000000 | 231859,167 | 248604,551 | 7,87 | 107,222222 |
| LMC | 2329 | 222222000 | 255220500 | 95415,1997 | 109583,727 | 3,47 | 114,84934 |
| GECAMINES | 2329 | 2760000000 | 2496000000 | 1185057,96 | 1071704,59 | 33,95 | 90,4347826 |
| SONAHYDROC | 2329 | 444000000 | 73118352,25 | 190639,76 | 31394,7412 | 0,99 | 16,4680974 |
| SNCC | 2329 | 150000000 | 136 500 000 | 64405,3242 | 58608,845 | 1,86 | 91 |
| SCPT | 2329 | 150000000 | 36101000 | 64405,3242 | 15500,6441 | 0,49 | 24,0673333 |
| CVM | 2329 | 710400000 | 472400000 | 305023,615 | 202833,834 | 6,42 | 66,4977477 |
| SNEL | 2329 | 2000004000 | 2459004000 | 858739,373 | 1055819,67 | 33,44 | 122,949954 |
| SCMK-Min | 2329 | 12000000 | 2000000 | 5152,42593 | 858,737656 | 0,03 | 16,6666667 |
| SODIMICO | 2329 | 144000000 | 120000000 | 61829,1112 | 51524,2593 | 1,63 | 83,3333333 |
| SAKIMA | 2329 | 80000000 | 66666666,6 | 34349,5062 | 28624,5885 | 0,91 | 83,3333333 |
| COMINIERE | 2329 | 84000000 | 83000000 | 36066,9815 | 35637,6127 | 1,13 | 98,8095238 |
| COBIL | 2329 | 2000000000 | 0 | 858737,656 | 0 | 0,00 | 0 |
| TOTAL | 2329 | 11966626000 | 7353010519 | 5138096,18 | 3157153,51 | 100,00 | 61,4459792 |
| | | | | | | | |

Source: Secrétariat Général du Portefeuille

Tableau 3 : Evolution des Composantes des Recettes de Participations 2022

| composante | Taux de change | Prévisions en Cdf | réalisations en Cdf | Prévisions en \$ | réalisations en \$ | parts de chaque composante en % | Tx d'exécution |
|--|-----------------------|---------------------------|----------------------------|-------------------------|---------------------------|--|-----------------------|
| Contribution des entreprises publiques | 2 008 | 10 081 000 000,00 | 8 005 966 666,33 | 5 019 418,44 | 3986241,12 | 4,919053941 | 79,4163939 |
| Redevance sur le chiffre d'affaires d'une entreprise placée sous le régime de gestion | 2 008 | 500 000 000,00 | 447 127 931,80 | 248 954,39 | 222628,9244 | 0,274725902 | 89,4255864 |
| Dividendes des Sociétés d'économie mixte | 2 008 | 32 122 389 470,50 | 26 881 572 322,30 | 15 994 019,85 | 13384570,96 | 16,51666935 | 83,6848465 |
| dividendes sur les parts ou actions cédées à l'Etat dans le capital des sociétés minières d'exploitation | 2 008 | - | 28 548 338 288,80 | - | 14214468,38 | 17,54076951 | #DIV/0! |
| dividendes des pétroliers ON Shore | 2 008 | 15 000 000 000,00 | 13 117 238 559,99 | 7 468 631,75 | 6531188,289 | 8,059539431 | 87,4482571 |
| taxe de participation | 2 008 | 45 000 000 000,00 | 81 236 083 790,61 | 22 405 895,24 | 40448159,62 | 49,91335772 | 180,524631 |
| Excédent de gestion | 2 008 | 11 136 000 000,00 | 4 482 999 999,90 | 5 544 712,21 | 2232125,075 | 2,754460484 | 40,2568247 |
| Produit de vente de participation de l'Etat dans une entreprise du portefeuille | 2 008 | - | 19 724 478,00 | - | 9820,990838 | 0,012119183 | #DIV/0! |
| Boni de liquidation | 2 008 | - | 15 143 430,14 | - | 7540,046873 | 0,009304479 | #DIV/0! |
| | 2 008 | - | | - | | | #DIV/0! |
| TOTAL | 2 008 | 113 839 389 470,50 | 162 754 195 467,87 | 56 681 631,88 | 81036743,41 | 100 | 142,968261 |

Tableau 4 : Evolution des Composantes des Recettes de Participations 2023

| Composante | Taux de change | Prévisions en Cdf | réalisations en Cdf | prévisions en \$ | réalisations en \$ | parts de chaque composante en % | Tx d'exéc, |
|--|-----------------------|---------------------------|----------------------------|-------------------------|---------------------------|--|-------------------|
| Contribution des entreprises publiques | 2 329 | 11 966 626 000,00 | 7 353 010 518,85 | 5 137 654,99 | 3156882,414 | 5,054549955 | 61,4459792 |
| redevance sur le chiffre d'affaires d'une entreprise placée sous le régime de gestion et royalties des sociétés minières | 2 329 | 663 411 110,00 | 2 109 523 027,94 | 284 823,59 | 905685,6551 | 1,4501121 | 317,981263 |
| Dividendes des Sociétés d'économie mixte | 2 329 | 40 523 784 104,00 | 31 252 313 938,23 | 17 398 155,63 | 13417617,18 | 21,48322535 | 77,1209171 |
| Dividendes sur les parts ou actions cédées à l'Etat dans le capital des Sociétés minières d'exploitation | 2 329 | 125 395 037 318,00 | 7 065 097 851,86 | 53 836 097,08 | 3033272,305 | 4,856635243 | 5,6342723 |
| dividendes des Pétroliers ON Shore | 2 329 | 16 950 000 000,00 | 33 577 495 557,03 | 7 277 176,71 | 14415891,96 | 23,08158382 | 198,097319 |
| taxe de participation | 2 329 | 50 850 000 000,00 | 50 337 867 096,15 | 21 831 530,14 | 21611655,12 | 34,60286956 | 98,9928556 |
| Excédent de gestion | 2 329 | 16 154 256 790,00 | 13 777 792 181,78 | 6 935 538,72 | 5915246,515 | 9,471023966 | 85,2889264 |
| Produit de vente de participation de l'Etat dans une entreprise du Portefeuille | 2 329 | - | - | - | 0 | 0 | #DIV/0! |
| Boni de liquidation | 2 329 | - | - | - | 0 | 0 | #DIV/0! |
| | 2 329 | - | - | - | | | #DIV/0! |
| TOTAL | 2 329 | 262 503 115 322,00 | 145 473 100 171,84 | 112 700 976,87 | 62456251,15 | 100 | 55,4176662 |

